

BDIC 6D

alternatives

non violentes



SURARMEMENT et sousdéveloppement

37

8°P 6112 1990/37

revue trimestrielle

10 f

ÉDITORIAL :

Des ombres sur la terre...

par Olivier VIAL





**Principaux
Pays
exportateurs
d'armes**

DESARMEMENT ET DEVELOPPEMENT sont devenus les maîtres mots pour désigner la voie moderne de la paix. Les discours officiels, autant que les conversations privées ou les débats politiques, usent abondamment de ces deux noms magiques, comme si, à force de répétition, ils allaient enfin pouvoir réaliser le désir le plus cher au cœur de tous les hommes : vivre en paix. Encore faudrait-il que la paix

elle-même soit rendue désirable pour que le désarmement et le développement en deviennent les signes efficaces. Or, la paix est proprement « indésirable », aux dires de nombreux économistes libéraux (1). Rien ne serait en effet plus nuisible à l'ordre actuel

(1) J.K. Galbraith. « La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres ». Calmann-Lévy. 1968.

du monde qu'un état de « paix permanente ». Rien n'est au contraire plus utile au maintien du système international que la guerre mondiale latente et le conflit périphérique permanent. Au fond, le plus grand danger qui pèse sur « la stabilité de la société » c'est la paix, non la guerre ! Cette dernière remplit des fonctions « libératrices et stabilisatrices » irremplaçables : économique, politique, sociale, culturelle,

idéologique, écologique (sic), démographique, scientifique et technologique. Dès lors, les maîtres mots de désarmement et de développement ne doivent pas nous leurrer ; sous le fard d'un moralisme intentionnel, ce sont en vérité les mots d'ordre des maîtres pour armer leur puissance et développer leur croissance, pour diriger la course technologique aux armements et imposer de fait l'exploitation économique du tiers-monde.

SURARMEMENT et SOUSDÉVELOPPEMENT sont les symptômes caractéristiques et universels d'une réalité mondiale que les mots ne peuvent plus cacher. Deux maladies, serait-on naïvement tenté de dire, deux plaies à guérir ?... Non ! Deux phénomènes qui s'appellent mutuellement — de même que l'inflation et le chômage — et qu'entretiennent à son profit « le capital monopolistique impérialiste multinational » (2). Un regard sur la carte du monde offre, en un saisissant raccourci, une appréhension élémentaire de ces phénomènes. La moitié inférieure de la planète est couverte par les ombres de la guerre, qui sont aussi les ombres de la faim, tandis que la moitié supérieure se teinte ostensiblement de la puissance des armes, qui est aussi celle du confort industriel. A quelques rares exceptions près — l'Australie dans le Sud, l'Irlande dans le Nord —, nette est l'opposition topographique entre les pays qui produisent et vendent les armes, et ceux qui les achètent et les utilisent en ce moment même. La géographie des conflits armés corres-

pond à la géographie de la famine, à celle de la mortalité infantile, de la plus faible espérance de vie, de l'analphabétisme... L'hémisphère Sud de la planète est marqué de l'instabilité et du sousdéveloppement des peuples dont le Produit National Brut oscille autour de 500 dollars par habitant, seuil de la « pauvreté absolue ». A l'inverse, l'hémisphère Nord porte les nations dont la stabilité politique apparente repose sur le développement de la production et de la consommation, avec un PNB par habitant allant de 1 500 à plus de 5 000 dollars (3). La superposition des cartes géopolitiques et économiques donne ainsi une grille de lecture du monde contemporain qui, de la colonisation « civilisatrice » à la recolonisation « stabilisatrice » par la coopération « protectrice », révèle la continuation du même impérialisme par d'autres moyens.

Domination du Nord sur le Sud, exploitation du Sud par le Nord, telles sont les ombres que projette sur la terre l'organisation économique et politique mondiale. Il serait toutefois abusivement simpliste d'en rester à cette seule opposition entre une paix surarmée au Nord et une guerre sousdéveloppée au Sud. Le surarmement affecte aussi les pays faibles du Sud, et alourdit — dans une moindre proportion — l'effort de développement

entrepris par les pays forts du Nord (3). Le sousdéveloppement atteint aussi certains secteurs des pays riches, et provoque un plus grand besoin de défense, donc de militarisation, dans les pays pauvres. Les effets inégalitaires du système mondial s'introduisent de force à l'intérieur de tous les ensembles régionaux ou nationaux. Du fait même que ce système s'impose comme le modèle unique de développement, il est exporté par les pays industrialisés, multinationalisé par le grand capital, et finalement importé par le tiers-monde à travers la division internationale du travail — que celle-ci réponde à l'idéologie socialiste ou obéisse à l'impérialisme capitaliste. Le sousdéveloppement se « stabilise » par le surarmement et, réciproquement, la course aux armements trouve un terrain « libérateur » dans l'exploitation des pays en développement. Ainsi se généralise le processus de consommation militaire, tandis que se consolident les rapports d'assistance économique. Ainsi se trouvent justifiées les ventes d'armes autant que l'aide alimentaire et financière. « Si les deux éléments sont peut-être contradictoires, en termes économiques, ils sont complémentaires sur le plan politique. En fait, si l'aide n'est que la partie visible de l'iceberg, la vente des armes n'est qu'un composant, probablement le plus profitable, du « paquet » global immergé sous la surface rhétorique de la générosité. » (4)

(3) Voir ci-après le tableau des indicateurs économiques et sociaux du développement. Plus encore que la lecture verticale des disparités entre groupes de pays, c'est la lecture horizontale qui est éloquente, celle des écarts, à l'intérieur d'un même groupe, entre les dépenses d'éducation et les dépenses militaires par exemple. On remarque ainsi que des chiffres faibles en valeur absolue peuvent peser très lourd sur l'économie d'un pays pauvre, et inversement pour un pays riche.

(2) L'expression est de Jean Ziegler dans son dernier livre, « Retournez les fusils ? Manuel de sociologie d'opposition ». Le Seuil. 1980, p. 196.

(4) Tibor Mende, « De l'aide à la recolonisation ». Le Seuil. Coll. Points Politique. 1975., p. 148. Un ouvrage de lecture aisée, dont la réédition en livre de poche apporte une vision globale sur les questions abordées ici. Voir aussi le n° 28 d'*Alternatives non-violentes*, « Nouveaux visages des impérialismes ».

TRANSARMEMENT ET AUTODEVELOPPEMENTS ne seraient-ils point des moyens capables, aujourd'hui, de disperer les taches d'ombre sur la terre ? Toujours est-il que la voie vers un juste développement de tous les peuples et vers une paix efficace conduit impérativement à sortir de la contradiction économique que les Grands ont érigée en système d'hégémonie politique. Les bases d'un « nouvel ordre économique mondial », dont certains parlent maintenant, ne peuvent que s'opposer aux structures d'injustice et de violence établies par l'ordre actuel. Ces bases doivent tout d'abord briser le modèle unique de développement

par la réalisation de projets autonomes et diversifiés, répondant aux capacités et aux besoins réels des populations locales. Elles doivent ainsi rompre la contrainte de la division internationale du travail par des mesures de nationalisation et de protection contre les firmes multinationales. Les bases du nouvel ordre doivent encore s'opposer au principe de l'aide afin de lui substituer celui de l'entraide mutuelle à l'intérieur de groupes régionaux mieux équilibrés. Elles doivent enfin permettre la mise en œuvre d'un transarmement pour démilitariser les structures économiques et sociales alourdis par la course aux armements, et civi-

liser les fonctions politiques de gouvernement et de défense... Ce ne sont là, bien évidemment, que quelques éléments de réponse suggérés par l'analyse des phénomènes de surarmement et de sousdéveloppement.

Cette publication d'Alternatives non violentes ne prétend pas donner une réponse satisfaisante à un problème aussi complexe ; elle tente seulement d'aiguiser le regard critique des victimes, nous-mêmes, condamnées à collaborer à l'assombrissement et à l'asphyxie de leur propre existence.

Olivier Vial.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET SOCIAUX DU DEVELOPPEMENT PAR GROUPES DE PAYS.

Revenus en dollars	PNB par habitant (en dollars 1974)	Espérance de vie à la naissance (années)	Mortalité infantile (par 1 000 naissances vivantes)	Taux d'alphabétisme - %	Dépenses d'éducation publique par habitant (en dollars 1973)	Dépenses militaires par habitant (en dollars 1973)
Pays à bas revenus : PNB/h. inf. à 300. (48 pays)	152	48	134	33	3	6
Pays à revenu moyen - inférieur PNB/h. entre 300 et 699 (39 pays)	338	61	70	34	10	17
Pays à revenu moyen - supérieur PNB/h entre 700 et 1 999 (35 pays)	1 091	61	82	65	28	31
Pays à revenu élevé PNB/h sup. à 2 000 (37 pays)	4 361	71	21	97	217	232

Source : Statistiques extraites de **Agenda 1977**. Overseas Development Council, Praeger New York (USA).

Les Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires

par Thérèse et Olivier VIAL-MANNESSIER

I Lecture critique d'une expertise

LE rapport de l'ONU en 184 points sur les conséquences économiques et sociales de la course aux armements est un peu austère et demande un effort d'attention (1). Certains lecteurs seront peut-être plus attirés par les larges extraits qu'en a recueilli « Le Courrier de l'UNESCO » dans son numéro d'avril 1979, sous un titre plus simple : « La course aux armements ».

Des graphiques, des chiffres, des schémas, des diagrammes, mais aussi des photos, des reproductions d'œuvres d'art, telle « la bataille des gros sous » gravure de Pieter Brueghel « le vieux », des poèmes accompagnent le texte « onusien », quelque peu allégé, différemment ordonné et rendu ainsi plus accessible à tous. Ce texte est centré sur les dangers de la situation actuelle et l'urgence de mesures énergiques pour y remédier.

(1) En traduction française sous le numéro de vente F.78.IX.1 des Publications des Nations Unies. On peut se procurer le Courrier de l'U.N.E.S.C.O à la librairie de l'U.N.E.S.C.O., place de Fontenoy, 75007 Paris. Les références entre parenthèses correspondent pour la première au document de l'U.N.E.S.C.O., pour la deuxième au document des Nations Unies.

Du chapitre I de ce rapport,

DYNAMIQUE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

trois articles mettent en valeur les aspects nouveaux que prend aujourd'hui la course aux armements.

La montée en flèche des dépenses militaires.

Les chiffres, malgré certaines imprécisions voulues par les secrets d'Etat, indiquent sans conteste une accélération constante des dépenses militaires et des échanges commerciaux d'armements. Mais, sous les chiffres, c'est un phénomène social et politique nouveau qui se développe : la situation d'inégalité économique entre les pays riches et les pays pauvres tend à se solidifier en une structure économique militarisée à l'échelle mondiale.

« S'il est peu probable, même à long terme, qu'elle rende les pays acheteurs véritablement indépendants des principaux producteurs d'armes, cette expansion multinationale des complexes militaro-industriels pourrait, avec le temps, constituer un obstacle important à une limitation effective des armements et au désarmement dans les régions où elle se produit. » (p 9, par. 167).

La science contre l'humanité.

Aussi bien dans le domaine des armes nucléaires que dans celui des armes conventionnelles, les exemples abondent d'un perfectionnement technique dont le but avoué est évidemment la perfection de la destruction. Incapables d'arrêter cette course entreprise par la science contre l'humanité, les hommes d'Etat tentent d'en contrôler la vitesse. Les « accords de limitation », quand ils interviennent, se voient aussitôt dépassés par l'apparition de nouveaux jouets de guerre, donc de nouvelles règles du jeu (2).

« A techniques nouvelles, doctrines nouvelles. Et les doctrines à leur tour tentent de justifier, avec une apparence de rationalité, le déploiement des armes issues de ces techniques. Ainsi on augmente les risques de guerre et on modifie les termes de l'équation du désarmement que ces doctrines rendent plus complexe et plus difficile à résoudre ». (p. 11, par. 30).

« La mise au point, par exemple, de gaz neuro-toxiques binaires et de leurs vecteurs (que l'on peut manipuler avec un minimum de risques puisque le mélange qui produit le gaz neurotoxique ne s'effectue qu'en cours de vol) risque de réduire considérablement les derniers obstacles d'ordre technique et opérationnel qui s'opposaient au déploiement d'armes chimiques ». (p. 13, par. 36).

La surenchère technologique.

Compter le nombre des canons pour équilibrer les forces armées antagonistes, cela pouvait avoir un sens au temps des mousquetons. Compter le nombre des fusées, alors que dans la tête de chacune d'elles peut se cacher un nombre incontrôlable de bombes nucléaires à trajectoires indépendantes, cela n'a plus aucun sens. La course aux armements, quantitative depuis la préhistoire, est aujourd'hui essentiellement qualitative. Les considérations d'innovation technologique l'emportent le plus souvent sur l'examen des rapports de forces, même si celui-ci demeure toujours un bon prétexte pour justifier l'accroissement des investissements militaires.

(2) Voir le numéro 28 d'Alternatives non violentes : « Nouveaux visages des impérialismes ».

Cette situation nouvelle oblige à reconnaître que ni la réduction quantitative des armes, ni même l'amélioration du climat politique international ne peuvent suffire à ralentir l'emballlement technologique de la course.

« Pour atteindre leur pleine efficacité, il faudrait que les mesures de limitation portent sur des perfectionnements encore en gestation, c'est-à-dire qu'elles interviennent avant qu'ait été accompli un travail important de recherche et de développement et avant que les programmes n'aient pris leur propre élan sous l'effet des poussées politiques, institutionnelles et industrielles ». (p. 16, par. 53).

Du chapitre II,

LA COURSE AUX ARMEMENTS SOUS L'ANGLE DES RESSOURCES

« le Courrier de l'UNESCO » met en avant l'absurdité du surarmement :

L'industrie de la guerre, une aberration dans un monde en détresse.

« Le détournement massif des ressources à des fins militaires continue sans désemparer et, avec lui, le gaspillage à l'échelle mondiale des ressources financières, de la main-d'œuvre, des matières premières, des capacités techniques et des possibilités de recherche et de développement ». (p. 21, par. 56).

Dans le domaine de la recherche, le rapport avance des chiffres qui soulignent la responsabilité des scientifiques et non seulement celle des hommes de finances ou des hommes politiques :

— 25 % du personnel scientifique mondial est engagé dans des activités de caractère militaire.

— 40 % de toutes les dépenses de recherche et de développement depuis la seconde guerre mondiale ont été englouties à des fins militaires. La plus grande partie est consacrée à la mise au point d'un matériel sans aucune utilité civile.

Lecteurs attentifs aux propositions constructives qui peuvent émaner d'un tel rapport, nous nous laissons guider vers les voies d'avenir où les compétences et les moyens gaspillés à des fins militaires seraient orientés vers d'autres finalités :

- l'exploitation des ressources alimentaires et minérales des océans (3),
- la mise en valeur des nouvelles ressources énergétiques,
- la surveillance des effets du milieu sur la santé,
- la recherche et la prévision météorologiques,
- l'alerte aux catastrophes naturelles,
- les inventaires des ressources naturelles.

(3) Du 3 mars au 3 avril 1980, s'est déroulée à New York sous les auspices des Nations Unies, la conférence internationale sur les problèmes de la mer qui a lieu régulièrement chaque année depuis 1973. De cette confrontation, plutôt que négociation, qui devrait aboutir à un « traité de la mer », voici ce qu'écrit E. Ramaro dans le n° de mars 1980 de « L'Economiste du tiers monde » sous le titre « Nouveaux pilleurs de trésors » : « ... Le gros morceau reste celui de l'exploitation des grands fonds, situés en général au-delà des zones de 200 milles : il s'agit notamment des fameux « nodules » contenant du cuivre, du nickel, du manganèse, etc., qui gisent à plusieurs milliers de mètres du fond, et pourraient remplacer à moyen ou à long terme les gisements terrestres... Pour les nations occidentales et l'ensemble des pays industrialisés, qui disposent de moyens technologiques et financiers sans commune mesure avec ceux des Etats du tiers monde, l'essentiel est d'abord de limiter au maximum l'appropriation des « mers chaudes » par les Etats riverains : ainsi, le département d'Etat américain se refuse-t-il pour le moment, et tant qu'un accord global n'aura pas été conclu, à reconnaître toute « eau territoriale » étendue à plus de 3 milles marins des côtes (alors que 76 Etats, dont des pays industrialisés comme la France, revendiquent déjà 12 milles, et que 14 autres ont placé la barre à 200 milles). D'autre part, ces mêmes pays cherchent à éviter une internationalisation complète de l'exploitation des grands fonds (que les Etats du tiers monde s'acharnent à considérer comme « un patrimoine commun de l'humanité ») : ils défendent donc le principe d'un « droit d'accès » aux gisements de nodules pour les sociétés d'Etat ou les compagnies privées dépendant d'eux — accès qui serait « parallèle » à l'exploitation mise en œuvre par l'Autorité internationale des fonds marins projetée. Enfin, les pays occidentaux exigent un accord rapide sous peine de passer directement à l'action : le gouvernement fédéral américain, notamment, n'a pas caché qu'il envisageait de permettre aux grands groupes industriels et financiers, déjà constitués en vue de l'exploitation à grande échelle des fonds marins, d'entamer leur action, maintenant que la phase de prospection et de mise au point des techniques est largement avancée. En face, les « 77 » (qui sont maintenant 120) font leur possible pour retenir ces nouveaux pilleurs de trésors sous-marins. Ils accusent les pays industrialisés de faire traîner les négociations, de chercher à exploiter unilatéralement les richesses de la mer et de refuser pour l'essentiel à la future Autorité internationale les moyens d'une exploitation et d'un contrôle effectifs : transferts de technologie, investissements préliminaires, niveau suffisamment élevé de taxation des bénéfices réalisés par le secteur non international, etc. » Cet exemple est significatif de la supercherie que peut représenter une simple conversion de dépenses militaires en investissements civils, quand les méthodes de guerre continuent d'être appliquées au domaine de l'économie. Des exemples semblables pourraient être abondamment cités pour chacun des secteurs mentionnés dans le texte.

« ... En tous ces domaines, les retombées dans le secteur civil de la recherche d'intérêt militaire, si elles n'ont pas toujours été négligeables, sont restées insignifiantes par rapport aux ressources qui ont permis de les financer et aux résultats que l'on aurait pu obtenir si les efforts avaient porté directement sur les applications civiles ». (p. 21, par. 69).

Le gaspillage de la main-d'œuvre est un autre aspect de cette folie de l'industrie de guerre :

- 22 millions de personnes dans le monde font partie des forces armées.
- 60 millions se livreraient à des activités liées aux intérêts militaires, en uniforme ou en civil, dans le secteur public ou privé.

Dans le secteur de l'environnement, le rapport de l'ONU constate les dégâts des activités militaires, en temps de guerre bien sûr, mais aussi en temps de paix (industries, installations militaires, manœuvres...).

Le détournement des ressources naturelles vers le secteur militaire est également déploré, car il contribue largement à l'épuisement des ressources non renouvelables, qu'il s'agisse des réserves énergétiques ou des matières premières.

On se prend à rêver parfois au cours de la lecture de ce rapport : quelle espérance de vie sur la planète si toutes ces ressources en hommes, en matières premières et en matière grise étaient lancées dans une course à la paix ! Les experts ont tout fait cependant de ramener le lecteur à la réalité, à leur réalité qui pour être civile n'en est pas moins... nucléaire.

« Un désarmement nucléaire intégral libérerait plus de 20 000 chercheurs et ingénieurs nucléaires, qui travaillent à l'heure actuelle aux applications militaires de l'énergie nucléaire et dont certains pourraient participer aux programmes nucléaires entrepris à des fins pacifiques par les pays développés et les pays en développement ». (p. 23, par. 74).

Les auteurs du rapport auraient-il oublié ce qu'ils ont eux-mêmes écrit au chapitre précédent ?

« L'explosion souterraine d'un engin nucléaire, que l'Inde a officiellement décrite comme une « expérience d'explosion nucléaire pacifique », a en tous cas démontré qu'il est possible de se doter facilement et à peu de frais de petites armes nucléaires en marge d'un grand programme nucléaire civil. » (p. 11, par. 32).

Cette contradiction nucléaire n'est malheureusement pas fortuite ; d'autres passages du texte laissent clairement entendre que le désarmement militaire ne s'oppose pas au développement nucléaire. Dès lors, un certain doute ne manquera pas de peser, dans l'esprit de nombreux lecteurs avertis, sur le type de développement imaginé par les experts de l'ONU, quelles que soient par ailleurs la justesse et la générosité de leurs propositions.

Devant le « détournement massif des ressources à des fins militaires », les auteurs s'indignent et dénoncent à plusieurs reprises « l'ordre de priorités regrettable ».

« Les ressources absorbées par le secteur militaire sont largement supérieures aux dépenses sociales et publiques, même dans les domaines aussi importants que la santé et l'éducation. » (p. 23, par. 63.)

Que d'énergie dépensée et mal orientée dans le monde entier où, d'après Ruth Sivard, il y a presque autant de militaires que d'enseignants (4).

Du chapitre III,

LA COURSE AUX ARMEMENTS ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

deux articles sont particulièrement critiques de notre société :

Trois mythes éclatent :

Les auteurs du rapport s'attaquent aux idées fausses répandues dans l'opinion publique :

(4) Ruth Leger Sivard : « World military and social expenditures » 1977, p. 21, citée par le rapport de l'ONU. Voir aussi la recension de la traduction française 78-79 qui est faite dans ce numéro.

L'industrie de l'armement donnerait un coup de fouet à l'économie.

« ... La récession ayant depuis quelque temps tendance à aller de pair avec des taux d'inflation élevés (« stagflation ») et, dans certains cas, avec de forts déficits de la balance des paiements, on a pu constater que des dépenses d'armement importantes faisaient obstacle aux politiques économiques visant à lutter contre la récession. Ces dépenses se traduisent en effet par une demande supplémentaire sans accroître le volume des biens vendables ou exportables. Elles intensifient ainsi le problème de l'inflation et celui de la balance extérieure. Par conséquent, elles limitent l'efficacité des politiques expansionnistes ou même conduisent à des mesures restrictives dans d'autres domaines, perpétuant ainsi la récession et le chômage. » (p. 26, par. 86).

L'armement ferait reculer le chômage.

« En fait, dans la mesure où les achats militaires engendrent plus d'inflation que la plupart des autres formes de dépenses, chaque dollar réaffecté à des fins civiles atténuerait à longue échéance le problème des pressions inflationnistes et ouvrirait des possibilités accrues aux politiques de lutte contre le chômage. » (p. 26, par. 96).

La recherche et le développement militaires amélioreraient la qualité de la vie.

« En réalité les « retombées » militaires de la recherche civile ont été incomparablement plus importantes que les retombées civiles de la recherche militaire. Il est étonnant de constater le peu de conséquences novatrices de la recherche et du développement militaires sur le secteur civil. Le perfectionnement des produits — amélioration marginale des matériaux, de la miniaturisation, du ratio de réalisation, de la fiabilité, etc... — s'est parfois fait sous les auspices du secteur militaire, tout simplement parce que celui-ci n'avait aucune difficulté à se procurer des fonds pour la recherche et le développement. » (p. 27, par. 99).

En marge de cet article, des propositions concrètes de type législatif apparaissent pour favoriser la reconversion, et l'on va même jusqu'à souhaiter « démembrer certaines des coalitions de forces politiques les plus puissantes qui s'opposent au désarmement ».

L'empire du militaire.

« Militarisation et tensions sociales vont souvent de pair. En tant qu'instrument de répression intérieure, la militarisation est le propre des pays où existent des différences sociales considérables et où de larges secteurs de la population sont exploités à outrance. L'Afrique du Sud constitue à cet égard un exemple extrême, mais un schéma analogue, la dimension raciale en moins, se retrouve dans d'autres pays, où il n'est pas inhabituel, pendant un temps tout au moins, qu'un fort taux de croissance économique aille de pair avec un budget d'armement hypertrophié et un appareil policier pesant. Conclure, d'après ces derniers exemples, à la compatibilité de fortes dépenses militaires avec la croissance économique, serait méconnaître que la croissance n'est qu'un moyen au service des fins sociales. » (p. 30, par. 121).

Si les experts « onusiens » semblent parfois avoir été à l'école des militants antimilitaristes, ceux-ci, à leur tour, gagneraient souvent en crédibilité vis-à-vis de l'opinion publique en s'appuyant sur le caractère officiel de telles déclarations. Il demeure cependant que, pour ménager les susceptibilités de certains Etats membres — et non des moindres — de l'Organisation des Nations Unies, les critiques ne portent que sur le bouc émissaire unanimement reconnu comme « exemple extrême » ou sur des généralités. La militarisation, bien que sujette à de multiples nuances, de même que son illustre contraire, la démocratie, n'en est pas moins devenue un phénomène universel dont les effets sont également sensibles dans les sociétés dites développées.

Du chapitre IV de ce même rapport,

CONSEQUENCES INTERNATIONALES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

un article final du Courrier de l'UNESCO se propose répondre, au moins partiellement, à la question : que faire ?...

Pour arrêter la course aux armements.

A notre sentiment d'inutilité et d'impuissance devant la poursuite de la course aux armements, devant l'augmentation de la violence dans le monde, devant l'inefficacité des divers accords et traités internationaux depuis une quinzaine d'années, quel est l'ultime recours des experts ?

« En dernière analyse, une vaste et authentique prise de conscience des dangers de la course aux armements serait peut-être l'une des meilleures façons de relancer les efforts entrepris en vue du désarmement. On a pu constater en plusieurs occasions que, bien informée, l'opinion publique était en mesure de freiner l'évolution enregistrée en matière d'armement. Il est particulièrement important, dans ces domaines qui mettent en jeu la survie même de l'humanité, que l'opinion soit active et tenue au courant des réalités, et afin qu'elle sache résister à toutes les incitations à la guerre, et afin qu'elle puisse s'orienter dans des voies constructives. » (p. 32, par. 144).

Cet appel à l'opinion publique de la part d'experts internationaux a de quoi nous étonner. Seraît-elle tout à coup devenue une force si respectable, cette opinion publique, qu'on s'adresse maintenant à elle pour retourner le monde ? N'est-elle pas plutôt cette masse informe d'opinions diverses, manipulable à souhait, mobilisable à merci ? En tous cas nous en sommes, c'est nous qui la faisons, et c'est à nous que s'adresse cet appel à la rébellion ouverte contre les armes d'oppression. L'étonnement de nous voir considérés avec tant d'intérêt n'est peut-être que celui du dormeur qu'un cri éveille dans son sommeil. En jetant ce cri

d'alarme à l'opinion publique, l'Organisation des Nations Unies répond à sa fonction d'Assemblée des Nations et des Peuples... mais elle avoue en même temps son impuissance à gouverner le monde avec ceux qui gouvernent les Etats. Car ce sont eux qui siègent à l'ONU, les représentants d'Etats, eux seuls qui imposent des politiques nationales contraires à l'application des accords internationaux, eux toujours qui, à l'intérieur de leurs propres frontières, ignorent l'opinion publique lorsqu'il s'agit de décider (5) ou l'achètent comme une denrée électorale lorsqu'il s'agit de gouverner. Dès lors, cet appel à la résistance contre « toutes les incitations à la guerre » résonne comme un dérisoire aveu d'impuissance de la part des « Nations Unies », à moins qu'on ne l'entende pour ce qu'il est : au fond un appel à résister contre l'Etat.

Des idées contre les canons.

Ces extraits du document de l'ONU, « Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements », choisis et rassemblés par l'UNESCO, sont présentés par le secrétaire général de cet organisme, M. Amadou-Mahtar M' Bow lui-même. Son espoir, faut-il s'en étonner, se tourne vers les enseignants et non vers les militaires pour tenter de construire la paix.

(5) Sous le titre « L'arsenal nucléaire français : les états-majors sont favorables à un missile mobile et à des armes à neutrons », Jacques Isnard écrit dans *Le Monde* des 16 et 17 mars 1980 : « Les états-majors doivent soumettre prochainement au chef de l'Etat, en principe au début de l'été, le projet d'un missile stratégique mobile, pour compléter l'arsenal nucléaire français. Cet arsenal demeurera fondé pour l'essentiel, d'ici à la fin du siècle, sur les sous-marins lance-missiles balistiques. C'est vraisemblablement vers la fin du mois de juin que le président de la République tranchera en faveur de ce nouveau système d'armes, qui a aussi les préférences du ministre de la défense, M. Bourges, et celles du commissariat à l'énergie atomique. Il est, d'autre part, de la responsabilité propre du chef de l'Etat de prendre la décision politique d'ajouter ou non à la panoplie française des armes nucléaires tactiques un nombre réduit de charges neutroniques, autrement appelées « bombes à neutrons ou à radiations renforcées », comme le souhaitent les états-majors ». On chercherait en vain, dans ce processus de prise de décisions, la place de l'opinion publique.

« Pour l'UNESCO, une tâche essentielle est de créer, par l'éducation et l'information, un courant favorable au désarmement et à la coopération pacifique dans l'opinion publique mondiale. Un de ses premiers objectifs doit être d'œuvrer pour inclure l'éducation relative au désarmement dans les programmes d'études à l'école, à l'université, partout où s'acquiert le savoir. Il s'agit de faire mieux comprendre le fardeau que signifie toute guerre et les bénéfices immenses de la paix, pour que l'opinion publique puisse peser de tout son poids et appuyer les gouvernements dans la voie du désarmement. Il s'agit de persuader et de convaincre, de faire appel à la raison et au bon sens, mais aussi à la générosité et à une solidarité bien comprise, bénéfique pour les uns comme pour les autres. C'est un combat long et difficile, ingrat parfois, car ce sont des idées qui doivent faire taire les canons, mais c'est un combat chargé de toute l'espérance du monde. » (p. 5).

Ainsi, devant les coalitions d'intérêts financiers et politiques, un homme venu du tiers monde rappelle à l'opinion publique internationale son pouvoir d'organiser des coalitions efficaces de forces morales et spirituelles.

Nous voilà une fois de plus renvoyés à notre responsabilité personnelle et collective.

Nous voilà une fois encore affrontés au sens de notre propre histoire.

Nous voilà enfin obligés de répondre aux canons par des actes contraires à la violence.

II Réponse des Nations Unies

POUR la première fois dans l'histoire, une Assemblée générale des Nations Unies a exclusivement consacré une session extraordinaire à la question du désarmement. Préparé par les experts dont nous venons de lire le rapport, cet événement eut lieu à New York du 23 mai au 1^{er} juillet 1978. Les Français ont toutes les raisons de s'en souvenir puisque leur Président, démocratiquement accompagné d'une délégation de députés, s'y est fait remarquer par un discours nourri de quelques propositions nouvelles : création d'une agence internationale de satellites de contrôle, création d'un institut international du désarmement pour le développement.

Cette Assemblée générale extraordinaire a donc apporté la réponse officielle des Nations Unies au constat dramatique des experts.

« La décennie du désarmement, solennellement proclamée en 1969 par l'Organisation des Nations Unies, arrive à son terme. Malheureusement, les objectifs que l'Assemblée générale avait définis à cette occasion semblent aussi éloignés qu'alors, sinon davantage, car la course aux armements, loin de se ralentir, s'accélère et gagne toujours de vitesse les efforts faits pour y mettre un frein. Encore que certains accords limités aient été conclus, les mesures efficaces touchant la cessation prochaine de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire demeurent hors d'atteinte. Or la mise en œuvre de telles mesures s'impose de toute urgence. Il n'y a pas eu non plus de progrès réels dans la voie qui pourrait mener à la conclusion d'un traité prévoyant un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace. Qui plus est, il n'a pas été possible de libérer la moindre part, aussi modeste fût-elle, des énormes ressources matérielles et humaines qui sont gaspillées pour la course aux armements, improductive et vertigineuse, et qui devraient être mises au service du développement économique et social, d'autant que cette course impose un lourd fardeau tant aux pays en développement qu'aux pays développés. » (Article 4 du Document final).

DECLARATION DE PRINCIPES

Le document final de l'Assemblée générale énonce un certain nombre de principes fondamentaux sur lesquels les gouvernements nationaux se sont accordés. Aussi bien pour comprendre les raisons qui tiennent le désarmement en échec que pour tenter d'aller plus avant dans la recherche sur la paix, il importe de garder à l'esprit ces principes que l'on peut résumer autour de sept points essentiels :

1. L'incompatibilité de la course aux armements avec les principes de la Charte des Nations Unies.

« La course aux armements entrave la réalisation des buts de la Charte des Nations Unies et est incompatible avec les principes qui y sont énoncés, en particulier ceux qui concernent le respect de la souveraineté, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, le règlement pacifique des différends et, la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. » (Art. 12 et 34).

2. La sécurité, élément indissociable de la paix.

• Ni l'accumulation d'armes par des alliances militaires, ni l'équilibre précaire de la dissuasion ou des doctrines de supériorité stratégique ne sont capables d'édifier la paix dans la sécurité. (Art. 1 et 13).

• Une paix durable exige donc un système de sécurité efficace et une réduction progressive des armements et des forces armées. A chaque stade du processus de désarmement, l'objectif devrait être d'assurer le maintien d'une sécurité non diminuée tout en ramenant les armements et les troupes au niveau le plus bas possible. (Art. 13 et 29).

• Les accords internationaux doivent s'accompagner d'exemples mutuels pour conduire les Etats sur la voie du désarmement. (Art. 13).

● Pour être effectif, le désarmement général et complet doit bénéficier d'un contrôle international. (Art. 13).

● Des moyens pacifiques doivent être mis en œuvre pour s'attaquer aux causes de la course aux armements : réduire les menaces, éliminer les tensions, régler les différends par des moyens pacifiques. (Art. 13).

3. L'importance de la conscience internationale et de l'opinion publique mondiale.

« Pour qu'une conscience internationale puisse se développer et que l'opinion publique mondiale puisse exercer une influence positive, l'O.N.U. devrait intensifier la diffusion d'informations sur la course aux armements et le désarmement, avec l'entièvre coopération des Etats Membres. » (Art. 15).

4. L'incompatibilité de la course aux armements avec le nouvel ordre économique.

« La course aux armements a des conséquences économiques et sociales si nuisibles que sa poursuite est clairement incompatible avec l'instauration du nouvel ordre économique international fondé sur la justice, l'équité et la coopération. » (Art. 16).

5. Le respect du droit international.

« Tous les Etats Membres de l'O.N.U. réaffirment leur entier engagement aux buts de la Charte des Nations Unies et l'obligation qui est la leur d'observer les principes de la Charte ainsi que les autres principes pertinents généralement reconnus du droit international touchant le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ils soulignent l'importance particulière du non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un Etat, ou contre les peuples sous domination coloniale ou étrangère qui cherchent à exercer leur droit à l'autodétermination et à accéder à l'indépendance. » (Art. 26).

6. La responsabilité des Etats dotés d'armes nucléaires.

Tous les Etats ont le devoir de contribuer aux efforts déployés dans le domaine du désarmement. Tous les Etats ont le droit de participer aux négociations sur le désarmement. Mais c'est aux Etats dotés d'armes nucléaires que revient au premier chef la responsabilité de procéder au désarmement nucléaire et, avec les autres Etats militairement importants, d'arrêter et d'inverser la course aux armements. (Art. 28).

7. Le lien étroit entre désarmement et développement.

Les ressources libérées par suite de l'application de mesures de désarmement devraient être consacrées au développement économique et social de toutes les nations et servir à combler le fossé économique qui sépare les pays développés des pays en développement. (Art. 35).

PROGRAMME D'ACTION

Conformément à cette déclaration de principes, un programme d'action énonce des priorités et des mesures à adopter d'urgence en vue d'arrêter et d'inverser la course aux armements. Sept grandes lignes d'action devraient mobiliser l'effort « loyal » des Etats Membres.

1. Armes nucléaires :

● *Négociations d'accords et mesures de vérification* sont nécessaires dans trois domaines :

— mettre un terme au perfectionnement qualitatif et à la mise au point de systèmes d'armes nucléaires. Pour réaliser ce premier objectif, il s'agirait de conclure d'urgence les négociations en cours sur un traité interdisant les essais d'armes nucléaires et un protocole relatif aux explosions nucléaires à des fins pacifiques. Cependant quelques Etats dotés d'armes nucléaires ont émis des avis différents (France et Chine, non mentionnées dans le texte).

— mettre un terme à la production de tous les types d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, ainsi

qu'à la production de matières fissiles à des fins d'armement.

— établir un calendrier pour réduire de façon progressive et équilibrée les stocks d'armes nucléaires et leurs vecteurs. (Art. 50).

● Pour les *Etats non dotés d'armes nucléaires*, des mesures doivent être prises en vue de leur donner des assurances contre le recours, ou la menace du recours, à de telles armes. (art. 59).

● La création de *zones exemptes d'armes nucléaires* devrait être encouragée : (art. 63).

— Amérique latine : mesures pour assurer l'application du traité de Tlatelolco visant à l'interdiction des armes nucléaires.

— Afrique : mesures du Conseil de Sécurité pour veiller à ce que la décision de dénucléarisation des pays participant à l'Organisation de l'Unité Africaine ne soit pas compromise.

— Moyen-Orient : un danger de prolifération des armes nucléaires existe dans cette région du monde. En attendant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires, les Etats de cette région devraient déclarer qu'ils s'abstiendront, sur une base de réciprocité, de produire, d'acquérir ou de détenir des armes nucléaires, et devraient accepter de soumettre toutes leurs activités nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

● L'article 65 souligne qu'il est impératif d'empêcher la prolifération des armes nucléaires.

L'article 68 précise que ces *mesures de non-prolifération* ne devraient pas entraver les programmes d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, conformément aux priorités, intérêts et besoins des Etats.

2. Autres armes de destruction massive :

L'article 72 souligne le devoir de tous les Etats d'adhérer au Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants ou toxiques et de moyens bactériologiques (Protocole signé à Genève en 1925).

L'article 73 montre la nécessité pour tous les Etats d'adhérer à la Convention sur l'interdiction de

la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques), et sur leur destruction.

Les articles 75 et 76 insistent sur l'une des tâches les plus pressantes des négociations multilatérales : la conclusion d'une convention pour l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les *armes chimiques et armes radiologiques*.

3. Milieux marins, atmosphériques et extra-atmosphérique :

Une nouvelle interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou hostiles est nécessaire. (art. 78).

De nouvelles mesures pour empêcher la course aux armements dans le milieu marin doivent être examinées sans retard. (Art. 79).

De nouvelles mesures devraient être prises et des négociations internationales devraient être engagées en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la lune et les autres corps célestes, conformément au Traité déjà réalisé dans ces domaines. (art. 80).

4. Forces armées et armes classiques :

Une fois encore, est soulignée la responsabilité des Etats possédant les arsenaux nucléaires les plus importants pour réduire progressivement les forces armées et les armements classiques. (Art. 81).

L'instauration d'une situation plus stable en Europe à un niveau inférieur du potentiel militaire constituerait une étape importante vers le renforcement de la paix et de la sécurité internationales. (Art. 82).

L'adoption d'accords devrait être résolument poursuivie sur une base bilatérale régionale et multilatérale à un niveau des forces moins élevé. (art. 83).

Des consultations sur la limitation de tous types de transfert international d'armes classiques devraient être entreprises entre les principaux pays fournisseurs et acquéreurs d'armes. (Art. 85).

Dans ces derniers articles, on reformule un des principes mentionnés plus haut : la nécessité pour les Etats de préserver leur sécurité et le droit naturel de légitime défense ou d'autodétermination, d'une part, et, d'autre part, la nécessité d'assurer un équilibre à chaque stade du désarmement.

5. Etude des rapports entre le désarmement et le développement :

A la suite du rapport des experts sur « Les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires », il est demandé au Secrétaire Général d'entreprendre, avec le concours d'un groupe d'experts gouvernementaux, une étude en profondeur des rapports entre le désarmement et le développement » pour la 36^e session de l'Assemblée générale. (Art. 94). Cette étude devrait prendre en considération la manière dont le désarmement peut contribuer à l'instauration d'un nouvel ordre économique international, elle devrait être prospective et mettre l'accent sur l'opportunité de réaffecter au développement économique et social les ressources utilisées actuellement à des fins militaires.

6. Sensibilisation de l'opinion publique :

Dix articles sont consacrés au problème de la sensibilisation de l'opinion publique à la cause du désarmement. La diffusion d'informations et de documentation doit être améliorée : ces informations devront mettre « l'accent sur le danger que représente l'escalade de la course aux armements et sur la nécessité d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace ». (art. 105).

Les gouvernements et organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales sont « instamment priés de prendre des mesures pour mettre au point des programmes d'éducation dans les domaines du désarmement et de la paix à tous les niveaux. » (Art. 106).

7. Constitution d'une force de paix internationale.

« Pendant et après l'application du programme de désarmement général et complet, il conviendrait de prendre les mesures nécessaires au maintien de

la paix et de la sécurité internationales, y compris des mesures en vertu desquelles les Etats seraient tenus de mettre à la disposition de l'O.N.U. les effectifs nécessaires à la constitution d'une force de paix internationale qui serait équipée d'armes de types convenus. » (Art. 110).

Afin de fournir le personnel pour cette force de paix des Nations Unies, « les Etats ne pourront avoir à leur disposition que les effectifs, installations, armements et forces non nucléaires qui sont reconnus nécessaires pour maintenir l'ordre intérieur et protéger la sécurité personnelle des citoyens. » (Art. 111).

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LE MECANISME DE NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT

La dernière partie du Document final a pour but de prévoir des mécanismes internationaux afin de faciliter l'exécution du programme d'action et d'aider l'O.N.U. à remplir son rôle dans le domaine du désarmement. On rappelle ici que l'O.N.U. est investie d'un rôle central et d'une responsabilité primordiale dans ce domaine et devrait jouer un rôle plus actif. (Art. 114).

Pour un maximum d'efficacité, deux types d'organes sont nécessaires : des organes de délibération et des organes de négociation.

Les organes de délibération :

On précise de nouveau que l'Assemblée générale a été et devrait rester le principal organe délibérant de l'O.N.U. Une *Commission du désarmement* est créée : celle-ci est composée de tous les Etats Membres de l'O.N.U. La fonction de cette Commission sera de faire des recommandations dans le domaine du désarmement et de donner suite aux décisions de cette session extraordinaire. La Commission devrait examiner les éléments d'un programme global de désarmement qui seront soumis en tant que recommandations à l'Assemblée générale et à l'organe de négociation. On souhaite

que la Commission n'épargne aucun effort pour que les décisions sur les questions de fond soient, dans la mesure du possible, adoptées par consensus. (Art. 118).

Les organes de négociation :

Le Comité du désarmement sera ouvert à la participation des Etats dotés d'armes nucléaires et à celle de 32 ou 35 autres pays choisis par le Président de la 32^e Session de l'Assemblée générale. La composition du Comité du désarmement sera réexamинée à intervalles réguliers. La présidence du Comité sera assurée à tour de rôle par tous ses membres, sur une base mensuelle (et non plus par la seule alternance des USA et de l'URSS comme c'était le cas jusqu'en 1978) : c'est ainsi qu'à Genève, cette année, la 11^e session a été présidée en février par le Canada et en mars par la Chine. Le Comité est chargé de présenter un rapport à l'Assemblée générale chaque année et de communiquer d'une manière régulière ses documents à tous les Etats Membres de l'O.N.U. (Art. 120).

LE PROGRES TECHNOLOGIQUE, C'EST AUSSI... LES FLECHETTES !

Les fléchettes sont des pointes ou de petites flèches, généralement en acier. On peut les tirer avec un fusil normal ou avec une arme de chasse en utilisant des cartouches de 4 à 12 fléchettes. On a mis au point des têtes de fusées contenant 6.000 fléchettes. Celles-ci étant conçues pour se recourber au point d'impact, les lésions infligées sont particulièrement graves, les blessures affreuses et le plus souvent mortelles.

Le Courier de l'UNESCO. Avril 79.

N.D.L.R. - Durant la guerre de libération de l'Angola, une Conférence de l'ONU sur le droit de la guerre avait interdit l'emploi de flèches empoisonnées. Les Pygmées enrôlés dans cette guerre avaient en effet gardé la fâcheuse habitude de se servir de leurs armes traditionnelles.

CONCLUSION :

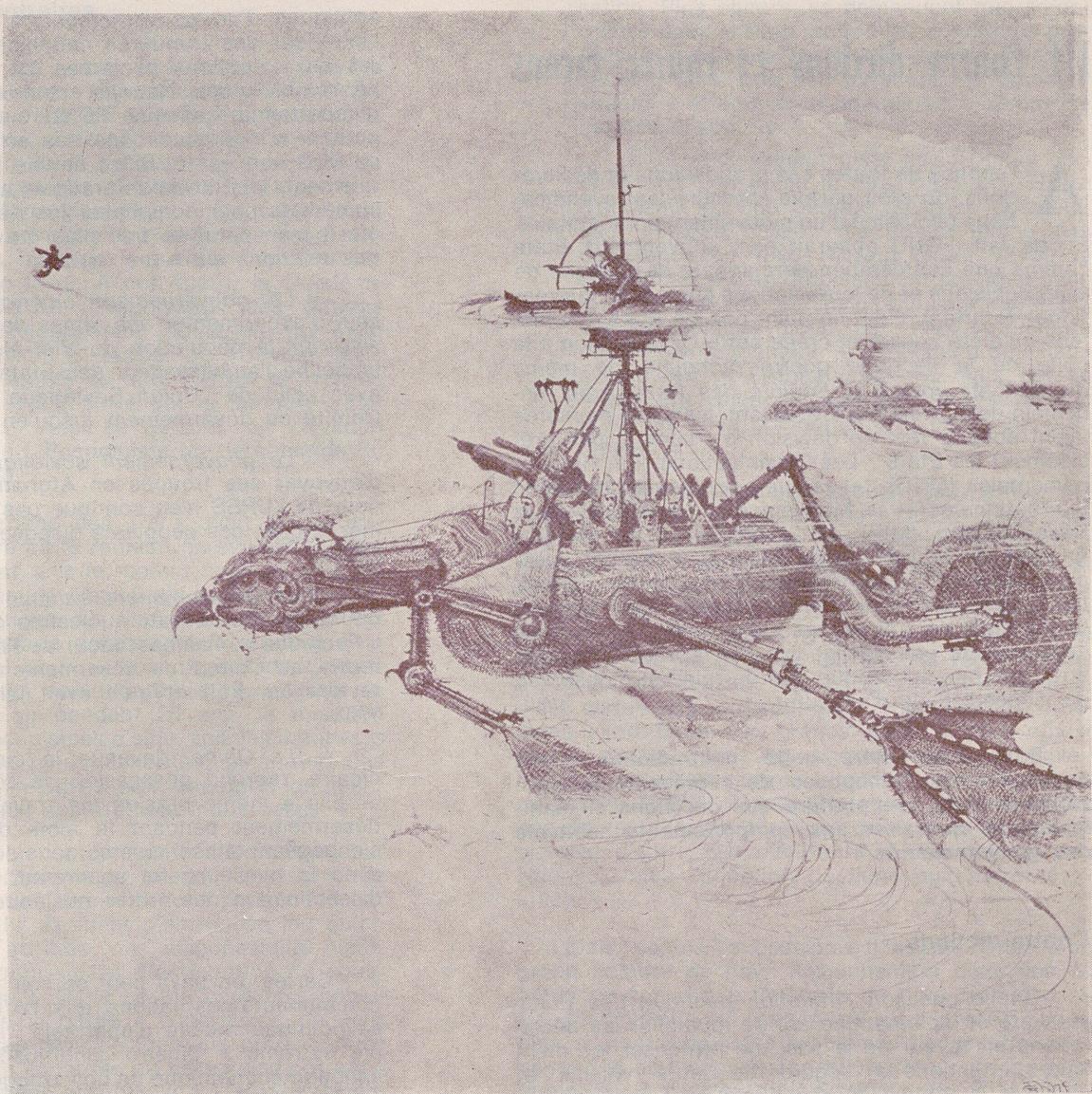
« Profondeur et ampleur des discussions, sans précédent dans l'histoire du désarmement. »

A la suite des propositions présentées pour examen lors de la session extraordinaire par différents pays, le document se termine sur l'appréciation élogieuse du nombre d'Etats ayant participé au débat général, de la présence de plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement, du niveau élevé de représentation, de la profondeur et de l'ampleur des discussions. L'Assemblée générale se félicite que les propositions et les délibérations aient permis de définir et de réaffirmer les principes, objectifs, priorités et procédures fondamentaux qui devraient rendre possible la réalisation des fins visées par l'O.N.U.

« En adoptant le présent Document final, les Etats Membres de l'O.N.U. réaffirment qu'ils sont solennellement déterminés à œuvrer au désarmement général et complet, et à poursuivre collectivement leur effort, en vue :

- de renforcer la paix et la sécurité internationales,
- d'éliminer la menace de la guerre, en particulier de la guerre nucléaire,
- de mettre en application des mesures pratiques visant à arrêter et inverser la course aux armements,
- de renforcer les procédures facilitant le règlement pacifique des différends,
- de réduire les dépenses militaires,
- et d'utiliser les ressources libérées de façon à favoriser le bien-être de tous les peuples et à améliorer la situation économique des pays en développement. » (Art. 126).

Les dernières lignes soulignent l'importance que ces discussions et ce Document final doivent avoir dans l'opinion publique mondiale : l'Assemblée générale est convaincue qu'ils « attireront l'attention de tous les peuples, contribueront à mobiliser encore l'opinion publique mondiale et serviront considérablement la cause du désarmement. » (Art. 129).



III Contra-dictions et contre-façons

A l'énoncé de toutes ces propositions et déclarations, on croit parfois entendre les revendications pacifistes d'un mouvement contestataire. Et, de fait, l'ONU apparaît bien souvent aux Etats comme une contestation permanente et publique de leurs décisions et de leurs actions sur le plan international. Pourtant, n'est-ce point par les Etats eux-mêmes qu'a été voulue et créée cette Organisation à la suite de la seconde guerre mondiale, de même qu'avait été voulue la Société des Nations au lendemain de la première ? Pourtant, les seuls membres ayant pouvoir réel de décision n'y sont-ils pas précisément les Etats ? Les Organisations Non Gouvernementales (ONG), telles que certaines associations internationales — le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) par exemple — ou certains groupes de recherche, ne peuvent y exercer occasionnellement qu'une fonction consultative. L'innombrable population de fonctionnaires, dans laquelle la présence de « pacifistes » bien intentionnés n'est certainement pas négligeable, ne représente qu'une structure bureaucratique dont le rôle est d'observer, de conseiller et d'exécuter.

D'où vient alors cette contradiction d'une Assemblée qui, composée de représentants gouvernementaux, ose prendre des décisions si manifestement contraires aux comportements habituels des gouvernements ?

Contra-dictions.

Quelle que soit l'intention politique des Etats, leur intérêt diplomatique est de multiplier les déclarations en faveur de la paix, de professer les meilleures intentions à l'égard de leurs voisins et d'utiliser la tribune internationale pour paraître respectables aux yeux du monde. Que les actes

politiques d'un gouvernement, à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales, soient contraires aux intentions déclarées par son délégué à l'Assemblée des Nations, cela a finalement peu d'importance, puisque l'ONU ne possède aucun pouvoir d'ingérence dans ses affaires ni de coercition à son égard. Si ce double jeu apporte généralement, à l'Etat qui le pratique, assez de bénéfices immédiats pour compenser les risques d'un discrédit, il n'en paralyse que plus gravement l'évolution des relations entre les nations.

— *Le gouvernement américain* avait décidé seul d'expérimenter ses armes de destruction massive sur la population du Viet Nam ; cela n'a pas empêché l'ambassadeur des Etats-Unis de partager avec celui de l'Union Soviétique la présidence du Comité du désarmement jusqu'en 1978.

— *Le gouvernement soviétique* a décidé seul d'envoyer ses troupes en Afghanistan : l'ambassadeur de l'URSS n'en continue pas moins de proclamer le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes.

— *Le gouvernement français* a décidé seul de poursuivre ses essais nucléaires dans les atolls du « Pacifique » ; l'ambassadeur de France a cependant repris, au Comité du désarmement, la place qui lui revient de droit et qu'il avait laissée vide depuis 1962.

— *La Chine*, devenue le cinquième Etat nucléaire, reprend possession de son siège à l'ONU — elle a même présidé les travaux du Comité du désarmement pendant le mois de mars 1980 —, s'engageant ainsi, comme tous les autres Etat et avec la meilleure foi apparente, à « empêcher la dissémination des armes nucléaires »...

Certes, un pays peut se voir condamné par la communauté des nations, telle l'Afrique du Sud pour sa politique raciste d'apartheid ; mais cet « exemple extrême » illustre l'inefficacité même d'une sanction économique de boycottage quand, pour des raisons d'intérêts financiers, les Etats qui l'ont eux-mêmes décidée ne la respectent pas.

Le choc des contraires

À en crever les yeux, l'hypocrisie mène la diplomatie mondiale et s'affirme comme le principe majeur de gestion dans les affaires internationales. La responsabilité de cette situation tient principalement, est-il besoin de le préciser, à la volonté de domination des « grands » Etats sur les « petits ». Quand elle ne se farde pas d'hypocrisie, cette domination éclate en affrontement entre les représentants des « trois mondes » qui se disputent les biens de la même terre. A cet égard, la troisième conférence de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel), qui s'est tenue à New Delhi du 21 janvier au 9 février 1980, a eu au moins le mérite de faire tomber le masque d'un quelconque espoir porté par le fameux « dialogue Nord-Sud ». Voici ce qu'écrivit sur ce sujet Maryse Farhi dans *L'Economiste du tiers-monde* du mois de mars 1980 :

« Le groupe des « 77 » avait soigneusement préparé cette réunion en synthétisant en un document unique, connu sous le nom de « Déclaration de New Delhi », l'ensemble de ses propositions. Le plan d'action qui y est exposé comporte notamment la création d'un fonds global pour le financement de l'industrialisation qui serait doté de 15 milliards de dollars par an pendant 20 ans, la mise en place de mécanismes d'aide, spécialement vers les pays les plus déshérités, ainsi que des dispositions relatives aux transferts de technologie et aux exportations industrielles. »

« Le document présenté à New Delhi par les pays occidentaux prend carrément le contre-pied des revendications présentées par les « 77 ». Ils excluent d'entrée de jeu qu'on puisse leur attribuer une responsabilité historique quelconque dans l'instauration du sous-développement. Dans ce qui peut être considéré comme la partie « concrète » de leur document, les pays occidentaux proposent de réduire l'aide accordée au tiers monde et attribuent une place essentielle à l'investissement privé étranger dans le processus d'industriali-

sation. Plus encore, ils demandent que soient créées dans le tiers monde les conditions propres à assurer la rentabilité de ces investissements, ainsi que des garanties de compensations « effectives et adéquates » en cas de nationalisation... »

« Ce raidissement n'est pas, comme certains ont bien voulu le dire, dû à un réflexe d'égoïsme en une période de crise économique, puisque celle-ci n'a quand même pas commencé en 1980 ! Il faut plutôt y voir la conséquence d'un durcissement politique dans les relations internationales qui se caractérise, depuis quelques mois, par une surenchère contre-révolutionnaire — notamment en liaison avec l'Iran et l'Afghanistan —, mais qui se reflète également dans toutes les discussions entre les pays occidentaux et ceux du tiers monde. »

Les pays occidentaux cachent leur arrogance derrière le nom de leur groupe, l'OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique. Les pays du tiers monde relèvent le défi et révèlent la vraie nature de cette « coopération » dirigée ; leur groupe, dit des « 77 » en raison du nombre de ses fondateurs, compte maintenant 120 membres sur les quelque 150 nations représentées à l'ONU. Cet écrasant rapport de forces numérique n'est certes pas suffisant pour équilibrer les priviléges exorbitants des grands Etats, « plus égaux que les autres » dans les négociations. Un exemple : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, USA, URSS, Grande-Bretagne, France, Chine, bénéficient d'un droit absolu de veto qui permet à un seul d'entre eux d'interdire à l'ensemble des Nations Unies l'adoption de l'une ou l'autre résolution.

Mais, depuis l'accession à l'indépendance d'un grand nombre de pays anciennement colonisés, la présence active des délégués du tiers monde dans les assemblées fait apparaître une préoccupation plus soutenue pour les problèmes du sous-développement et de l'inégale répartition des richesses dans le monde. On est en droit de voir dans cette évolution le seul vrai signe d'espérance pour l'avenir.

Paradoxalement, on peut y voir aussi une raison supplémentaire à la contradiction qui oppose les décisions officielles de développement et de désarmement aux réalités persistantes du sousdéveloppement et du surarmement. En effet, **dans la mesure où les nations majoritaires du tiers monde réussissent à introduire des exigences nouvelles dans les résolutions communes, sans parvenir toutefois à changer le comportement des Etats dominants, l'écart se creuse entre ces résolutions et leur non-application.**

Contre-façons.

Cet écart apparaît comme le signe évident d'un échec dans la construction d'une organisation mondiale, économiquement et politiquement différente et diversifiée. Rappelons ici, pour la clarté de notre réflexion, les étapes du développement contradictoire dont le monde contemporain offre la dramatique représentation. Ces étapes correspondent approximativement à des moments historiques, mais n'expriment pas nécessairement ni uniquement une succession dans le temps. Chacune d'entre elles se prolonge généralement au-delà de la suivante et comme par-dessus l'autre. C'est donc plutôt une superposition d'étages qui s'échafaude dans un même temps et dessine devant nous la structure complexe des relations internationales, tant politiques et militaires que sociales et économiques.

Cet écart entre résolutions et réalisations, entre développement et sousdéveloppement, entre désarmement et surarmement, est d'abord le résultat d'une volonté des plus forts de préserver les conditions de leur domination. **Ils parlent de paix, mais la paix n'est pour eux que le maintien de l'ordre qu'ils ont établi.**

Les Etats les plus faibles sont dès lors tentés et forcés de s'armer pour défendre leur existence fragile à l'intérieur de cet ordre. Ce faisant, ils paient cher l'illusion de leur libération et aggravent au contraire leur situation de dépendance à l'égard des fournisseurs d'armes qui dominent le monde. **La paix des riches s'installe sur la guerre des pauvres, l'ordre est bien établi.**

Mais, devant le surenchérissement des matières premières et le danger d'une explosion planétaire que font peser les stocks d'armes accumulés en tous lieux, une prise de conscience craintive commence à pénétrer les milieux les plus hermétiques de la diplomatie internationale : il faut négocier. Et, tandis que les grands s'observent et comptent leurs fusées, les petits, qui sont aussi les plus nombreux, se mettent à parler. **Ils parlent de paix, mais la paix, désormais, c'est le renversement de l'ordre établi contre eux.**

La majorité des pays du tiers-monde impose maintenant à l'ensemble des Nations Unies des principes d'action plus engageants, donc plus éloignés de la pratique actuelle. En creusant ainsi l'écart entre les déclarations de désarmement et les opérations de surarmement, entre les projets de développement et l'institution du sous-développement, l'Organisation des Nations Unies avoue son échec. Le constat est rude, de l'avis même d'un Directeur adjoint du Programme des Nations Unies pour le Développement tel que Paul-Marc Henry :

« Tous les pays en voie de développement ou presque ont mis des militaires au pouvoir, directement ou indirectement, sous une modalité ou sous une autre. La militarisation interne ou externe est une caractéristique évidente des nouveaux régimes. Cette situation ne peut s'expliquer en termes simplistes par un trafic d'armes plus ou moins artificiellement suscité. **La militarisation répond à des tendances profondes. Elle est à la mesure même de l'échec des tentatives économiques et juridiques pour assurer une évolution pacifique vers un nouvel ordre mondial, dans les cadres institutionnels déjà établis pour les relations de cet ordre, y compris les Nations Unies.** » (6)

La contradiction « onusienne », loin de se résoudre après 35 années d'existence, se confirme au point d'engendrer une contrefaçon des objectifs que l'Organisation internationale s'était elle-même

(6) Paul-Marc Henry, « La force des faibles ». Editions Entente, collection « Vivre demain », 1975 (p. 100).

donnés. L'intention généreuse d'engager un processus commun d'aide au développement par la réduction progressive des dépenses militaires, non seulement n'a pas réussi à enrayer le phénomène du sousdéveloppement ni à inverser celui de la course aux armements, mais elle a en outre permis la généralisation du climat d'insécurité en se révélant incapable de réduire la paranoïa minoritaire des forts tout en favorisant la montée d'une conscience majoritaire des faibles. Il n'est plus criminelle contrefaçon du développement que ces 50 millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui, chaque année, meurent de faim, tandis que la technologie moderne permet de conserver des stocks énormes de réserves alimentaires. Il n'est plus monstrueuse falsification du désarmement que cette militarisation croissante des économies nationales, des politiques sociales et de toutes les énergies naturelles et humaines.

La communauté des nations a contrefait l'image qu'elle s'était donnée pour modèle au sortir de deux guerres mondiales. Elle s'effraie maintenant de sa propre caricature: un soldat-commando armé jusqu'aux dents tenant dans ses bras un enfant au ventre ballonné par la faim. Relever cette opposition, que plus personne aujourd'hui n'ignore, serait céder au simplisme à la mode si l'on devait en rester là et se lamenter sur le triste destin de l'humanité. Mais, reconnaître dans cette évidence cruellement banale le trait principal d'un système international construit et entretenu de mains d'hommes, c'est se donner le moyen de comprendre, sinon de résoudre, l'enchaînement des contradictions qui interdit aux Nations de s'Unir pour Organiser la justice et la paix. L'ONU est devenue la vitrine du supermarché mondial derrière laquelle, tels des automates, les grands observent les grands, les moyens choisissent leur grand, les petits se battent avec les petits, les grands « aident » les petits, les moyens imitent les grands, les petits se rebellent contre les grands, les moyens tendent la main aux petits, les grands surveillent les moyens, les moyens s'unissent pour être grands, les petits... font beaucoup de petits... C'est la grande parade des jeux stratégiques, la mise en scène des rapports de forces, la représentation diplomatique des conflits.

Le « dialogue » des contraires.

La représentation rituelle ou ludique a souvent remplacé l'affrontement réel dans les sociétés dites « archaïques » — ce qui ne signifie pas arriérées ou disparues —. « Avant d'en venir aux conflits ouverts, écrit Jean-William Lapierre, les tensions latentes ont la possibilité de se manifester rituellement devant le jury de l'opinion publique : la grande récréation collective est le tournoi de chants et de danses satiriques au cours duquel on déifie et on raille ceux à qui on en veut. Les applaudissements du public décident qui est vainqueur et qui est vaincu à ce jeu. Le plaisir de s'exprimer et de rivaliser de talent soulage les partenaires-adversaires de leur animosité mutuelle et les aide à se réconcilier... » Telles sont « les règles et pratiques coutumières » qui, chez les Esquimaux, « contiennent la violence dans certaines limites » (7).

Ces pratiques n'éliminent pas la cause ni la réalité du conflit, elles les révèlent au contraire et les expriment publiquement par la cérémonie ou la simulation. Il y a là un réflexe de santé collective qui applique intuitivement ce que les philosophes et sociologues décrivent explicitement : le conflit et l'affrontement font ontologiquement partie de la réalité sociale ; le fait constitutif de toute société est la capacité de gérer les conflits. En effet, la nécessité de vivre ensemble — et tel est bien le cas pour les 5 milliards d'êtres humains sur la même planète — n'entraîne pas de soi la faculté d'aimer les autres ; elle soulève au contraire des rivalités et des antagonismes qu'il faut pouvoir résoudre ailleurs que dans les rues ou sur les champs de bataille.

Les *Palais des Nations*, à New York, à Genève, et depuis peu à Vienne, ne sont-ils pas aujourd'hui, sinon les nouveaux chapiteaux des « grandes récréations collectives », du moins les modernes sanctuaires des cérémonies diplomatiques où la parole et l'écoute médiatisent les rapports conflictuels ?

(7) Jean-William Lapierre, « Vivre sans Etat ? Essai sur le pouvoir politique et l'innovation sociale ». Le Seuil, coll. *Esprit*, 1977, p. 81.

Ces palais communautaires que les Nations Unies ont substitués à ceux des rois ne peuvent-ils être considérés avec quelque raison comme les signes encourageants d'une volonté de dialogue entre les Etats ? Les derniers territoires où peuvent encore dialoguer les contraires ? Tout est fait dans ces lieux pour qu'il y soit effectivement possible de transformer un affrontement en rencontre et une rencontre en accord : des cafétérias à moquettes aux jardins à l'anglaise, en passant par les cabines de traduction simultanée dans chaque salle de réunion, tous les moyens de communication y sont savamment élaborés... du moins pour le travail sérieux et souvent confidentiel qui doit s'accomplir entre professionnels de la négociation. La ritualisation représentative des grands conflits qui menacent a été modernisée, bureaucratisée, *admini-stratifiée*. « Le jury de l'opinion publique » est exclu du débat, ce n'est pas lui qui, « par ses applaudissements », décidera du résultat. S'il en est informé ce sera bien plus tard, quand les gouvernements lui demanderont sa voix pour approuver, ou réprover selon les cas, le contenu des décisions finales.

Les meilleures raisons peuvent être invoquées, et ne manquent d'ailleurs pas de l'être, pour justifier le fait que l'opinion publique soit tenue à l'écart des « conversations multilatérales » : haute technicité des problèmes à résoudre, compétence nécessaire d'experts qualifiés, « délicatesse » très spéciale du langage diplomatique, etc... Mais on peut aussi s'interroger sur l'honnêteté des gouvernements qui sollicitent *a posteriori* l'appui de l'opinion publique. On peut douter de la portée populaire des conférences internationales qui se déroulent et se succèdent hors de portée des peuples. **La parole, employée ici comme outil de médiation entre les nations, est confisquée par les Etats qui, seuls, décident au lieu des peuples.** Pouvait-on d'ailleurs s'attendre à ce que la pratique du pouvoir, autoritaire à l'intérieur des frontières nationales, soit différente à l'extérieur ? Plutôt que l'Organisation même des Nations Unies, n'est-ce pas l'attitude monopolistique des Etats au sein de cette organisation qu'il convient de mettre en cause ? Nous sommes ainsi renvoyés à la contradiction fondamentale relevée au long de cette analyse, et, par elle, à la question de l'Etat.

Si en effet les Etats sont à la fois les maîtres et les parasites de l'ONU, alors... Que les peuples prennent immédiatement d'assaut cette Bastille internationale et inaugurent la révolution mondiale ! Mais peut-on vivre sans Etat ? L'Etat capitaliste n'est-il pas déjà supplanté par le pouvoir économique des entreprises transnationales ? L'Etat socialiste est-il encore capable de « dépérir pour se laisser absorber par la société sans classe » ? Les jeunes Etats qui naissent des luttes de libération nationale cèdent-ils au mimétisme du pouvoir afin de rivaliser avec leurs aînés, ou bien apportent-ils une nouvelle génération d'idées capables de changer les relations entre les peuples (8) ? Autant de questions immenses et essentielles que nous ne prétendons pas aborder ici. Leur seule mention indique toutefois que c'est bien le problème de l'Etat qui soulève en définitive le disfonctionnement de la société internationale.

Résumons, pour conclure, les points essentiels de contradiction relevés au cours de nos observations sur l'Organisation des Nations Unies.

● Conçue comme un lieu de concertation entre les nations, l'ONU est de fait un lieu de contradiction entre les Etats. Ceux-ci ne font que transposer à l'intérieur de l'Organisation les rapports de domi-

(8) Sur ces questions, nous renvoyons au livre récent de Jean Ziegler, « Retournez les fusils ! », Le Seuil, éd. 1980. Concernant la dernière question posée, voici ce qu'écrivit Jean Ziegler : « ... il faut se demander pourquoi toute formation sociale qui aspire à l'indépendance passe nécessairement — pour y parvenir — par les voies de la lutte de libération nationale et par la construction de l'Etat. D'où vient cette nécessité ? » (p. 189) « La lutte des Saharaouis n'est pas guidée par l'autogestion des cellules de production, le socialisme libertaire, malgré les rêves que projettent sur elle les utopistes occidentaux de la vie non étatique. Elle est rigoureusement commandée par les intérêts d'une nation en formation, de la construction d'un Etat seul capable de garantir la maîtrise, la vie des Saharaouis sur leur territoire. » « L'état de la périphérie, l'Etat qui naît du combat anticolonial, anti-impérialiste, se distingue de l'Etat bourgeois du centre... » « C'est par l'Etat que naît la nation en Afrique noire. » (p. 194) « Cet Etat est le rempart de la nation contre l'agression — idéologique, économique, militaire — des puissances étrangères. Aucun mouvement de libération du tiers monde ne peut aujourd'hui faire l'économie de la construction d'un Etat fort. C'est l'étape de la lutte de classes planétaire, la phase de l'histoire dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Rien ne cert de rêver. » (p. 197).

nation et d'exploitation, de rivalité et de concurrence, qui les opposent dans la réalité internationale.

● Le système mondial de relations politiques et d'échanges économiques repose sur le principe de l'inégalité. Les objectifs de désarmement et de développement, élaborés par l'ONU, mettent potentiellement en cause ce principe, mais les solutions techniques proposées ne portent que sur les effets des inégalités sans même réussir à les arrêter ni à les inverser.

● Les Etats dominants cherchent avant tout à préserver les avantages qu'il ont conquis dans leurs zones d'influence respectives. Par le canal de l'ONU, ils servent leurs propres intérêts : contrôler les tensions internationales par la gestion d'une paix surveillée, normaliser le partage inégal des ressources par le développement de l'investissement technologique et financier.

● Les Etats « non alignés », contraints à la dépendance économique, tentent de construire une solidarité politique. Leur poids numérique au sein de l'ONU commence à mettre en question la domination des « grands » sans réussir encore à l'ébranler véritablement. Les jeunes nations sauront-elles inventer de nouveaux modes de relation politique et de bien-être économique, ou bien ne feront-elles que retourner le rapport des forces en leur faveur ?

● Devant les échecs reconnus du désarmement et du développement, l'ONU en appelle officiellement à l'opinion publique. Celle-ci se trouve ainsi solennellement investie d'un pouvoir qu'en réalité elle ignore et que les Etats lui ont de toutes façons confisqué. Peut-on croire que le poids de la conscience universelle l'emportera un jour sur celui des intérêts économiques et idéologiques ? A moins que cet appel ne constitue une invite à la révolte populaire contre les politiques d'Etat ! Là ne serait pas le moindre des paradoxes « onusiens ».

Des armes contre l'Afrique

par Pierre FABRE

La part de l'Afrique (Egypte exclue) dans les dépenses militaires mondiales est comprise entre 1,5 % et 2,5 %, selon les sources spécialisées auxquelles on se réfère.

Cette modération est assez bien reflétée par d'autres chiffres indiquant les parts du produit intérieur brut consacrées à l'effort militaire : celles-ci se situent entre moins de 0,5 % et 3,5 % pour l'ensemble des pays de l'Afrique sud-saharienne, avec des exceptions notables telles que le Congo (aux environs de 5 %), l'Ethiopie (entre 4 % et plus de 5 %), la Tanzanie (3,5 à 4 %), le Tchad (entre 4 et 5,5 % et près du tiers des dépenses budgétaires), le Nigéria, l'Afrique du Sud ou le Zaïre. Par habitant, la dépense militaire annuelle est d'environ 80 Francs.

Ces statistiques traduisent ce que les experts appellent le « sous-armement » de l'Afrique noire.

Mais, plus que ces données globales, c'est l'absence de matériel de guerre sophistiqué tel que les missiles, les avions perfectionnés ou les systèmes électroniques divers qui caractérise ce « sous-armement » relatif.

Cependant, on assiste depuis quelques années à une augmentation accélérée des dépenses militaires du continent africain. Le taux de croissance annuel moyen de ces dépenses, qui était de 8 % entre 1968 et 1973, est passé à + 15 % pour la période 1973-1978, faisant ainsi de l'Afrique la plus dynamique des régions du Tiers-Monde en matière de course aux armements. D'après l'Arms Control and Disarmament Agency, les dépenses militaires du continent représentaient 6,1 milliards de dollars en 1977, soit 3,4 % du total des P.N.B. — ce qui reste très modeste par rapport à la moyenne mondiale de cette année-là : 5,7 % du P.N.B. — alors que ce chiffre était inférieur à 3 % avant 1975.

Naturellement, c'est en regardant les statistiques des importations d'armes que l'on se rend compte de l'effort d'armement entrepris, car les pays africains ne peuvent produire eux-mêmes les matériels militaires complexes dont ils équipent leurs armées. En 1978, l'Afrique représentait 20 % des importations d'armes majeures (1) du Tiers-Monde. Sur ces 20 %, l'Afrique sud-saharienne comptait pour 12 % alors que depuis 1970 les importations de ces pays (Afrique du Sud comprise) oscillaient entre 3 et 7 % (sauf en 1974 : 13 %).

Les conséquences de cette politique d'armement apparaissent immédiatement : en 1977, les importations d'armes du continent (2 915 millions de dollars) se montaient à 6,5 % des importations totales du continent. Elles n'étaient que de 2,2 % cinq années auparavant et de 1,3 % dix ans plus tôt. Cette tendance actuelle est bien sûr défavorable aux dépenses d'investissement économique nécessaires au développement, ainsi qu'aux « dépenses sociales » (santé et éducation) dont l'importance relativement aux dépenses militaires ne cesse de décroître (142 % en 1977). Sur le terrain, cela signifie que les Africains disposent de 1 professeur pour 278 personnes, 1 docteur pour 10 000 personnes, mais 1 soldat pour 292 personnes. Sans parler de l'équipement dont dispose chacune de ces trois catégories de professionnels...

Deux phénomènes expliquent cette accélération. Le premier est lié à la « déstabilisation » de l'Afrique, en particulier aux conflits en Afrique australe et dans la corne de l'Afrique, et à la situation politique qui règne dans de nombreux Etat tels que le Tchad. Le deuxième phénomène résulte des besoins des armées nationales : Vingt années après les indépendances, les premières dotations en matériels sont militairement dépassées et bien insuffisantes car leur renouvellement n'a généralement pas été assuré.

Une question se pose alors immédiatement : quel est le rôle joué par la France dans ces livraisons de matériel de guerre ? L'Afrique n'est-elle pas la sphère d'influence privilégiée du pays devenu le troisième exportateur d'armements après les Etats-Unis et l'Union soviétique ?

Pour l'observateur, trois remarques s'imposent dès lors qu'il se penche sur les ventes d'armes françaises dans cette région du globe.

Tout d'abord, la France réussit mieux en Afrique que dans l'ensemble du monde puisqu'elle en est le deuxième fournisseur d'armes derrière l'URSS.

(1) Les « armes majeures » sont les aéronefs, les missiles, les véhicules blindés et les navires.

LA COOPERATION MILITAIRE

En second lieu, la distinction entre le commerce proprement dit et la coopération militaire n'est pas toujours clairement établie. Ainsi le Tchad, après avoir reçu quatre hélicoptères « Puma » (particulièrement adaptés au transport de petites unités de combattants en « zone avancée »), a bénéficié, en 1977, de 60 millions de francs de fourniture d'armements. La distinction entre « assistance » et « achats » devient malaisée : le Tchad, le premier bénéficiaire de la coopération militaire française, accordait en contrepartie des avantages spéciaux à Paris, tels que le droit de survol de son territoire. De la même façon, en mai 1976, un crédit de 10 millions de francs a été accordé par le gouvernement français à la marine nationale ivoirienne ; quelques mois plus tard, on apprenait que la Côte-d'Ivoire commandait un patrouilleur « P. 48 » équipé de missiles « SS 12 » et un navire de transport et débarquement « Batral ».

Globalement, l'aide militaire française a plus que doublé depuis 1977. Des plans pluri-annuels bilatéraux servent de cadre dans lequel s'effectue l'aide en matériel. Le budget 1980 la chiffre à 277 millions de Francs, soit la moitié du budget total de la coopération militaire. La fourniture des armements bénéficie d'une grande faveur dans les milieux gouvernementaux : elle a été multipliée par 3,5 en quatre ans. L'année dernière, le Niger et le Cameroun ont reçu des blindés, le Sénégal a reçu en plus d'autres blindés, un patrouilleur de haute mer.

On peut dire que l'aboutissement logique de l'assistance militaire est l'achat de matériel français. Les experts et conseillers de toute sorte qui sont établis dans une quinzaine de pays africains sont aussi de bons démarcheurs pour les produits de leur pays ! De plus, la formation nécessaire est assurée par les quinze cents stagiaires africains qui viennent annuellement en France pour apprendre le maniement des armes perfectionnées ou en entendre vanter les mérites. Il s'agit, en l'occurrence, d'un soutien gratuit aux marchands de canons.

UNE POLITIQUE HYPOCRITE

La troisième remarque a trait à l'absence totale de scrupules politiques de la part des vendeurs d'armes français. Historiquement, ce commerce forcené a d'ailleurs été très bénéfique pour l'industrie d'armement métropolitaine : l'Afrique du Sud a ainsi été le troisième client de l'aérospatiale et Paris a fourni au régime de l'apartheid plus de la moitié des armes majeures que ce dernier a importées durant la décennie 1960. Pendant ces années,

ce pays a mis sur pied sa propre production militaire avec le soutien actif des industriels français, très satisfaits des royalties à venir.

Or, dans quelles circonstances s'est développé ce commerce honteux ? A la suite de la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies d'établir un embargo des armes à destination de l'Afrique du Sud en 1963 et de la volonté du gouvernement travailliste anglais de respecter cette mesure. De la même façon, la France a profité du champ libre ouvert par une décision analogue concernant le matériel antiguerilla livré au Portugal (alors engagé dans des guerres coloniales en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau) pour signer avec ce pays d'importants contrats portant sur des hélicoptères « Alouette » et « Puma », des mitrailleuses, etc.

Mais l'impudent du gouvernement français a su aller beaucoup plus loin : en août 1975, Valéry Giscard d'Estaing annonce, sur le sol du Zaïre, que la France ne livrera plus d'armes « continentales » au régime de Pretoria. L'hypocrisie atteint alors son apogée (2). En effet, les armes mises sous embargo sont déjà produites sous licence par l'Afrique du Sud, et les domaines dans lesquels la France attend des contrats importants ne sont pas frappés par cette interdiction (matériel naval : avisos, sous-marins « Agosta », missiles « Exocet »...). La même année, la France — qui prétend ne pas vendre d'armes anti-guérilla — livre des missiles « AS 11/12 » destinés à équiper les avions spécialisés dans ce type de lutte.

Aujourd'hui, la même politique hypocrite se poursuit malgré les plus récents embargos (3) y compris la décision finalement prise par Giscard de ne pas livrer les deux sous-marins Agosta construits pour ce pays (ils ont été remis à la marine Pakistanaise).

Les manœuvres politiques de Giscard reflètent le souci de se donner une meilleure image de marque auprès des pays africains car, depuis cinq ans, les commandes augmentent. Les Etats africains veulent rattraper leur retard en armements et s'intéressent à des matériels

(2) Voir Pierre Fabre, « Les ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud », *Alerte* n° 53-54.

(3) Et les armes françaises continuent de tuer : le 4 mai 1978, des Mirage F1 sud-africains participèrent au massacre de six cents personnes à Kassinga, en Angola. Régulièrement ces mêmes Mirage détruisent et tuent au cours d'autres incursions au Mozambique ou en Angola. Au sujet des détournements de l'embargo des Nations Unies par les sociétés multinationales et par les Etats, voir l'article paru dans « *Alerte* » n° 66.

sophistiqués : le Gabon a récemment acheté cinq « Mirage V » et un patrouilleur ; le Nigeria, deux hélicoptères « Puma » et trois canonniers rapides ; la Côte-d'Ivoire, douze avions « Alpha-Jet » avant même la sortie des premiers exemplaires ; le Soudan, quatorze « Mirage V » ; le Togo, cinq « Alpha-Jet » ; le Zaïre, quatorze « Mirage F » et douze patrouilleurs, etc.

L'Afrique noire restera, selon toute vraisemblance, un importateur d'armes modeste, comparativement à d'autres régions du globe telles que le Moyen-Orient, l'Amérique latine ou même l'Afrique du Nord. Cependant, la France prévoit de garder une part privilégiée dans ce marché, bien supérieure à son rôle mondial.

DES FOURNITURES IMPORTANTES

C'est ce dont témoigne l'analyse des forces armées sur le continent noir. Onze pays ont adopté exclusivement des appareils français (ou parfois franco-britanniques) produits par la S.N.I.A.S. pour leurs forces héliportées, dont on connaît l'importance dans le cadre africain (parmi eux la Rhodésie (4) — qui dispose de trente « Alouette » rachetés à l'Afrique du Sud — et le Tchad). Quatre autres disposent principalement d'appareils achetés en France (Maroc, Ghana, République malgache, Zaïre et... Afrique du Sud — qui s'est enrichie de vingt hélicoptères « Alouette » et de deux « Gazelle » en 1976 et 1977 — malgré l'embargo — disposant ainsi de quatre-vingt-dix-sept hélicoptères de fabrication française sur un total de cent huit).

Prenons comme autre exemple du succès des ventes françaises un appareil particulièrement bien adapté aux faibles moyens des armées africaines et aux missions qu'elles ont à remplir : le bimoteur de transport léger « Cessna F 337 Milirole », produit sous licence américaine par Reims-Aviation. Dix pays l'ont adopté, parmi lesquels la Côte-d'Ivoire, le Niger, la Mauritanie, le Tchad et le Togo. En tout, une quarantaine de « F 337 » équipent des armées africaines, c'est-à-dire la majeure partie de la production de cet appareil léger utilisable contre la guérilla. C'est cette dernière caractéristique qui fait que la Rhodésie en possède une vingtaine à elle seule acquis au moment de la guerre civile par l'intermédiaire d'une société de pêche espagnole.

(4) Le gouvernement a utilisé ces hélicoptères (et les F 337 Milirole - voir plus loin) contre les patriotes noirs, massacrant pendant des années ceux dont le scrutin populaire a récemment démontré la popularité en élisant le parti de Mugabe.

ARMEMENT ET INDEPENDANCE POLITIQUE

L'Afrique est la région du monde dans laquelle les ventes d'armes françaises revêtent la plus grande signification politique.

D'une part, Paris a donné toutes les preuves de sa volonté de maintenir le statu quo en envoyant des armes à la Mauritanie et au Maroc et en faisant intervenir directement ses troupes contre le peuple sahraoui, au Tchad depuis 1970 et, plus récemment, au Zaïre (5). Ces dispositions sont importantes car elles servent en quelque sorte de garantie concrète à tout acheteur potentiel : le gouvernement français ne bloquera pas les pièces de rechange, les équipements, les munitions, etc., en bref, tout l'appui logistique indispensable à l'utilisation des armements et que les Etats africains n'ont pas les moyens d'assurer seuls. Il suffit de se souvenir des ponts aériens établis entre Israël et les Etats-Unis d'un côté, l'Egypte et l'Union Soviétique de l'autre, pour comprendre l'importance de cet appui en cas de conflit. L'opération de transport des « Transall » français vers le Zaïre, un an avant l'intervention directe des parachutistes, en est une autre illustration.

D'autre part, la fourniture, gracieuse ou mercantile, de matériel de guerre est à la fois une conséquence des liens très étroits avec l'ancienne métropole et un facteur de leur renforcement. Les liens commerciaux et militaires en sont resserrés non pas dans le sens d'un échange réel mais dans celui d'une domination tendant à transférer, avec les armes elles-mêmes, l'idéologie et le système politico-économique qui les a produites.

Par le biais de la formation au maniement des systèmes d'armes achetées, de la coopération militaire et des contacts multiformes qui s'établissent, se tisse un réseau de relations dont les intérêts vont dans le sens du maintien de l'ordre établi. D'autant plus que les « dessous de table » sont intégrés dans les coûts du fournisseur.

Contrairement à l'affirmation souvent répétée par les ministres français de la Défense, les ventes d'armements ne libèrent pas le pays acheteur de la dépendance à l'égard des Etats-Unis ou de l'Union Soviétique : elles concourent à maintenir et même à aggraver leur dépendance par rapport à l'ancienne métropole. Les transferts d'armements consolident les zones d'influence et sont, par là même, un outil de l'impérialisme français (6).

(5) A propos des interventions françaises dans ces trois pays, lire « Alerte » n° 64, « La France en Afrique ».

(6) Sur la signification de l'impérialisme français, voir « Alerte » n° 64.

PANHARD, MARCHAND DE REPRESSEUR

Les affaires marchent bien pour le constructeur français d'engins blindés légers de reconnaissance de lutte anti-char et de maintien de l'ordre. La famille des « A.M.L. » a connu un succès tel que quelque 5 000 en ont été vendus dans le monde entier. Travaillant « à la limite supérieure de sa capacité industrielle », Panhard a dû augmenter ses ateliers de montage.

De 450 millions de francs en 1976, le chiffre d'affaires de la société est passé à 760 millions en 1978. Ce qui donne des taux d'accroissement de 25 % en 1977, de 34 % en 1978 et de 33 % pour le premier semestre de 1979 par rapport à celui de 1978 !

L'essentiel de ces ventes étant assuré sur les marchés d'exportation du tiers monde, car Panhard allie sa spécialité de véhicules de maintien de l'ordre avec celle de constructeur soucieux des contraintes spécifiques d'utilisation dans ces pays.

La nouvelle gamme de véhicules blindés destinée à remplacer les « A.M.L. 60 et 90 » est ainsi qualifiée pour équiper particulièrement « une armée engagée dans des opérations de sécurité interne, des actions antiguerilla ou des mesures préventives contre des pays voisins » (« Armies and Weapons » 54/55). Si l'Irak et la France ont déjà opté pour le « ERC 90 Sagace », de nombreux pays devraient se précipiter vers le « Sagace » ou le « Lynx ».

L'expérience de l'Afrique du Sud qui fabrique sous licence les « A.M.L. » (rebaptisés « Eland ») est la meilleure preuve commerciale de l'efficacité de ces véhicules pour la répression.

Après plus de quinze années de ce commerce des moyens répressifs, la société Panhard et Levassor entend rester l'un des premiers de ce marché mondial.

L'Economiste du tiers monde, Janvier 80.

Le commerce mondial des armes : Son impact sur le développement

par Signe Landberg-Bäckström
de l'Institut international de recherches sur la paix de Stockholm (SIPRI)

1) Introduction :

Indice de militarisation mondiale.

Le commerce international des armes constitue l'un des indices les plus significatifs d'une militarisation mondiale qui ne cesse de croître. La valeur des ventes d'armes dans le monde a maintenant atteint un chiffre de l'ordre de 20 milliards de dollars actuels par an. 70 % de ces ventes proviennent des pays industrialisés et sont destinées aux pays moins développés.

Au début des années 70, l'augmentation annuelle des transferts d'armes vers les pays du tiers monde se maintenait au taux de 15 %. De 1974 à 1979, ce taux a atteint 25 %.

A côté de cette considération quantitative, une nette différence apparaît dans les échanges commerciaux, selon qu'ils s'effectuent entre pays industrialisés ou qu'ils s'orientent vers les pays du tiers monde. Dans le premier cas, les pays concernés concluent habituellement des accords de compensation qui permettent à l'industrie locale de fabriquer des pièces détachées entrant dans la composition de l'arme importée. Dans le second cas, les pays industriellement moins développés bénéficient de facilités de crédit qui ont pour effet d'ajouter d'importantes factures à la dette croissante déjà contractée à l'égard des pays riches. Ainsi peut-on dire que les achats d'armes par les pays pauvres permettent aux pays riches de poursuivre leurs recherches militaires et de développer leurs techniques de pointe.

L'augmentation des ventes d'armes se traduit d'abord par un accroissement constant en volume : de plus en plus de pays importent de plus en plus d'armes. Cette augmentation s'explique en outre par une plus grande sophistication des armes vendues : les surplus et les équipements d'occasion se vendent relativement peu aujourd'hui, la demande insistante des acheteurs portant sur les armements les plus modernes. Ce perfectionnement des capacités techniques se reflète dans les coûts : si l'on compare les prix des armes depuis 1945, on constate par exemple que le prix d'un char lourd est passé de 50 000 à 1 100 000 dollars, celui d'un avion de chasse de 1 million vers 1959 à 4 millions dans les années 60 et à 8 millions dans les années 70. L'avion des années 80 coûtera 16 millions de dollars en moyenne, sans son armement. Il faut bien sûr ajouter à cela les effets de l'inflation.

Les principaux fournisseurs d'armes sont aussi les principaux producteurs, ce qui révèle un mécanisme circulaire : le cycle Recherche - Développement - Expérimentation - Evaluation oblige à allonger les séries de production afin de couvrir ne serait-ce qu'une partie de l'investissement initial. Aujourd'hui, les forces armées américaines ne peuvent elles-mêmes absorber les armes nouvelles en quantité suffisante pour en amortir le coût ; en conséquence, une part toujours plus importante de la production doit être exportée. Cet impératif économique qui provoque l'augmentation des ventes d'armes s'impose à tous les pays producteurs. Le gouvernement suédois, par exemple, vient de faire l'expérience des difficultés typiques que rencontre une petite nation productrice face aux gros fournisseurs rivaux sur le marché des armes : après plusieurs tentatives infructueuses, il n'a pas réussi à vendre le chasseur « Viggen » à certains pays membres de l'OTAN ni à d'autres pays tels que l'Australie, l'Autriche ou l'Inde. Dans le tiers monde, les nouvelles nations productrices connaissent les mêmes difficultés : Israël n'a toujours pas réussi à vendre son chasseur « Kfir » qui doit rivaliser avec les grands modèles américains et français.

2) Les fournisseurs d'armes.

Le tableau I montre que les deux principaux fournisseurs d'armes des années 70 sont les Etats-Unis d'Amérique (39 %) et l'Union Soviétique (32 %), suivis, après un écart considérable, par la France (11 %) et la Grande-Bretagne (8 %).

Les fournisseurs européens de taille moyenne ont constamment augmenté leur part du marché des armes, particulièrement au cours des dernières années, et l'Italie vient maintenant en cinquième position mondiale. Si l'on

TABLEAU I : Classement des fournisseurs du tiers monde en équipement militaire lourd de 1970 à 1978 (1).

Fournisseurs	Millions de dollars aux Prix constants de 1975	Pourcentage mondial
USA	21,528	39
URSS	17,250	32
France	6,208	11
Grande-Bretagne	4,416	8
Italie	1,335	2,4
Tiers Monde	987	1,8
Chine	823	1,5
Allemagne Fédérale	632	1,2
Autres pays occidentaux	395	0,7
Canada	313	0,6
Pays Bas	304	0,6
Tchécoslovaquie	132	0,2
Autres pays de l'Est	66	0,1
Suède	60	0,1
Japon	27	0,05
Suisse	26	0,05
Total	54,537	100 %

avait inclus les armes légères dans ce tableau, d'autres fournisseurs européens auraient figuré en meilleure place, tels la Suède, la Suisse, la Belgique, les Pays-Bas et l'Espagne.

Le groupe des pays du tiers monde qui atteint collectivement la sixième position comprend Israël, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Egypte, Singapour, Cuba, la Corée du Nord, la Libye et l'Inde. Ces pays ont lourdement investi dans une production nationale d'armements en acquérant des licen-

ces chez les producteurs officiellement reconnus. Très peu de projets autonomes ont pu être réalisés avec succès dans ces nouvelles régions productrices.

(1) Source : SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) Annuaire 1979 des armements et du désarmement. Les chiffres sont des estimations du SIPRI concernant le commerce des armes lourdes : avions, véhicules blindés, missiles, navires. Ces statistiques incluent les ventes de licences de fabrication.

3) Les importateurs d'armes.

Le tableau II indique les plus grosses régions importatrices du tiers monde pour la période 1970-1978.

TABLEAU II : Classement des principales régions importatrices d'armes lourdes de 1970 à 1978.

Régions	Millions de dollars aux prix constants de 1975.	Pourcentage mondial
Moyen Orient	27,284	50
Afrique	9,039	17
Extrême Orient	8,912	16
Amérique du Sud	4,691	8,6
Asie du Sud	4,051	7,4
Amérique Centrale	732	1,3
Total	54,537	100 %

Moven Orient:

Le Moyen Orient a absorbé la moitié du total des fournitures d'armes au tiers monde, le plus gros importateur étant l'Iran, suivi par Israël, l'Arabie Saoudite et la Syrie. Pendant les années 60, Israël et l'Egypte étaient les plus gros clients, mais depuis la crise du pétrole en 1973, les Etats pétroliers ont pris la tête des statistiques. La rupture de l'Egypte avec l'Union Soviétique et sa réorientation vers les fournisseurs occidentaux se lisent nettement dans les chiffres ; ceux-ci ne feront toutefois apparaître que dans quelques années les nouvelles grosses commandes qui incluent des licences de production d'armes britanniques et francaises.

Afrique :

Pendant les années 70, 17 % des fournitures d'armes sont allées à l'Afrique, ce qui reflète les nombreux conflits qu'a connu le continent durant cette période. A la fin des années 60, on pouvait encore dire que l'Afrique était peu militarisée, tant en ce qui concerne les budgets de défense que les importations d'armes. Depuis lors, les guerres dans les colonies portugaises, la tension en Afrique du Nord, les nombreux conflits entre Etats au Sud du Sahara et dans la corne de l'Afrique, ont conduit à une augmentation sans précédent des armements conventionnels. L'Afrique du Sud, à elle seule, a comptabilisé plus de la moitié (52 %) des transferts d'armes destinés au continent africain durant les années 70, la plus grande partie de ces transferts s'étant effectuée sous le couvert de licences de production françaises et italiennes. Après leur indépendance, l'Angola et le Mozambique ont reçu de substantielles livraisons d'armes soviétiques. Quant à la guerre entre la Somalie et l'Ethiopie, elle se trouve clairement illustrée par les chiffres globaux des importations africaines en 1978 qui placent l'Ethiopie au premier rang des acheteurs, loin devant l'Afrique du Sud, le Soudan, la Rhodésie et le Nigéria.

Extrême Orient :

L'Extrême Orient, Indochine comprise, a également connu une augmentation rapide des armements conventionnels, bien que la première guerre indochinoise ait pris fin en 1974. Taïwan, la Corée du Sud, la Thaïlande, la Malaisie et Singapour investissent dans une production nationale doublée de fortes importations d'armes en provenance de l'Ouest. En 1978, la seconde guerre indochinoise entre le Viet Nam, le Kampuchéa et la Chine a fait réapparaître, pour la première fois depuis 1974, cette région dans les statistiques du commerce des armes. Le classement des plus gros importateurs en Asie du Sud-Est pour l'année 1978 s'établit ainsi : Corée du Sud, Viet Nam, Taïwan, Thaïlande et Indonésie.

Amérique du Sud et Asie du Sud :

Comparées aux trois régions du monde que nous venons d'examiner et qui sont les plus grosses importatrices d'armes, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud demeurent des acheteurs de taille moyenne. Le Brésil et l'Argentine absorbent 60 % des livraisons d'armes à l'Amérique du Sud et, en Asie du Sud, c'est l'Inde qui domine nettement avec 72 %.

4) Le commerce des armes entre pays industrialisés.

En 1978, le monde industrialisé comptabilisait 32 % des importations mondiales. Les principaux pays importateurs étaient alors le Japon, l'Italie, la Grèce, l'Espagne, la Turquie, les Pays Bas et l'Australie. Comme on pouvait s'y attendre, les USA et l'URSS importent très peu d'armes, tandis que la Grande-Bretagne importe considérablement plus que la France. En 78, le Japon recevait 4 % du total mondial.

La Chine était, jusqu'en 78, une nation principalement exportatrice : on peut penser qu'elle augmentera considérablement dans l'avenir ses importations d'armes en provenance de l'Ouest, à moins qu'un nouveau changement politique n'intervienne. Des commandes de missiles français ont été conclues en 78, et l'accord qui devait porter sur 70 chasseurs britanniques « Harrier » a été signé en février 79. La France a accepté le principe d'une vente d'armes à la Chine pour une valeur de 350 millions de dollars.

5) Contrôle des armements conventionnels.

Pendant l'année 1978, on a prêté relativement plus d'attention que d'habitude à la question du commerce des armes. Cela fut en partie dû aux négociations bilatérales qui avaient commencé en décembre 77 entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Cependant, à l'heure actuelle, elles semblent avoir été annulées sans aucun résultat.

Certains parlements européens ont manifesté un intérêt nouveau pour le contrôle du commerce des armes ; mais, là encore, on ne peut raisonnablement s'attendre à un résultat immédiat, étant donnée la complexité du problème. Le contrôle des exportations doit être associé à un contrôle de la production, toute réduction des exportations entraînant une réduction de la production nationale d'armements et vice versa.

Pourtant, l'expansion des armements conventionnels a éveillé l'attention de l'opinion publique, comme l'ont exprimé diverses organisations non-gouvernementales. En particulier, la relation entre le désarmement et le développement — ou plutôt entre les armements et le sous-développement — maintiendra en éveil cette attention sur les conséquences d'investissements toujours plus importants dans l'industrie et le commerce des armes. (Le prix moyen d'un avion de chasse de la nouvelle génération - 16 millions de dollars - suffirait à créer une entreprise moyenne pour construire, par exemple, des tracteurs).

La relation objective existant entre les nouvelles techniques de pointe en armement, dont les coûts sont astronomiques, et le concept de sécurité nationale reste à débattre et à analyser. On peut prendre le cas de l'Iran pour illustrer la complexité du problème. Depuis 1954, le régime iranien était soutenu militairement par les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest parce que son rôle était de protéger le monde libre, de remplacer la Grande-Bretagne dans la région du Golfe, d'assurer la sécurité des livraisons de pétrole en provenance du Golfe, de participer à la surveillance de l'Océan Indien, etc... Le nouveau régime, arrivé au pouvoir en 78, a annulé pratiquement toutes les commandes d'armes qui étaient en attente. On peut supposer avec un certain degré de certitude que ce nouveau régime

importera des armes, mais d'origines différentes et pour des raisons différentes, telles que le besoin de s'opposer à l'impérialisme occidental.

La question demeure de savoir si « sécurité nationale » est vraiment synonyme d'un régime donné et, par conséquent, si la sécurité du régime est véritablement garantie par le fait de posséder certains types d'armes. On pourrait dire que les arguments en faveur d'une augmentation des armements sont subjectivement toujours justes et objectivement presque toujours faux ou inadéquats.

Traduction ANV de l'article « The World Arms Trade : the impact on Development. » paru dans le « Bulletin of Peace Proposals », Vol. 10, n° 2, 1979. Oslo. Norvège.

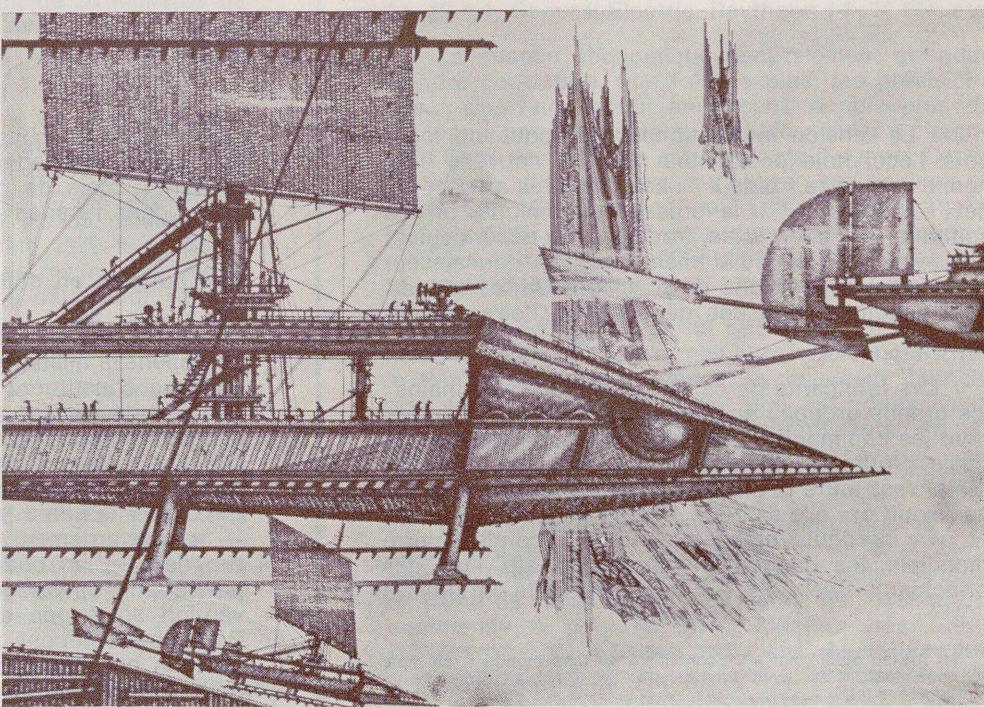
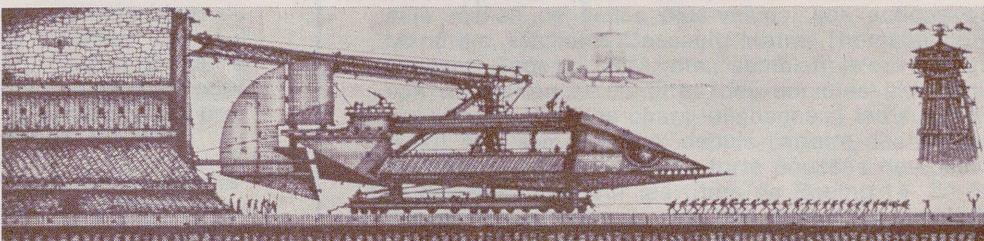
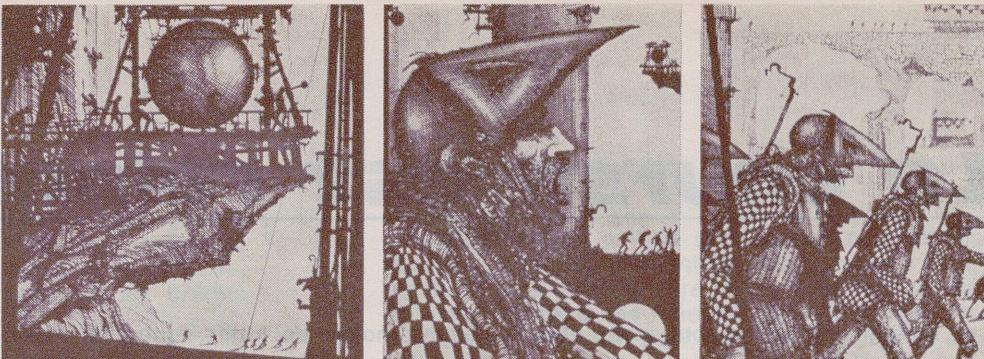
tentatives de l'Otan. Ces dernières années, qui représentent l'équivalent de 100 milliards, de plus de 5 %. Et même. C'est ce devenait un plan de sauvegarde prévoyant une augmentation de 45 % dans un terme de 10 ans.

On le voit, le propos de la défense n'a pas été très accueilli. C'est pourtant à ce moment-là que l'opposition au budget de la défense, récemment, a été le plus forte. C'est à ce moment-là que l'opposition au budget de la défense, récemment, a été le plus forte.

Les personnes évoquées dans ce document sont les budgets nationaux. C'est à ce moment-là que l'opposition au budget de la défense, récemment, a été le plus forte. C'est à ce moment-là que l'opposition au budget de la défense, récemment, a été le plus forte.

Aux Etats-Unis, les dernières années de l'administration Clinton ont été marquées par une augmentation de l'opposition au budget de la défense, récemment, a été le plus forte.

Il est difficile de déterminer si l'opposition au budget de la défense, récemment, a été le plus forte. C'est à ce moment-là que l'opposition au budget de la défense, récemment, a été le plus forte.



La course est relancée

Les budgets militaires sont aussi utilisés comme moyen de lutter contre la crise.

Mais cette relance est aussi dangereuse qu'incertaine. (1)

par Pierre FABRE

« La tension internationale : un coup de fouet pour l'économie occidentale » ; « La nouvelle économie de guerre froide » ; « Les militaires au secours de l'économie » ; ... la presse économique, qu'elle soit américaine, anglaise, française, ou généralement occidentale, a immédiatement réagi en connaisseur aux récentes décisions du président Carter concernant l'augmentation des dépenses militaires américaines.

Les fabricants de canons se frottent les mains : les grands groupes américains de l'armement attendent les commandes ; les groupes européens savent qu'ils profiteront bientôt du climat guerrier actuel. Mais c'est toute la classe capitaliste occidentale qui se réjouit car elle sait que, depuis le début du siècle, et plus particulièrement depuis la Seconde Guerre mondiale, les budgets militaires ont été l'un des principaux leviers que les gouvernements ont utilisés

pour relancer l'économie et lutter contre les crises cycliques. Ces espoirs de relance sont, en partie, justifiés... mais de nombreux problèmes vont se poser dans l'immédiat et à plus long terme.

Des budgets en déficit croissant

Remarquons tout d'abord que les augmentations de dépenses militaires auxquelles on assiste aujourd'hui ne constituent qu'une accélération de la tendance à la hausse que l'on observe depuis deux années environ. C'est ainsi que les pays de l'O.T.A.N. avaient pris, il y a longtemps déjà, la décision d'augmenter systématiquement leurs budgets militaires de 3 % de plus que le taux d'inflation — le gouvernement français a proposé, en novembre dernier, un budget 1980 en hausse de 15 % par rapport au budget 1979. Et avant même l'intervention soviétique en Afghanistan, l'administration Carter avait déposé un projet de budget pour 1980-1981 en accroissement de plus de 3 % en termes réels (donc supérieur à la promesse faite aux par-

(1) Article publié par « L'Economiste du tiers monde », au mois de mars 1980. C'est avec l'autorisation de l'auteur que nous le reproduisons ici.

tenaires de l'O.T.A.N.), les autorisations de programmes (qui représentent les engagements de dépenses d'équipements pour les années futures) augmentant, elles, de plus de 5 %. En même temps, le président Carter déposait un plan de cinq ans pour la Défense, prévoyant une augmentation moyenne des crédits de 4,5 % par an en termes réels.

On le voit, la propagande vertueuse qui rend les actions soviétiques récentes responsables du réarmement a la mémoire très courte... Le seul changement récent est que le président Carter a profité de la situation internationale immédiate pour donner un coup de pouce supplémentaire à ses projets : il est passé des 4,5 % prévus à 5 %...

Les premières victimes de ces plans de réarmement sont les budgets nationaux qui voient leurs déficits s'aggraver. Le budget français 1979 se soldera probablement par un déficit de 35 milliards de francs, soit le double de ce qu'avait prévu la loi de Finances initiale ; et l'on prévoit déjà un déficit de 31 milliards pour 1980.

Aux Etats-Unis, les mesures de rétorsion économique (annulation des exportations vers l'Union soviétique) et les dépenses militaires ajoutées au budget en cours se solderont par un approfondissement du déficit qui dépassera les 35 milliards de dollars à la fin de l'année fiscale 1979-1980. Remisant aux oubliettes sa volonté de revenir à un équilibre budgétaire, Carter propose déjà, pour l'année fiscale 1980-1981, un déficit d'au moins 15 milliards de dollars.

Or les déficits budgétaires sont sans doute l'une des causes les plus importantes d'accélération de l'inflation. Le nouveau budget américain représentera plus de 22 % du produit national brut, montant le plus élevé depuis la récession de 1974, ce qui oblige la Maison-Blanche à renoncer aux réductions qu'elle avait envisagées en matière d'impôts et de taxes. C'est sans doute pourquoi la propagande politique essaie de couvrir le mécontentement possible des contribuables-électeurs.

Les limites de l'industrie

Quoiqu'il en soit, la politique de relance économique par le réarmement se traduira par un regain d'activité. Les investisseurs ne s'y sont pas trompés et l'on a assisté à une ruée sur les valeurs militaires à la Bourse de New York, à celle de Londres et à celle de Paris. Depuis quelques mois, ces titres ont déjà réalisé de belles plus-values. Les actions de Manurhin, Luchaire, Dassault, Matra, Thomson-CSF, Crouzet, Sagem, SFIM, etc., semblent s'envoler au son du clairon... Les titres des sociétés sidérurgiques (acier pour les chars, blindages...) les suivent : + 20 %. De même que, depuis l'affaire des otages de Téhéran, on a noté une forte poussée des cours et des échanges sur les titres de Boeing (+ 54 % par rapport au cours le plus bas de l'année écoulée), McDonnell Douglas (+ 100 %), Lockheed, Rockwell (+ 49 %), General Electric, Raytheon (+ 74 %), etc.

La relance économique généralement attendue viendra contredire, une fois de plus, les prévisions des « analystes » qui annoncent, depuis près de deux ans, une récession qui semble reculer à chaque fois. Cette conjoncture est favorable à Jimmy Carter qui devra affronter les suffrages américains en novembre. Mais les cent milliards de dollars supplémentaires qui vont être dépensés en matériel militaire entre 1980 et 1985 vont aussi révéler certaines limites de l'industrie américaine.

Le secteur industriel ne peut produire instantanément les systèmes d'armes hypersophistiqués que le Pentagone veut acquérir. Les délais de fabrication sont d'autant plus longs que les firmes sous-traitantes qui fournissent les composants et les équipements indispensables semblent avoir des plans de charge déjà bien remplis.

C'est en particulier dans l'aéronautique que les délais risquent d'être les plus longs. En effet, cette branche fait face à une activité intense dans le domaine de l'aviation civile : Boeing, par exemple, a commencé à préparer la production des futurs « 757 » et « 767 » depuis deux ans. Aussi les rythmes de production se sont-ils considérablement accrus (on parle de multiplication par trois). L'expor-

tation des avions de transport civils a rapporté près de 15 milliards de dollars à la balance commerciale américaine en 1979 et ces exportations devraient être supérieures à 20 milliards en 1980, dépassant ainsi les ventes militaires. De plus, les compagnies aériennes ont un besoin pressant d'avions plus adaptés aux problèmes énergétiques d'aujourd'hui. Voici deux bonnes raisons pour que le Pentagone n'utilise que prudemment sa priorité sur les autres productions.

Or les spécialistes pensent que ce dernier devra faire jouer sa priorité si Carter fixe un délai « raisonnable » pour la réalisation du programme d'équipement militaire américain. Les délais de livraison varient entre 9 et 13 mois pour les principaux instruments de navigation, 19 à 32 mois pour les radars, 14 à 38 mois pour les trains d'atterrissage, 18 à 28 mois pour les ailes, 30 à 35 mois pour le fuselage...

Bien sûr, ces délais pourraient être raccourcis considérablement si la mobilisation industrielle était décrétée, mais on n'en est pas là, et toute contrainte se ferait au détriment des autres productions, donc de l'économie dans son ensemble. Dans le cas des semi-conducteurs par exemple, toute augmentation rapide de la production militaire — qui utilise les circuits intégrés en grandes quantités dans les radars, les systèmes de surveillance sous-marine, le guidage de missiles, etc. — se heurtera aux besoins des branches productrices de jeux électroniques (en expansion !) et de tous les produits de grande consommation qui utilisent de plus en plus l'électronique...

D'autres productions semblent de toute façon inélastiques dans un futur proche. C'est le cas des structures métalliques (forgées, moulées ou embouties). Seules trois firmes américaines sont capables de réaliser les gros éléments de cellules des avions modernes. Wyman Gordon, l'une de ces trois firmes, demande des délais de 28 mois pour que ses presses exécutent les commandes relatives à l'avion de soutien terrestre « A-10 ». Parker Hannifin Corporation doit attendre 15 à 20 mois pour obtenir les équipements métalliques qu'elle fournit ensuite à General Dynamics pour la construction du « F-16 ».

A côté de la réquisition industrielle, reste la possibilité d'investir dans les domaines qui semblent les moins aptes à répondre à une augmentation importante de la demande. Mais, outre le fait qu'un tel programme risquerait d'augmenter les effets inflationnistes du déficit actuel ainsi que les taux d'intérêt, les délais n'en seraient pas nécessairement raccourcis : certaines des plus grosses machines-outils utilisées dans l'aéronautique ne pouvant elles-mêmes être fabriquées qu'en deux ans.

Mais il ne faut cependant pas se laisser abuser par les problèmes techniques que rencontre le militarisme américain : ils sont exagérés par ceux qui ont intérêt à faire monter les prix et par les « faucons » qui cherchent à obtenir un arsenal à la mesure de leur folie dominatrice et meurtrière.

La preuve en est que les Etats-Unis n'envisagent pas une seconde de cesser de livrer du matériel militaire à leurs clients et aux régimes qui sont sous leur dépendance.

Les exportations commerciales de matériel de guerre américain devraient même frôler les 15 milliards de dollars en 1980, alors qu'elles ne se sont élevées qu'à environ 13 milliards ces deux dernières années.

Quant à l'aide militaire, elle continuera à être un instrument puissant dans les mains des stratégies américains. Les 400 millions de dollars en matériel de guerre promis au Pakistan sont là pour le prouver. Il est d'ailleurs à peu près certain que, compte tenu des problèmes que nous avons évoqués plus haut, les fournitures d'hélicoptères, de missiles antichars ou d'avions de combat devront être prélevées sur les stocks de l'armée américaine, comme cela fut déjà le cas en 1973 avec Israël.

Les premières victimes : les travailleurs

D'une façon générale, les analystes financiers restent prudents. Ils se réjouissent d'un regain, modéré malgré tout, d'activité, mais craignent les effets inflationnistes de ces dépenses imprudentes. Et donc leurs effets politiques. L'inflation agit comme une taxe invisible qui vient frapper les couches sociales dont les revenus sont les plus modestes.

Ce sont d'ailleurs les travailleurs qui subiront le plus fortement les effets négatifs de l'économie de guerre froide. En effet, dès 1975, la très renommée Chase Econometrics Associates avait montré, dans une étude consacrée au programme de bombardier « B-1 », que les productions militaires emploient, à dépense égale, moins de travailleurs que les dépenses civiles. Comparant prospectivement les effets en 1980 du programme « B-1 », et de programmes équivalents de construction d'habitations, de dépenses sociales ou de réductions fiscales permettant une relance de la consommation des ménages, la Chase Econometrics concluait que ces trois dernières politiques créeraient respectivement 70 000, 60 000 et 30 000 emplois de plus que la fabrication des bombardiers géants.

De nombreuses autres études sont parvenues à des conclusions similaires. En particulier, R. Bezdek a calculé qu'une augmentation de 30 % du budget du Pentagone — si elle est réalisée au détriment des dépenses sociales — conduirait à une réduction de 1,3 % du P.N.B. et à la mise au chômage de plus d'un million de travailleurs. C'est également sur la base d'une étude de ce genre que le syndicat des machinistes américains (International Association of Machinists and Aerospace Workers) réclame, depuis plusieurs années, une réduction des dépenses militaires (2).

Le tiers monde, lui aussi, est concerné très directement par l'effort de réarmement. Tout d'abord, l'accroissement de l'inflation dans les pays industrialisés frappera les pays en développement par le biais de leurs achats de produits manufacturés. Or, bien que l'on ne connaisse pas exactement les programmes militaires qui bénéficieront des largesses belliqueuses du président Carter, une étude de Data Resources montre qu'une dépense accrue de 10 milliards de dollars en 1980 se traduira en 1981 par un taux d'inflation en hausse de + 0,2 % et l'année

(2) Pour un complément d'information sur les mythes et la réalité de l'emploi dans l'industrie d'armement, voir le dossier « Ventes d'armes et conversion industrielle », n° 61-62 d'*« Alerte atomique »* (6 F) publié par le MDPL. Voir aussi « Le droit au travail utile », ouvrage publié par le MIR-IRG Bruxelles 79, ainsi que le n° 3 des « Cahiers de la Réconciliation ».

suivante de 0,3 %. On voit dès lors les effets multiples d'inflation qu'auront les 5 % d'accroissement réel annuel du budget militaire dans les années à venir.

Tiers-Monde et matières premières

Mais l'effet le plus grave pour l'économie mondiale est la pression qui va s'exercer sur les matières premières. Tous les métaux rares, tungstène, cuivre, argent, nickel, platine, ont enregistré des plus-values depuis décembre 1979. Il suffit de savoir qu'en France les industries électriques et électroniques consomment 70 % du cuivre utilisé dans le pays, 13 % de l'argent et 12 % de l'or pour comprendre que l'augmentation de production des composants électroniques incorporés dans les systèmes d'armes viendra s'ajouter aux menées spéculatives et aux tensions qui existent sur les marchés des matières premières.

Le Zaïre est le principal fournisseur de cobalt aux Etats-Unis (3), et l'on imagine aisément que l'étau impérialiste n'est pas près de relâcher ses prises sur ce pays. La Rhodésie et l'Afrique du Sud sont les deux principales sources occidentales de chrome (4) ; là non plus les Etats-Unis ne relâcheront pas leur étau. Et ainsi de suite. Même le pétrole sera encore plus avidement demandé pour satisfaire les besoins de la production militaire.

Les dépenses militaires, en tant que moyen de lutte contre la récession, ont une longue histoire... mais un avenir incertain. La limitation des ressources et la nature de la crise, qui dure depuis une décennie, ont peut-être mis fin aux « bienfaits capitalistes de l'économie d'armement ». Le tiers-monde, lui, n'a rien à gagner du surarmement des pays qui le dominent.

(3) Voir « La France en Afrique », in « Alerte atomique » n° 64 (4 F).

(4) Voir « Afrique du Sud : la France collabore avec l'apartheid », in « Alerte atomique » n° 66 (4 F).

La grande percée brésilienne

Comment, en quinze ans, on est passé du surplus américain et de l'aide étrangère à l'exportation tous azimuts et aux missiles de pointe.

par Pierre FABRE

(Article paru dans Afrique-Asie n° 198, d'octobre 1979)

« Le temps est venu de nous libérer des Etats-Unis et des pays d'Europe. » Cette phrase, que tous les progressistes du tiers monde applaudiraient, fut prononcée par le ministre brésilien de l'Armée de l'air, Joelmir Campos de Araripe Macedo, durant une visite au Chili en 1977 (« Washington Post » du 18 décembre 1977). La suite de cette déclaration jette une lumière très particulière sur les intentions réelles des dirigeants brésiliens : « Une condition de leur sécurité est que chaque nation fabrique son propre armement. »

Les résultats de cette politique sont aujourd'hui remarquables. Dans le domaine aéronautique en particulier, le Brésil a été capable d'équiper sa flotte aérienne, à plus de 60 %, d'appareils produits ou assemblés localement. Sur la scène internationale, il se classe comme le premier exportateur d'armes du tiers monde et le douzième du globe devant la Hollande, la Tchécoslovaquie, le Japon, la Suisse, etc. (1).

La mise en place de l'industrie brésilienne d'armement est jalonnée par trois dates régulièrement espacées : 1964, 1970 et 1975.

● 1964 : LE COUP D'ETAT MILITAIRE.

Après la prise du pouvoir par l'armée, les dépenses militaires ont progressé de façon considérable. Leur augmentation, très régulière au cours des années suivantes, se fera cependant au même rythme que la croissance du P.N.B., dont elles représentent en moyenne 2,2 % (contre 1,4 % en 1963). Aujourd'hui, le budget militaire s'élève à 2,2 milliards de dollars.

(1) D'après le classement établi pour 1978 par le S.I.P.R.I. (Institut international de recherches sur la paix - Stockholm). Ne sont prises en considération par le S.I.P.R.I. que les exportations d'« armes majeures ».

L'équipement dont dispose l'armée brésilienne au moment du coup d'Etat est relativement peu important. Il est constitué en grande partie de surplus américains de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre de Corée. Les Etats-Unis font des dons et apportent leur savoir-faire (officiellement, depuis 1950, 8 659 Brésiliens ont bénéficié du programme militaire international de formation et d'entraînement mis au point par le gouvernement américain). La pression en faveur de la modernisation des armements se fait de plus en plus forte.

L'évolution de la répartition du budget militaire est significative des nouvelles priorités qui voient le jour. De 1950 à 1969, les dépenses de personnel constituent 83,5 % du budget, contre 5,5 % pour les investissements en équipements. Au seuil de la décennie 1970, les dépenses de personnel n'atteignent plus que 60 % du budget ; les dépenses en matériel, elles, sont passées à plus de 20 %. Compte tenu de l'augmentation en valeur absolue du budget, c'est une somme considérable qui est mise au service de l'importation des systèmes d'armes et de la stratégie de production nationale.

● 1970 : UNE INDUSTRIE NATIONALE.

Une intense activité pour la conception et la production d'armements se déploie.

En 1970, les dépenses militaires dépassent pour la première fois le milliard de dollars. Mais c'est le démarrage des activités de la société d'économie mixte Empresa Brasileira de Aeronautica (Embraer), créée l'année précédente, qui marque la volonté des militaires brésiliens de constituer leur propre industrie d'armement.

La croissance d'Embraer a été foudroyante : avec moins de 600 employés en 1970, la firme passe en cinq ans à 3 560 employés, et son capital est multiplié par

plus de trente (198 millions de cruzeiros). Aujourd'hui, avec près de 200 millions de dollars de chiffre d'affaires en 1978, elle serait, d'après l'hebdomadaire « Business Week », le sixième fabricant mondial dans le domaine de l'aviation générale.

A l'heure actuelle, Embraer a trois programmes de production de sa propre conception : le « Bandeirante », dont les quatorze modèles permettent d'accomplir des tâches de transport léger ou de surveillance, en particulier de surveillance maritime, la série « 12-X », développée à partir du « Bandeirante », dont les premiers exemplaires « Xingu » ont été affectés par l'armée de l'air au Groupe de transport spécial, unité officielle de transport des membres du gouvernement ; et, enfin, l' « Ipanema », avion léger turbopropulsé destiné aux travaux agricoles (il a été conçu d'après les spécifications du ministère brésilien de l'Agriculture), mais dont une version militaire (« EMB-201 R ») a été mise au point en 1976.

De plus, Embraer produit sous licence — accordée en mai 1970 par la firme italienne Aermacchi — son principal avion militaire : le « Xavante », avion d'entraînement et d'attaque au sol (donc d'emploi possible contre la guérilla ou les mouvements populaires). Les forces aériennes brésiliennes en ont commandé cent soixante-douze exemplaires pour elles seules.

Embraer fabrique également des avions « Piper » sous licence de la compagnie américaine du même nom.

Dans un autre domaine, celui des armements terrestres, de nouvelles réalisations de conception nationale ont fait leur apparition au début des années 1970. C'est la firme Engenheiros Especializados (Engesa) qui mène à bien ces productions. Engesa était initialement un constructeur de camions dont beaucoup furent livrés à l'armée brésilienne. La fabrication de camions conçus par Engesa trouvait sa justification dans la politique d'industrialisation du pays et dans la nécessité d'apporter des réponses techniques au problème des conditions routières particulièrement difficiles du Brésil (spécialement dans la région amazonienne). Une invention prouvant la capacité d'Engesa fut celle du système de suspension « Boomerang », dont ont été dotés les camions « EE-25 » et plusieurs des véhicules blindés produits ultérieurement.

En effet, profitant de sa réussite dans le domaine des camions, Engesa investit dans la recherche — développement sur les véhicules blindés à roues. C'est le début d'une série particulièrement bien réussie, dont les quatre premiers modèles portent des noms de serpents venimeux brésiliens : le « Cascavel », l' « Urutu », « Sucuri » et, le plus récent, « Jararaca ».

Le « Cascavel » dont les premières fabrications remontent à près de dix ans, a été le premier véhicule blindé de reconnaissance qui ne soit ni nord-américain ni européen à être proposé sur le marché international. Il est équipé d'un canon de 90 mm produit sous licence de la firme Cockerill. L' « Urutu » est un véhicule blindé de transport de troupes totalement amphibie qui peut être utilisé dans les lacs, les rivières et même en mer, moyennant quelques équipements spéciaux. Le « Cucuri » est un véhicule antichar conçu à partir de l'expérience acquise grâce au « Cascavel » et à l' « Urutu ». Il est doté d'un canon français de 105 mm. Le « Jararaca », enfin, est utilisable pour les missions de reconnaissance et de combat, son armement pouvant aller de la mitrailleuse au missile antichar.

Cette description a pour dessein de montrer la variété des productions d'Engesa, étant entendu que chacun de ces modèles a fait l'objet des louanges des spécialistes militaires. Il faut également suggérer la profonde unité de ces types de véhicules blindés : en effet, ils disposent des caractéristiques d'armement (sauf, peut-être, le « Sucuri »), de mobilité tout-terrain et de protection qui en font de très bons auxiliaires pour le maintien de l'ordre.

● 1975 : PUISSANCE EXPORTATRICE.

En juillet 1975 est créée une société sur laquelle les responsables brésiliens sont d'une discréetion remarquable : Industria de Material Belico do Brasil (Imbel). Sorte de holding public, Imbel吸orbe toutes les entreprises de fabrication de matériel de guerre, coordonne leur production et contrôle les investissements publics et privés en ce domaine.

La même année, le Brésil réalise ses premières exportations de matériel de guerre (si l'on excepte quelques livraisons de faible importance en 1973) : Embraer reçoit une commande de 5,5 millions de dollars de la part de l'Uruguay pour cinq « Bandeirante » et dix « Ipanema » ; la société privée de construction aéronautique Neiva livre dix avions d'entraînement « Universal » au Chili, etc. Au total, les exportations de matériel militaire se montent à 24 millions de dollars. Elles seront plus que triplées l'année suivante (1976), avec 86 millions de dollars. La roue commence à tourner ; désormais tous les observateurs se penchent avec surprise sur l'irruption du Brésil dans le commerce international des armes.

Depuis 1975, en plus des ventes déjà citées, notons pour la seule clientèle aéronautique militaire : la Bolivie (dix-huit « Uirapuru » de la société Aerotec, neuf « Xavante » et vingt « Universal »), le Chili (douze « Ban-

deirante »), le Nigeria (quarante « Uirapuru »), le Paraguay (dix « Bandeirante », dix « Xavante » et vingt « Uirapuru »), le Togo (six « Xavante »). Cette liste n'est pas complète. Les ventes civiles les plus surprenantes (et les plus significatives pour la qualité du « Bandeirante ») ont été destinées à des clients français, britanniques et nord-américains.

Engesa a réussi à ouvrir des marchés importants pour ses véhicules blindés : la Libye (quatre cents « Cascavel », « Urutu » et « Sucuri »), le Qatar (vingt « Cascavel »), Abu Dhabi (deux cents « Cascavel »), l'Irak, le Chili (trente « Cascavel »), le Paraguay et l'Uruguay. De plus, la Turquie, l'Indonésie et le Pakistan seraient intéressés...

A côté de ces résultats prometteurs pour l'industrie brésilienne, c'est sur le plan de la politique internationale qu'en 1977 vont retentir les coups de poing sur la table des dirigeants brésiliens. Mettant en œuvre leur stratégie d'indépendance nationale dans le domaine des armements et refusant les critiques du congrès nord-américain sur la situation des droits de l'homme dans le pays, ils refusent l'aide militaire américaine (50 millions de dollars) et annulent, en mars, l'accord d'assistance militaire Etats-Unis - Brésil, vieux de vingt-cinq années. En septembre, ce sont quatre autres accords qui sont dénoncés par le Brésil : anciens de dix à trente-cinq ans, ils instituaient une commission navale et une commission militaire entre les deux pays ; ils réglementaient l'utilisation des armes importées et comportaient des clauses relatives à la cartographie aérienne.

Ces mesures avaient d'ailleurs été précédées par l'achat très remarqué de seize « Mirage » à la France en 1972, dû au refus des Etats-Unis de fournir des armements modernes aux pays d'Amérique latine. Quelque temps après, le Brésil achetait à la compagnie française Thomson-C.S.F. un système mixte électronique de défense aérienne et de contrôle du trafic aérien civil pour 70 millions de dollars.

• UNE STRATEGIE D'INDEPENDANCE NATIONALE.

La production brésilienne d'armes ne se limite pas aux activités d'Embraer (établie à São Jose dos Campos) et d'Engesa (São Paulo). Deux sociétés aéronautiques privées, Aerotec (São Jose dos Campos) et Neiva (São Jose dos Campos et Botucatu) travaillent à la fois sur leurs propres programmes (respectivement « Uirapuru » et « Universal ») et comme sous-traitant d'Embraer. Avibras (São Jose dos Campos) construit des fusées au propergol solide et développe dans le plus grand secret des missiles air-air et mer-air.

Une grande partie de cette production est réalisée grâce à des licences accordées par des constructeurs européens et/ou par des investissements directs de ces derniers (conjointement avec une société brésilienne, ou l'Etat brésilien). Des « joint ventures » ont été établies ainsi pour la construction de deux cents hélicoptères « Ecureuil » et de trente hélicoptères « Lama » entre l'Etat de Minas Gerais et la société nationale française S.N.I.A.S., entre deux sociétés brésiliennes et Oto Melara (Italie) pour les armements lourds, avec la Fabrique nationale (Belgique), d'une part, et Beretta (Italie), d'autre part, pour les armes légères, avec diverses compagnies allemandes (Krauss-Maffei, N.A.K. Zeiss..) pour la production de différents canons, d'équipements optiques et du missile anti-char « Cobra », avec Vosper Thornycroft (Grande-Bretagne) pour la construction de deux frégates, etc.

La stratégie industrielle adoptée repose sur le transfert de technologie : les marchands de canons étrangers amènent leur savoir-faire dans des sociétés qui sont toujours majoritairement contrôlées par le(s) partenaire(s) brésilien(s).

En quête de débouchés, les vendeurs d'armes européens se sont précipités, et le Brésil dicte ses conditions. Le cas du montage de certains éléments du missile franco-allemand « Roland », un des systèmes d'armes les plus perfectionnés qui soient, montre que cette stratégie peut déboucher à terme sur des percées technologiques importantes.

Imbel voit, dans l'exportation, la possibilité d'agrandir le marché de ce complexe militaro-industriel en expansion, et, par là même, une participation à la politique économique nationale du « développement par l'exportation ». En accroissant la base industrielle de ce secteur, Imbel espère être plus à même d'atteindre l'objectif d'indépendance dans l'équipement des forces armées brésiliennes. Qu'en est-il en réalité ? A en croire la firme Embraer, sa production est nationale pour 45 à 80 % selon les appareils.

Pour la conception, il faut souligner que les camions militaires d'Engesa sont équipés de moteurs Mercedes-Benz, Detroit, Chevrolet, etc., et que les avions sont propulsés par des moteurs nord-américains (Pratt & Whitney, Lycoming).

Certes, les spécialistes militaires savent que l'autonomie du Brésil en matière d'armements est loin d'être achevée. Mais les dimensions atteintes par cette industrie sont suffisantes pour considérer le Brésil comme une puissance respectable et un trouble-fête dans le commerce international du matériel de guerre.

violence des bombes et violence des structures

Présentation de la notion de « violence structurelle »

Christian MELLON.

Dans l'interview qu'il a accordé à ANV (n° 34), le chercheur norvégien Johan GALTUNG exprimait un sentiment largement partagé lorsqu'il disait : « Pour moi, il est impossible d'accepter l'idée que la mort causée par un fusil soit d'une autre nature que la mort causée

par la famine. » Une des manières dont s'est exprimé ce sentiment depuis une dizaine d'années a été la création et la vulgarisation de l'expression « violence structurelle », tant dans la **Peace Research** (1) que dans le discours des militants. Quelle est l'histoire de cette

expression ? quelle est sa valeur ? son utilisation possible ? Autant de questions qui, bien que théoriques, nous ont semblé tout à fait pertinentes pour faire avancer notre réflexion sur les problèmes abordés dans ce numéro.

La notion de « violence structurelle » a quelque chose de paradoxal : le mot « violence » évoque généralement un **acte**, une destruction, une brisure. Le mot « structure » évoque plutôt le contraire : un **état de choses**, une solidité, une construction qui dure. Malgré ce paradoxe linguistique (et peut-être même à cause de lui), cette expression a connu

un certain succès pour exprimer un sentiment largement partagé : il n'y a pas que les armes qui tuent... Une situation d'injustice, d'inégalité, d'exploitation peut avoir des conséquences bien plus meurtrières qu'une guerre. Utiliser le mot « violence » dans un cas comme dans l'autre semble donc tout à fait légitime et très éclairant : mourir d'une balle (ou d'une bombe, etc...) et mourir d'une famine, c'est être victime de phénomènes qui n'ont rien de « naturel » : le fait que, dans un cas, on a été personnellement visé par quelqu'un, et que, dans l'autre, personne n'a réellement voulu la mort

(1) Faute d'une bonne traduction, on gardera ici l'expression anglaise pour désigner cette discipline universitaire peu connue chez nous : le mot français « Polémologie » n'est pas un équivalent exact. Pour une présentation de la **Peace Research**, voir dans A.N.V. n° 34 l'interview de J. GALTUNG.

ne fait pas une grosse différence pour celui qui meurt (2) ! On s'étonnerait donc plutôt qu'il ait fallu attendre si tard pour voir apparaître cette expression dans la Peace Research.

UN PEU D'HISTOIRE.

Le problème du rapport entre la « Justice » et la « Paix » ne date pas d'hier. Peut-on définir la Paix comme la simple absence de violence ouverte entre les hommes ou les groupes humains ? Ou bien faut-il inclure la « Justice » dans la définition même de la Paix, comme le faisait déjà Thomas d'Aquin au XIII^e s. ? Ce problème s'est posé très pratiquement (et pas seulement théoriquement) à tous ceux qui ont cherché à œuvrer pour la Paix. Déjà, dans les années 30, le hollandais Bart de Light, dans une œuvre tout entière consacrée à prôner la non-violence comme force de lutte, dénonçait avec colère l'étroitesse du « pacifisme bourgeois », incapable de définir la Paix autrement que par l'absence de guerres et d'armées, refusant de voir que de profonds changements sociaux et politiques sont les conditions d'une paix véritable (3). Citons, plus près de nous (et presque au hasard parmi des dizaines de phrases du même genre), le non-violent italien Danilo DOLCI : « Il ne pourra jamais y avoir de vraie paix dans le monde aussi longtemps qu'on y trouvera faim, pauvreté, ignorance, exploitation, colonialisme et tout ce qui institutionnalise la limitation même de la vie... La violence armée n'est pas le seul genre de violence » (4). Dans la très belle lettre qu'il écrivit dans sa prison de Birmingham en 1963, Martin Luther KING allait formuler une intéressante distinction entre « paix positive » et « paix négative » : « J'en suis presque arrivé à cette conclusion regrettable que le plus grand obstacle, pour les Noirs, dans

(2) On ne peut même pas dire qu'il y a nécessairement une différence dans le genre de mort, brutale dans un cas, lente dans l'autre : certaines victimes de la bombe d'Hiroshima sont mortes après 20 ou 30 ans ; et l'on peut mourir en quelques heures d'une épidémie liée à une situation de misère et de sous-équipement médical.

(3) Voir par exemple son chapitre sur « l'absurdité du pacifisme bourgeois » dans *Pour vaincre sans violence*, Paris, 1935, Marcel Rivière, pp. 47-62.

(4) *Peace News*, 21 septembre 1962, p. 5.

leur marche vers la liberté, ne se trouve pas dans les Associations de Blancs extrémistes, ni dans le Ku Klux Klan, mais dans le Blanc modéré qui se préoccupe davantage de l' « ordre » que de la justice ; qui préfère une « **paix négative** », laquelle est l'absence de tension, à une **paix positive** », qui est la présence de la justice ».

L'année suivante (heureuse antériorité du militant sur le penseur !), Galtung utilisait ces mêmes expressions de « paix positive » et « paix négative » dans son éditorial du premier numéro du *Journal of Peace Research*. Il proposait ainsi aux intellectuels de la Peace Research de renouveler et d'élargir leurs conceptions de la Paix. L'expression « violence structurelle » n'apparaît pas encore, mais elle est déjà contenue dans l'idée que la vraie Paix, la Paix positive, ne peut se définir seulement par l'absence de conflits violents. Par la suite, lorsque l'expression « violence structurelle » sera devenue courante, Galtung définira la Paix comme « l'absence de **toute** violence, directe et structurelle ».

L'apparition de ces nouvelles notions provoqua quelques remous dans les milieux de la « Peace Research ». Pour comprendre pourquoi, il faut retracer brièvement l'histoire de cette discipline. Elle est née dans les années 50, dans le contexte de la guerre froide, à une époque où la menace de l'holocauste nucléaire était très vivement perçue. Des scientifiques et universitaires de divers pays (surtout USA et Angleterre au début) ont pensé qu'en mettant leurs compétences diverses (histoire, sociologie, mathématiques, sciences politiques, psychologie, etc...) au service d'une « science pour la paix », ils pourraient peut-être trouver des moyens d'éviter de nouvelles guerres. Cette idée d'une « paix par la science » peut aujourd'hui nous sembler naïve ; mais il faut essayer de comprendre ce qu'avaient pu être, pour des savants influencés par une tradition historique pacifiste beaucoup plus vivante que chez nous, la 2^e guerre mondiale, Hiroshima, Nagasaki, la guerre froide... (5). Leur grand

(5) « Si tu veux la paix, connais la guerre » : cette devise que Gaston Bouthoul propose comme fondement de la Polémologie, traduit au fond la même idée, malgré la grande différence d'approche entre lui et les anglo-saxons. Voir son important *Traité de Polémologie*, Payot, Paris 1970, 560 p.

et unique problème, c'était donc la **violence directe** : la course aux armements, les conflits armés. Bien sûr, les situations d'injustice, d'oppression, de misère n'étaient pas ignorées ; elles étaient même largement prises en compte dans l'analyse des conflits ; mais non pas en tant que situations de « violence » à faire cesser absolument, mais en tant que facteurs susceptibles de déclencher ou d'aggraver la violence armée. Ce sont, selon l'expression de G. Bouthoul, des « situations belligérantes », et c'est à ce titre qu'il faut les supprimer.

Ayant ainsi défini l'objet de sa recherche (la paix comme absence de guerre), utilisant des méthodologies influencées par un certain positivisme et pragmatisme anglo-saxon (recours à des modèles mathématiques sophistiqués, développement de la théorie des « jeux stratégiques »), la Peace Research de cette première époque a totalement manqué de lucidité sur les présupposés **politiques** de ses travaux. Si le but essentiel est d'éviter toute guerre, si les rapports internationaux sont analysés sur le modèle des rapports entre des « concurrents » qui, dans un jeu de société, poursuivent des buts certes conflictuels, mais avec des chances égales, on en arrive nécessairement à justifier des positions très conservatrices : le statut quo est préférable à tout changement ; le conflit est avant tout quelque chose de **négatif**. C'est le « réductionnisme du conflit » ainsi décrit par un critique : « La tendance à réduire le conflit est due naturellement à une vue généralement **négative du conflit**. Dans la Peace Research, le conflit est quelque chose qui doit être « résolu ». A ma connaissance, aucun Peace Researcher n'a étudié les moyens d'**aiguiser** des relations conflictuelles. (6) »

Mais dans les années 60, la situation internationale évolue : la détente a succédé à la guerre froide. En Octobre 62, la crise des missiles de Cuba, après avoir mené le monde au bord de l'apocalypse nucléaire, provoque ce résultat paradoxal que beaucoup estiment désormais peu probable une guerre nucléaire : si les Russes et les Américains ont réussi à l'éviter cette fois-là, il n'y a pas de raison qu'ils

ne l'évitent pas à l'avenir. C'est aussi l'époque des luttes de libération, des différentes guérillas populaires. Plus que la course aux armements entre les Super-puissances, c'est l'impérialisme de chacun d'eux sur son camp qui retient l'attention des chercheurs. C'est par des guerres locales dans le Tiers-Monde que les impérialismes continuent leur compétition. Ce sont eux qui veulent « la paix du statu quo », comme au Vietnam ou en Tchécoslovaquie. Les peuples qui, violemment ou non-violentement, essaient de leur résister apparaissent donc comme les héros d'une autre sorte de paix, une paix qui suppose la justice et la liberté plus que l'absence de conflit.

Dans le champ de la Peace Research, tout cela provoque l'apparition d'une nouvelle tendance, surtout en Scandinavie, qui réagit très fortement contre les objectifs, les définitions et les méthodes de la première tendance. En 1969, aux Congrès de Copenhague et de Karlovy Vary (Tchécoslovaquie), les deux associations internationales de Peace Research voient l'affrontement vigoureux des deux tendances : la sérénité des « spécialistes de la paix » est brisée par la définition même de la paix et de la violence ! C'est dans ce contexte que, cette même année 1969, la notion de « violence structurelle », parfait symbole de la nouvelle orientation, est proposée par J. Galtung, qui apparaît alors comme le porte-parole de la tendance scandinave critique.

QU'EST-CE QUE LA VIOLENCE STRUCTURELLE ?

Pour GALTUNG, la violence structurelle n'est pas une simple métaphore destinée à élargir l'attention des chercheurs et des militants : c'est un « outil théorique » permettant de penser ensemble les problèmes de la paix et ceux de la justice. Il l'introduit en effet dans un long et important article théorique où il essaie de définir sur des bases nouvelles la Paix et la Violence, afin d'en tirer des orientations nouvelles pour la Peace Research (7).

Il commence par définir la Paix comme

(6) H. Schmid, *Peace Research and Politics*, Journal of Peace Research, vol. 5, 1968, p. 228.

(7) J. Galtung, *Violence, Peace and Peace Research*, in Journal of Peace Research, vol. 6, 1969, pp. 167-191.

« absence de violence », ce qui ne fait que reporter le problème central sur la définition de la violence elle-même ! Très habilement, il ne dit pas **ce qu'est** la violence, évitant ainsi les débats philosophiques ou métaphysiques sur la « nature » de la violence, mais ce qu'elle **fait** : « La violence est présente lorsque des êtres humains sont influencés de telle sorte que leurs réalisations mentales et somatiques sont en dessous de leurs réalisations potentielles. » Définition extrêmement large, on le voit, puisqu'elle donne à voir de la violence partout : chaque fois qu'on peut constater une **différence** entre ce qu'un homme est (ou fait), physiquement ou psychiquement, et ce qu'il aurait pu être (ou faire) en mieux s'il n'y avait pas de violence... Galtung n'a pas tort de nous avertir que sa définition « pourrait soulever plus de problèmes qu'elle n'en résout » ! A commencer par cette question toute simple : comment savoir ce qu'on aurait pu être (ou faire) de mieux s'il n'y avait pas eu de violence ? On peut se demander, dans un premier temps, si Galtung ne nous offre pas là une plaisanterie du même genre que la fameuse définition du sucre par un humoriste : « Le sucre, c'est ce qui rend le café amer qu'en on oublie d'en mettre. » ... La violence, ce serait tout ce qui rend les hommes meilleurs quand elle n'est pas là...

Au fond, sous l'apparence d'un discours théorique, Galtung ne fait qu'exprimer empiriquement ce que nous ressentons tous quand nous disons que « ça pourrait aller mieux » : nous percevons dans notre monde des « influences » (militaires, économiques, politiques, idéologiques, etc...) qui font que l'état des choses actuel est moins bon que ce qu'il pourrait être, et Galtung propose simplement d'appeler « violence » toutes ces influences négatives. Il n'y a pas besoin, pour cela, d'avoir une claire perception de ce que pourrait être un monde « sans violence »...

Pour permettre à l'observateur d'analyser et de classer toutes les formes possibles de violence, Galtung propose 6 couples d'opposition qui peuvent se combiner : La violence, selon lui, peut être :

- physique ou psychologique ;
- négative ou positive (= carotte/bâton)

- avec ou sans objet,
- avec ou sans intention
- manifeste ou latente.

Mais la plus importante de ces distinctions, selon Galtung lui-même, c'est celle qui s'établit entre violence **personnelle** et violence **structurelle**. Nous y voilà : « Nous appellerons violence personnelle (ou directe) le type de violence où il y a un acteur qui commet la violence, et violence structurelle (ou indirecte), la violence où un tel acteur n'existe pas. »

La violence structurelle n'est donc pas définie, elle non plus, de manière positive : c'est simplement toute violence qui n'est **pas personnelle**. Mais en quoi consiste-t-elle ? Comment des « structures » exercent-elles la violence ? Aucune définition unique ne pourrait rendre compte des processus complexes qui tuent, sans bombes ni fusils, des millions d'humains. Galtung suggère néanmoins qu'une de ses composantes essentielles est l'**inégalité dans la distribution du pouvoir** : si, en effet, les ressources mondiales sont inégalement distribuées, c'est essentiellement parce que les hommes ne sont pas égaux devant le **pouvoir de décider** de la répartition de ces ressources. La racine essentielle de la violence structurelle serait donc **politique**, et économique seulement par voie de conséquence : « La formule générale, écrit Galtung, qui sous-tend la violence structurelle est l'inégalité, principalement dans la distribution du pouvoir. »

MESURER LA VIOLENCE STRUCTURELLE ?

Il est assez facile de mesurer la violence **directe** : on connaît grossièrement les chiffres des victimes pour tous les conflits armés, les révoltes, les génocides. Mais comment mesurer la violence due à l'**inégalité** ? Galtung propose de se servir du critère de l'**Espérance de vie à la naissance**. Qu'y a-t-il en effet de plus « violent » que de mourir avant l'âge « normal » ? Le droit à la vie n'est-il pas le plus fondamental de tous ? De plus, si l'on veut comparer violence directe et violence structurelle, on a intérêt à prendre un critère com-

mun à ces deux formes de violence : dans les deux cas, des êtres humains sont tués (directement ou indirectement) avant l'âge qu'ils auraient pu espérer atteindre biologiquement dans une société « sans violence ». On a donc là un critère à la fois objectif et susceptible d'évaluations quantitatives.

En 1976, deux chercheurs canadiens ont proposé un calcul relativement simple pour évaluer la violence structurelle mondiale, en se basant sur le critère de l'Espérance de Vie à la naissance. Ils ont pris l'année 1965 et ont calculé combien de personnes sont mortes, cette année-là, du fait que leur Espérance de Vie était inférieure à ce qu'elle aurait été si les ressources mondiales avaient été partagées également entre tous les humains. Voici comment ils ont procédé (8) :

1. A part quelques cas aberrants, on constate qu'il y a une relation assez étroite, dans les 2/3 les plus pauvres de l'humanité, entre l'Espérance de Vie et le Produit National Brut par habitant. En revanche, pour le tiers le plus riche, il n'y a pratiquement plus de corrélation : malgré un PNB 3 fois supérieur à celui du Japonais, le Suédois ne vit que quelques mois de plus. L'Américain moyen, dont le PNB est plus de 5 fois supérieur à celui du Grec moyen, ne vit que 2 ans de plus. Cela n'aurait donc aucun sens de prendre comme terme de comparaison la moyenne mondiale des Espérances de Vie de tous les pays (qui se situerait, en 1965, entre 50 et 60 ans). En revanche, il faut prendre le PNB moyen par habitant de la terre (651 dollars en 1965), et calculer, grâce à la courbe de corrélation entre PNB et Espérance de Vie, l'âge moyen que peuvent espérer ceux qui disposent de ce PNB. On trouve alors 68 ans et 3 mois. En d'autres termes, si toutes les ressources et toutes les productions mondiales étaient partagées de manière vraiment égalitaire, l'Espérance de Vie de tous les hommes serait à peu près égale, elle aussi, et sa valeur moyenne serait de 68 ans et 3 mois.

(8) G. Kohler and N. Alcock, *An empirical table of structural violence*, *Journal of Peace Research*, vol. 13, 1976, pp. 343-355.

2. On peut donc estimer que l'inégalité dans la répartition des ressources et produits, c'est-à-dire la « violence structurelle » est responsable de tous les décès qui se sont produits **avant** cet âge-là en 1965. Inversement, toutes les personnes qui sont mortes **après** cet âge-là ont « bénéficié » de la violence structurelle. Pour calculer ce nombre, il suffit de connaître la population d'un pays et son Espérance de Vie moyenne. Ainsi, en Guinée, pays qui avait en 1965 la plus basse moyenne mondiale d'Espérance de vie (27 ans), 129.630 personnes sont mortes cette année-là. On calcule que, si l'Espérance de vie avait été de 68 ans et 3 mois, 51 245 personnes seulement seraient mortes. On peut donc dire que la violence structurelle a « tué » 78 385 personnes. Inversement la France, où l'Espérance de Vie était de 72 ans et 3 mois, aurait eu 40 000 décès **en plus**, si elle n'avait pas « bénéficié » de l'inégalité mondiale.

3. On fait le calcul pays par pays et on additionne le tout. On trouve alors 14 540 000 victimes dans les pays pauvres, 480 600 « bénéficiaires » dans les pays riches ; ce qui donne un bilan global de 14 060 000 victimes pour l'ensemble du monde (9).

Or, cette même année 1965, d'après nos deux canadiens, la « violence directe » aurait fait « seulement » 115 000 victimes. En fait, ce chiffre est beaucoup trop bas, ne tenant pas compte des grands massacres d'Indonésie (purge anti-communiste) qui ont fait environ 500 000 victimes en 1965 et début 1966. Mais même avec cette correction, le chiffre des victimes de la violence structurelle n'est pas du même ordre de grandeur que celui de la violence directe.

Que vaut le calcul ainsi présenté ? Il ne peut prendre en compte que les effets de la violence structurelle sur la vie **biologique**. Il ne dit rien sur la violence faite à la qualité de la vie, à la liberté individuelle et collective. Mais on remarquera que, quand on mesure la violence directe par le nombre

(9) Un autre calcul, prenant pour base la plus haute Espérance de Vie effectivement réalisée (Suède : 74,7) aboutit au chiffre de 18 150 000 victimes.

de victimes, on ne tient pas non plus compte de tout ce que la guerre apporte comme autres souffrances que les morts : séparations, privations, blessures, restrictions sur les libertés, etc...

La principale objection qui est faite à ce type de calcul est donc de nature **politique** : le fait que les ressources mondiales sont inégalement partagées entre les hommes est-il à mettre au compte de facteurs politiques (impérialisme, colonialisme, organisation des marchés, égoïsmes nationaux) ou de facteurs non maîtrisables par l'homme (climat, facilités de pénétration, répartition géographique des ressources, etc...) ? On comprendra qu'une telle question appelle des réponses qui varient énormément en fonction de la philosophie politique qu'on a ! Plus on est partisan du statu quo mondial, plus on est porté à privilégier les explications « naturelles »... (10).

Les lecteurs d'A.N.V. seront, je pense, assez enclins à estimer, comme moi, que ces facteurs naturels, sans être nuls, sont peu importants par rapport aux facteurs politiques et que l'on peut donc bien imputer à la « violence structurelle » pratiquement toutes les victimes calculées à partir de l'Espérance de Vie. Il convient néanmoins de souligner fortement qu'il s'agit là d'un ordre de grandeur, en aucun cas d'un calcul « exact » : si l'on prenait le critère d'Espérance de Vie sans aucun correctif, on en conclurait que, sur l'ensemble de la planète, les femmes exercent une « violence structurelle » sur les hommes, puisqu'elles meurent en moyenne plusieurs années après ! De même, il faut éviter de confondre « bénéficiaire » et « responsable » de la violence structurelle et d'imaginer que, plus l'Espérance de Vie est grande dans un pays, plus ce pays est responsable de l'injustice mondiale. L'absurdité d'une telle hypothèse est montrée par le fait que

(10) Ainsi le polémologue français Hervé Savon s'indigne d'avoir trouvé cette recommandation dans un livre allemand concernant l'éducation à la paix : « On enseignera aux élèves à chercher les causes des conditions de vie des pays sous-développés non pas dans des facteurs naturels (climat, démographie, race) mais dans le fait que ce pays est sous-développé ». Pour Hervé Savon, c'est là un jugement « non scientifique » ! *Etudes polémologiques*, n° 15, Janvier 1975, p. 65.

les pays qui viennent en tête pour l'Espérance de Vie sont (toujours en 1965) : la Suède (74,7), la Norvège (74), la Hollande (73,8), l'Islande (73,5), le Danemark (73,3) et le Japon (73,2).

QUELLES PRIORITES ?

La définition de la violence structurelle nous avait rappelé qu'il n'y a pas que les armes qui tuent. L'évaluation quantitative, malgré toutes ses limites, nous donne un ordre de grandeur qui permet de constater que les armes tuent **beaucoup moins** que l'inégalité et l'injustice (30 à 100 fois moins selon les années...). Une question peut alors se poser légitimement : pourquoi continuer à se préoccuper de la violence directe et de ce qui lui est lié (ventes d'armes, course aux armements, prolifération nucléaire) ? N'est-ce pas filtrer le moucheron pour avaler le chameau ? Au début des années 70, une partie de la Peace Research critique a soutenu cette thèse que l'on perdait beaucoup de temps à prévenir une 3^e guerre mondiale qui n'aurait probablement jamais lieu, alors que la recherche d'une vraie paix consistait à soutenir la « 4^e guerre mondiale : guerre contre l'inégalité internationale, la pauvreté, l'exploitation, l'impérialisme » (11), la guerre du Sud contre le Nord.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que, là encore, les mouvements militants avaient précédé les chercheurs dans ce changement de priorité. En Angleterre, après la grande époque de la Campagne pour le Désarmement Nucléaire (CND) qui fut un véritable mouvement de masse dans les années 58-62, l'intérêt des militants se déplaça vers des problèmes comme le racisme, l'Afrique du Sud, puis le Vietnam, les luttes de libération du Tiers Monde. En France, le Mouvement contre l'Armement Atomique (M.C.A.A.) sans atteindre les succès de la CND anglaise, connut de grandes heures de mobilisation populaire entre 1964 et 1967. Mais en 1968, très significativement, il changea son nom et élargit

(11) Selon l'expression de E. Krippendorff, *The State as a focus of Peace Research*, Peace Research Society, Papers XVI, 1970, pp. 54-55.

ses centres d'intérêts : devenu Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté, il s'oriente davantage vers l'action anti-impérialiste. On peut dire sans risque d'erreur que, depuis 68, la plupart des militants de ce qui avait été la « nouvelle gauche » des années 60 considèrent que la lutte contre l'arme nucléaire n'a plus aucun intérêt (12).

Les dangers liés à la violence directe sont-ils vraiment négligeables comparés aux réalités quotidiennes de la violence structurelle ? Pouvons-nous vraiment penser que la « 3^e guerre mondiale n'a aucune chance d'éclater, et que nous nous battons contre des moulins ?

Il est vrai que les victimes passées et présentes de la violence structurelle sont beaucoup plus nombreuses que celles de la violence directe, et cela même si l'on prend en compte les grands massacres du XX^e siècle : guerres mondiales et génocides. La 2^e guerre mondiale a fait 50 millions de morts en 6 ans ; la violence structurelle atteint le même résultat en moins de 4 ans. Mais si l'on fait de la prospective, les données changent sensiblement. D'abord, qui peut assurer qu'une guerre nucléaire n'éclatera pas ? Et dans cette hypothèse, qui peut certifier que le nombre des victimes n'atteindra pas celui des habitants de la planète, réglant ainsi définitivement le problème de la violence, tant directe que structurelle ? Même sans aller jusqu'à ces hypothèses extrêmes, des stratèges américains ont avancé un chiffre « réaliste » de victimes en cas de guerre nucléaire entre USA et URSS : 232 000 000. Un tel chiffre, si hypothétique soit-il, représente un changement d'échelle même par rapport aux chiffres de la violence structurelle.

Il faut dire plus : même si, par optimisme congénital ou politique de l'autruche, on estimait que la guerre nucléaire reste très improbable, le simple fait que l'humanité ait, pour la première fois dans

(12) Un souvenir personnel : en 1977, lorsque nous avons, au moment du ralliement de la Gauche à la force de frappe, lancé une campagne à ce sujet, je me souviens de l'étonnement (à la fois sceptique et méprisant) que cela suscita chez certains militants anti-impérialistes pour lesquels, dans les années 60, la lutte contre la force de frappe avait pourtant été un thème essentiel de mobilisation. Pour eux, c'était vraiment un thème « dépassé ».

son histoire, la possibilité matérielle de se suicider littéralement mérite un type de considération absolument nouveau.

Pour toutes ces raisons, il semble évident que les chercheurs de Paix, qu'ils soient penseurs ou militants, ne doivent absolument pas cesser de s'intéresser à toutes les questions touchant la violence directe. Mais même si l'on décide de s'intéresser en priorité aux questions touchant la violence structurelle, il importe de ne pas les isoler de celles de la violence directe. Loin de s'opposer, ces deux formes de violence sont en effet étroitement liées, et il importe de ne pas oublier l'une en luttant contre l'autre.

VIOLENCE DIRECTE ET VIOLENCE STRUCTURELLE

1. *La violence directe aggrave la violence structurelle.*

Même quand elle ne s'exerce pas, la violence directe se prépare : cette préparation est, par elle-même, une cause d'aggravation de la violence structurelle. Cinq à six pour cent de la production mondiale de biens et services s'en vont en dépenses militaires, selon les estimations des experts de l'ONU. Cette ponction sur les ressources, le travail, les finances, les compétences scientifiques et techniques de l'humanité ne peut pas être sans répercussion notable sur le niveau de vie (et donc sur l'Espérance de Vie) des pays les plus pauvres. Cet argument, assez traditionnel chez les pacifistes (« avec un bombardier, on pourrait faire ceci et cela... ») est maintenant repris très largement par les organisations humanitaires, les Eglises, l'ONU et l'UNESCO, etc... Il faut cependant noter que cet argument n'est utilisable qu'avec deux correctifs :

— il n'est pas évident que la suppression (ou la forte réduction) des dépenses militaires se traduirait automatiquement par des investissements dans des productions « socialement utiles », s'il n'y a pas simultanément des changements importants dans les structures économiques et politiques. N'oublions pas que la production des armes joue

un rôle particulier dans les économies capitalistes, précisément en tant que les armes sont « socialement inutiles » et que leur commercialisation n'est pas soumise aux lois du marché. Toute réduction dans ce domaine, si rien ne change par ailleurs dans le système, aurait donc tendance à être compensée par d'autres productions tout aussi inutiles socialement (13).

— l'argument du coût se heurte à une certaine attitude schizophrénique de l'opinion publique : compassion et indignation quand ces coûts sont comparés à la misère du Tiers Monde (traditionnelle juxtaposition d'une photo d'enfant mourant de faim et d'une photo de missile) ; mais acceptation résignée ou enthousiaste quand ces coûts sont comparés à ce que « les autres » dépensent pour leur armement. Il y a donc des blocages politiques et idéologiques à tout transfert important du secteur armement (encore perçu comme « défensif ») vers des secteurs utiles. Un changement d'attitude envers la conception actuelle de la défense, notamment par la proposition de défenses non armées, semble donc une **condition** à toute avancée de l'opinion publique vers l'idée de désarmement.

2. La violence directe maintient la violence structurelle.

La violence directe, même lorsque elle fait peu de victimes, joue un rôle essentiel dans l'établissement ou le maintien des situations de violence structurelle, tant nationales que mondiales. Partout les forces armées maintiennent (ou restaurent) la loi et l'ordre. Les événements du Chili, en 1973, ont dramatiquement rappelé ce rôle à ceux qui voulaient se désintéresser un peu vite des problèmes de la violence directe. Comme le dit un chercheur allemand, Krippendorff, « la classe contestée structurellement répond violemment en équipant les tanks

(13) Le livre le plus suggestif sur ce point reste le paradoxalement utile rapport sur l'utilité des guerres, préfacé par Galbraith, Calmann-Lévy, 1968.

et en pressant la détente des fusils. La violence structurelle ne reste structurelle que si elle n'est pas contestée... » (14).

Ce rôle de maintien de l'ordre, les armes l'exercent surtout par la **menace**, ce qui explique le (relativement !) faible nombre de victimes. Alain Joxe a bien montré, dans son dernier livre, **Le rempart social** (15), que la menace de mort est un élément absolument central pour comprendre l'histoire économique et sociale. Si les hommes supportent si généralement la violence structurelle qui diminue leur Espérance de Vie, c'est parce qu'ils sont **menacés**, en cas de révolte, de perdre la Vie même, à court terme. On peut donc dire qu'une bonne partie des victimes de la violence structurelle sont à mettre au compte, en dernière analyse, de la violence directe.

Une bonne partie, mais non la totalité. Et nous touchons-là un point important pour distinguer la violence directe de la violence structurelle. En effet, si l'on disait que **toute** violence structurelle est partout et toujours causée **uniquement** par la menace de violence directe, on ne pourrait à la limite plus parler vraiment de deux formes distinctes de violence ; il y aurait une seule violence fondamentale (la menace de mort) qui serait seulement plus ou moins cristallisée dans des structures. Dans une telle perspective, il suffirait de réduire puis de supprimer toute forme de violence directe (par exemple en détruisant ses outils : les armes) pour que l'on assiste, automatiquement, à une parfaite et égalitaire répartition des ressources mondiales. C'est une illusion dans laquelle les militants pacifistes et non-violents sont particulièrement enclins à tomber, illusion que l'on pourrait appeler « la réduction au militaire » : elle voit dans les armées la **cause première** des conflits de pouvoirs et d'intérêts, alors qu'elles n'en sont souvent que les conséquences. Le conflit politique n'est pas réductible au conflit militaire ; et c'est d'ailleurs pourquoi la non-

(14) E. Krippendorff, *Chile, Violence and Peace Research*, Journal of Peace Research, vol. II, 1974, p. 99.

(15) Alain JOXE, **Le rempart social**, Galilée, Paris 1979. Cet ouvrage a été présenté dans le n° 35 d'A.N.V.

violence politique ne cherche pas la « réduction du conflit », ni la réconciliation à tous prix, mais **d'autres moyens** de gérer les conflits. Il importera aussi de nous interroger sur d'autres facteurs susceptibles d'expliquer partiellement le maintien des violences structurelles : la résignation, la passivité, le besoin de démissionner de ses responsabilités, toutes ces réalités que La Boétie décrivait déjà avec étonnement dans son fameux « Discours de la servitude **volontaire** », toutes réalités qu'il est trop facile de mettre au compte de l'endoctrinement, des mass media, de l'école, de la « culture dominante », etc... Si le pouvoir est inégalement réparti, ne serait-ce pas **aussi** parce que la **volonté de pouvoir** est inégalement répartie ?

3. *Les institutions de violence.*

On pourrait reprocher à Galtung d'avoir trop opposé deux formes de violence qui sont en fait extrêmement liées l'une à l'autre. Cela apparaît particulièrement dans ce qu'on pourrait appeler la **structuration de la violence directe**. La violence directe, en effet, n'obtient des « résultats » (surtout dans l'ordre de la **menace**) que dans la mesure où elle est elle-même hautement structurée : il y a peu de corps sociaux au monde où le pouvoir soit plus inégalement réparti que dans les armées et les polices. Bien plus, loin de se dissimuler, de se nier comme elle le fait d'ordinaire, la violence structurelle s'affiche là, au contraire, comme une condition essentielle de leur fonctionnement même : « la discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants » ... Qu'on imagine une armée ou une police qui, tout en étant dotée des **instruments** de la violence directe, ne serait pas **organisée** selon une rigoureuse et fonctionnelle hiérarchie des pouvoirs ; elle pourrait certes exercer **des** violences considérables, mais d'une manière qui serait tout à fait contre-productive en ce qui concerne le « maintien de l'ordre ». La structuration de la violence, qui se fait au sein de ce qu'on peut appeler les « institutions de violence », est donc un élément essentiel à l'efficacité de la violence directe. C'est

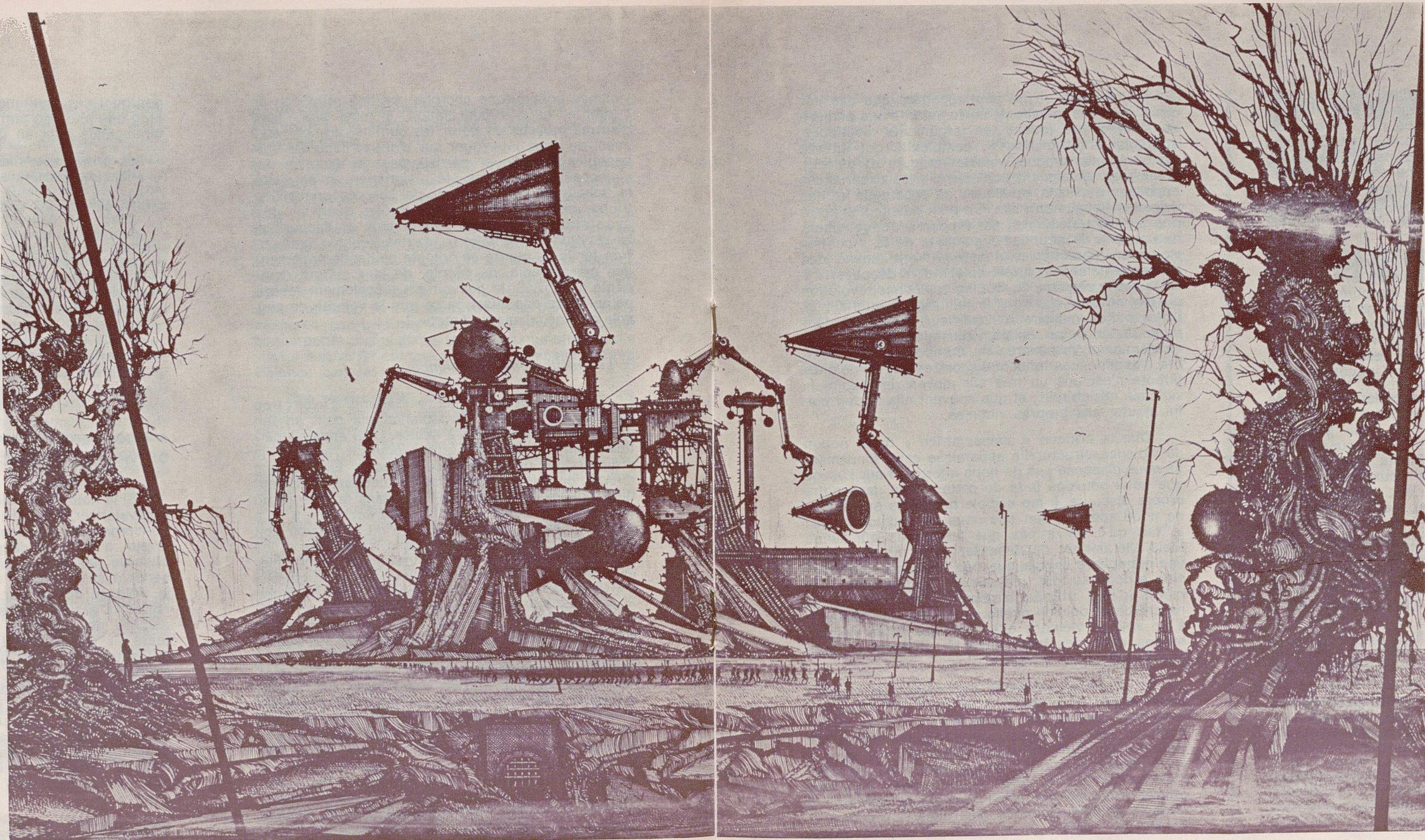
pourquoi ces institutions devraient être au premier rang des priorités tant des chercheurs que des militants. Elles sont en effet à la fois :

- les principales responsables du maintien des violences structurelles ;
- les acteurs presque exclusifs (seul le crime individuel fait exception) de toutes les violences directes commises sur la planète ;
- les uniques responsables des menaces pesant sur la survie même de l'humanité : en effet, si la violence directe était restée inorganisée, spontanée, non structurée, il est certain que, quoique faisant de nombreuses victimes, elle n'aurait jamais pu développer la puissance (industrielle, financière et politique) nécessaire pour produire l'effarant stock d'armes nucléaires qui existe à ce jour.

A QUOI SERT LA NOTION DE VIOLENCE STRUCTURELLE ?

Si la notion de violence structurelle devait servir à dévaloriser, à relativiser, tout intérêt, toute action concernant la violence directe, ce serait donc une erreur à la fois dangereuse (pour l'avenir) et absurde (les deux étant très liées). Mais elle peut servir à autre chose : à « justifier » l'utilisation de la violence directe par des mouvements révolutionnaires. C'est du moins ce que pensent un certain nombre de penseurs ou de politiciens conservateurs : « Un Allemand très à droite, nous disait J. Galtung (16), vient d'écrire un article contre moi, où il m'accuse d'être un des « préparateurs » du terrorisme, à cause de ma notion de violence structurelle. Selon lui, j'ai introduit une **équivalence** entre violence structurelle et violence directe, puisqu'on peut les mesurer toutes deux en termes de pertes de vie. Cela justifierait le recours à la violence directe pour éliminer la violence structurelle. Or, ce n'est pas du tout ma position. »

(16) Dans l'interview déjà cité : A.N.V. no 34.



Il est vrai que, de tous temps, les révolutionnaires ont « légitimé » le choix de leur violence directe en comparant ses victimes, peu nombreuses, à celles du « système » qu'ils combattent. Ce qu'on reproche en somme aux théoriciens de la violence structurelle, c'est d'apporter une sorte de consécration scientifique à cet argument, un nouveau fondement pour une théorie de la « guerre juste » : les armes ne sont plus « bénies » par les prêtres, mais par les savants !

Il serait intéressant de savoir si la vulgarisation du concept de « violence structurelle » a vraiment changé quoi que ce soit dans le discours pro-révolutionnaire depuis 1969. D'ordinaire, ce discours de légitimation se réfère plus aux « aspirations populaires » ou au « sens de l'Histoire » qu'aux écrits obscurs des spécialistes de Peace Research... L'idée d'une collusion Galtung-Baader fait plutôt sourire !

D'autre part, et surtout, la question ainsi posée par les adversaires « conservateurs » de Galtung passe complètement à côté du vrai problème concernant l'usage de la violence : la question en effet n'est pas celle de la **légitimité** d'un tel choix comme s'il fallait reprendre le vieux débat sur la « guerre juste »), mais celle de son **efficacité**. Il est en effet difficile de refuser une certaine légitimité à l'argument du guerrillero qui se « justifiait » ainsi : « Vous voyez bien que notre guerre de libération, qui fera quelques centaines ou milliers de victimes, contribue à affaiblir un « système » qui en fait dix fois plus chaque année. » Mais en revanche, les questions pertinentes auxquelles il devrait répondre sont les suivantes :

- qu'est-ce qui vous permet de croire que vous affaiblissez le système en luttant contre lui de cette manière ?
- qu'est-ce qui vous permet de croire qu'en entrant dans l'engrenage de la violence, vous parviendrez à le limiter à « quelques centaines ou milliers de victimes » ?
- qu'est-ce qui vous permet de croire que, si vous réussissez, votre propre « système » social sera plus léger que le précédent en violence structurelle ?

Visiblement, on ne peut répondre que cas par cas à de telles questions, en fonction d'une analyse de situation où jouent les arguments politiques, stratégiques et tactiques : complexité qui interdit toute réponse unique, valable toujours et partout, comme en témoignent par exemple les expériences opposées du Front sandiniste au Nicaragua et des Brigades Rouges en Italie. On peut néanmoins noter une tendance générale : par rapport à l'engouement des années 60 pour les arguments de la « contre-violence » directe, les années 70 ont amené des désenchantements parfois cuisants : « découverte » de la réelle ampleur du Goulag soviétique, évolution du régime de Cuba vers le militarisme intérieur et l'intervention militaire à l'extérieur, évolution identique du nouveau régime vietnamien, guerre sino-vietnamienne, massacres du Cambodge, etc. Nombre d'expériences tendent à montrer que la violence directe n'est pas un très sûr moyen de réduire la violence structurelle, et que souvent elle ne fait que lui ajouter ses propres victimes.

Que la critique « conservatrice » de la notion de violence structurelle apparaisse sans fondement ne nous dispense pas de nous interroger sur l'usage que nous pouvons faire de cette notion dans notre propre discours. Il me semble que cette expression ne nous apprend rien que nous ne sachions déjà : le fait qu'il n'y a pas que les armes qui tuent. Mais elle permet de ramasser cette intuition dans une métaphore linguistique très frappante. L'expression a donc surtout une valeur « pédagogique » et mérite d'être utilisée largement pour éduquer le regard d'une opinion publique trop souvent habituée à ne voir de violence que dans des **actes violents** et pas dans des **institutions de violence** ni dans des **situations de violence**.

Je serais en revanche beaucoup plus réticent pour utiliser l'expression « violence structurelle » autrement que comme métaphore à valeur pédagogique : faire de cette expression, comme le fait Galtung, un outil théorique d'analyse, me semble extrêmement discutable. Ce qui est en jeu, au fond, c'est de savoir si la notion de « violence » peut être utilisée d'une manière aussi large que le fait Galtung dans la définition donnée plus haut. Il y a là probablement matière à un autre article, au projet

extrêmement ambitieux puisqu'il aurait pour objet de nous demander : qu'est-ce que nous décidons d'appeler violence ? Pour avancer seulement une idée dans ce débat, je dirais, pour ma part, qu'il paraît difficile d'accepter une définition de la violence qui n'intégrerait pas au moins deux éléments dont nous savons, par notre expérience même, combien ils sont liés à la violence : la menace (par la peur) et la prolifération (par la vengeance et la peur). Si toute violence est, de soi, proliférante et si toute violence agit autant par sa menace que par son exercice effectif, alors le mot « violence » dans l'expression violence structurelle n'est pas vraiment adéquat. Cela n'empêche absolument pas que l'expression garde toute sa valeur comme utile métaphore pédagogique : les famines tuent « comme » les armes, mais les processus mis en jeu ne sont pas de même nature.

Le soldat. agent de développement : LA FIN D'UN MYTHE

par Bhabani Sen Gupta

de l'Ecole des Etudes Internationales à l'Université
Jawaharlal Nehru, New Delhi.

1) Les militaires dans les pays en voie de développement.

Le soldat, agent de modernisation et facteur de stabilité dans un monde d'expansion économique et de faiblesse politique, cette image s'est ternie dans l'esprit de l'opinion publique, même si la plus grande partie des terres instables du tiers monde est occupée par des régimes militaires ou quasi militaires. De tels régimes sont au pouvoir dans plus des deux tiers des quelques cent nations qui composent le tiers monde. Cette prolifération est aujourd'hui considérée par la plupart des observateurs comme une manifestation de déclin politique plutôt que comme un signe de développement.

Les soldats-politiciens n'ont habituellement pas réussi à apporter aux sociétés qu'ils gouvernent

une stabilité accompagnée de croissance et de développement. Là où les régimes militaires se sont avérés relativement stables, non seulement les droits de l'homme et les libertés ont été systématiquement supprimés, mais la stagnation économique s'est installée après une trompeuse amorce de développement. Ailleurs, la modernisation entreprise par des régimes militaires ou par des gouvernements autoritaires appuyés sur les forces armées s'est révélée bancale et chancelante, principalement à cause du manque d'assise institutionnelle.

Au cours des ans, les prises de pouvoir et les régimes militaires semblent avoir imposé certains principes de gouvernement expérimentalement éprouvés. L'armée intervient presque toujours face au délabrement manifeste d'un système politique. Son intervention s'accompagne de promesses : stabilité, gouvernement meilleur, développement plus rapide et restauration prochaine d'un pouvoir civil démocratiquement élu. Pendant quelque temps, le système reprend vite, mais bientôt il entre dans un processus régulier de pourrissement. Au lieu de croître et de se développer, l'économie commence à stagner. Les forces armées elles-mêmes se politisent. Les officiers, qui ont goûté au pouvoir politique, refusent de retourner dans leurs casernes. Le gouvernement par l'armée, au lieu d'être un intermède correctif, se transforme en une opération politique prolongée, opération qui affaiblit doublement la nation qu'elle était pourtant censée ranimer. Le pouvoir militaire détruit le jeu normal des forces politiques, blessant ainsi mortellement la santé civique de la nation. Il altère également la discipline et la combativité des soldats et suscite des rivalités politiques aux échelons supérieurs de la hiérarchie.

2) La théorie du soldat - agent de développement

Avant d'examiner comment ces principes de gouvernement propres aux régimes militaires se vérifient aujourd'hui dans les faits, il serait utile de jeter un bref regard en arrière sur le cadre théorique dans lequel est née l'image, maintenant ternie, du soldat comme annonciateur de modernisation

et de développement. Cette image a fleuri dans les années 60. Elle fut construite par des penseurs américains et ouest-européens qui considéraient la prise et le contrôle du pouvoir par les militaires dans les nations nouvellement libérées, non seulement comme une réponse à la faiblesse structurelle et institutionnelle de ces nations, mais aussi comme un rempart infranchissable contre les soulèvements révolutionnaires.

Dans certains pays sous-développés, les armées étaient considérées comme la seule force « non contaminée » à l'intérieur de l'Etat, les vertus militaires étant incontestablement « supérieures » aux vertus civiles (1). Quelques théoriciens considéraient l'armée comme l'institution souvent la plus — et la mieux — occidentalisée de ces sociétés en voie de développement. D'autres y voyaient une « force capable d'inculquer un sentiment national », pratiquement la seule qui puisse rassembler les tribus ou les nationalités rivales et œuvrer à l'unité nationale (2).

Pour d'autres encore, l'armée était un facteur essentiel dans le processus de construction nationale. « Le coup d'Etat militaire est déterminant dans la poursuite et l'accélération de la construction nationale en Asie et en Afrique », observait un spécialiste américain des affaires asiatiques. Un autre affirmait que le corps des officiers supérieurs peut devenir « un noyau autour duquel les forces d'intégration nationale des divers groupes sociaux se rassemblent pendant une courte période, le temps nécessaire pour sortir de l'actuelle stagnation et procéder à un authentique décollage en vue du développement ». Certains de ces penseurs ont vu les militaires comme les modernisateurs les plus efficaces dans les pays où le développement est lié aux traditions. « Le bon soldat est aussi, jusqu'à

(1) M. Janowitz, « The Military in the Political Development of New Nations : an Essay in Comparative Analysis », Chicago 1964. Janowitz, comme bien d'autres, avait été profondément impressionné par la figure de Kemal Ataturk et le rôle joué par lui dans la construction nationale et la modernisation de la Turquie.

(2) Samuel P. Huntington a lui-même répandu cette thèse dans « The Soldier and the State ». Harvard 1957. cf. infra.

un certain point, un homme moderne. C'est ainsi que les armées des pays nouvellement indépendants en viennent à jouer un rôle clef dans le passage de méthodes traditionnelles à des idées et à une pratique plus occidentalisées ». Le rôle des militaires, soulignait un des auteurs, est de déclencher un processus *Keynésien* de développement dans le tiers monde, en formant des techniciens et des administrateurs, en favorisant l'alphabétisation et le sens civique.

L'euphorie de tous ces théoriciens sur la valeur des régimes militaires a commencé de s'écrouler au début des années 70. Bien que certains doutes eurent été émis dès les années 60, le premier coup mortel fut administré par Samuel P. Huntington dans son étude désormais célèbre, « Political Development and Decay ». (Développement et décadence politiques). Le coup porta d'autant mieux que ce professeur de Harvard avait été l'un des premiers admirateurs des régimes militaires. Portant son regard sur dix ans d'expérience politique dans les sociétés en voie de développement, Huntington arrive, en 1970, à la conclusion sévère que les chefs militaires « avaient obtenu peu de résultats dans leur entreprise de modernisation des institutions politiques). Le coup porta d'autant mieux que ce peuvent bien donner un élan à cette modernisation, mais ne peuvent pas construire un ordre politique stable ». A peu près à la même époque, la thèse qui avait fait des gouvernements militaires des agents du développement fut soumise à une attaque frontale. J.C. Hurewitz, analysant l'histoire politique du Moyen Orient entre 1950 et 1960, écrivit que le concept des armées modernisatrices, qu'elles interviennent ou non dans les affaires politiques, « peut être parfois un bon argument publicitaire, mais est toujours un piètre argument sociologique... Ses partisans enthousiastes se heurtent à la dure réalité des faits. Ils ont recours au raisonnement déductif et tendent à négliger l'évidence empirique ».

L'expérience des années 70 a encore érodé l'image des élites militaires en place dans certains pays du tiers monde. Rares sont les exemples où les chefs militaires, une fois au pouvoir, ont donné au pays

un gouvernement civil (3). L'expérience générale a confirmé l'adage selon lequel « les vieux soldats ne meurent jamais ». Dans certains pays comme l'Indonésie, le Pakistan, la Birmanie et le Bangladesh en Asie ; le Nigéria, le Soudan et l'Ethiopie en Afrique ; l'Argentine, le Chili et le Brésil en Amérique latine... l'armée semble faire inextricablement partie des systèmes politiques. Dans la plupart des cas, les régimes militaires ont négligé la création et le développement d'institutions sans lesquelles, comme l'a souligné Huntington, le progrès politique demeure un objectif insaisissable (4).

Là même où les dirigeants militaires, après s'être emparés du pouvoir, ont tenté d'élaborer des institutions politiques — tels Nasser en Egypte, Ayub Khan au Pakistan, Suharto en Indonésie — ces institutions manquent de vitalité. De tels régimes restent dangereusement établis sur les bases fragiles du culte de la personnalité ou du pouvoir coercitif, quand ce n'est pas des deux à la fois.

Si la stabilité des régimes militaires semblait rassurante dans les années 60, leur persistance s'est avérée inquiétante autour des années 70. Plus l'armée demeure au pouvoir dans un pays en voie de développement, plus la lutte qui l'oppose à la population civile est farouche et plus grands sont les risques d'une guerre interne et/ou d'une révolution violente. L'expérience d'un certain nombre de pays en a apporté la preuve. Au Pakistan,

(3) La revue hebdomadaire du *New York Times* rapportait le 25 février 1979 qu'en Amérique latine, les nations andines « progressent lentement vers la démocratie ». La même revue ajoutait cependant que, même en cas de remplacement des régimes militaires par des gouvernements civils régulièrement élus, le rôle des militaires dans les affaires politiques poserait un problème difficile à résoudre.

(4) Claude Welch, après avoir défendu avec enthousiasme le rôle modernisateur de l'armée, écrivait en 1971, non sans quelque amertume, à propos des militaires africains : « Ils sont incapables de construire par la force des institutions politiques légitimes ; ils ne peuvent pas transférer leur mode d'organisation au domaine civil ; ils ne sont pas équipés pour apporter la stabilité, la modernisation ou la participation politique ; ils manquent de souplesse et d'esprit d'initiative pour gouverner réellement. Peut-être vais-je apparaître excessivement sombre, mais je prévois, dans les Etats africains qui tombent entre les mains des militaires, un déclin politique et non le développement. » in « The Military and Modernization » n° 9.

depuis qu'elle est intervenue en 1954, l'armée est restée au pouvoir avec une seule interruption de cinq ans, entre 1972 et 1977. En trente années d'existence, le Pakistan a subi trois coups d'Etat réussis, deux coups d'Etat quasi militaires et deux tentatives de coups d'Etat militaires (5). Non seulement le régime militaire du Pakistan a gravement dénaturé la vie politique du pays et bloqué son développement normal, mais, paradoxalement, il n'a même pas réussi à préserver son intégrité territoriale : en 1971, il dut abandonner sa province orientale aux forces de libération du Bangladesh, efficacement aidées par l'Inde. Au Bangladesh, le régime militaire apparemment stable du général Zia ur Rahman, qui usurpa le pouvoir après le second coup d'Etat en 1975 et qui arbore maintenant une apparence quasi civile, a dû résister à rien moins que trois tentatives de putsch. Lors du premier coup d'Etat, le Président civil de la jeune république, Cheik Mujibur Rahman, avait été tué avec plusieurs membres de sa famille, certains de ses ministres ayant été emprisonnés avant d'être exécutés (6).

3) Croissance et développement.

Les régimes militaires qui ont pu apporter la stabilité dans leur pays ont rarement réussi à maintenir un rythme régulier de croissance et de développement. Le Shah d'Iran, avant le milieu de l'année 1978, apparaissait aux yeux du monde et aux yeux de son propre peuple comme un éclatant symbole de stabilité et un impressionnant agent de modernisation. Ces deux aspects positifs camou-

(5) C'est ce qu'a déclaré Zulfikar Ali Bhutto, premier ministre du Pakistan de 1972 à 1977, dans le testament politique qu'il a écrit en prison, peu de temps avant d'être condamné à la pendaison par le régime du général Zia ul Haq... ce régime que Bhutto appelaient « le cancer intérieur » du Pakistan. Cf. « If I am assassinated », Pran Chopra ed. New Delhi 1979.

(6) Au Bangladesh, où des élections nationales se sont déroulées au printemps 1979, un parti politique entièrement imaginé par Zia ur Rahman a obtenu les deux tiers des sièges à l'Assemblée Nationale avec à peine 41 % des suffrages validement exprimés. Les forces armées et la bureaucratie constituent l'une des trois composantes de ce parti au pouvoir. L'opposition accuse ces élections de n'avoir été ni libres ni justes.

flaient le caractère autoritaire et répressif d'un régime qui tirait sa force et sa puissance de la machine militaire que le monarque avait montée avec la coopération généreuse des Etats Unis et d'autres Etats occidentaux. Mais, comme Huntington le faisait remarquer dès 1970, modernisation n'est pas synonyme de développement politique. Le Shah a misérablement échoué dans l'élaboration d'un réseau d'institutions politiques, ce qui privait son pouvoir de force et de vitalité. Il est tombé comme un château de cartes sous l'assaut de la révolution religieuse-nationaliste de 1978-79 parce que, entre lui et son peuple, il n'y avait rien d'autre qu'une effrayante barrière de haine et d'animosité.

A la différence du Shah, le général Suharto, en Indonésie, a essayé de mettre en place certaines institutions, suivant en cela l'exemple de Nasser en Egypte, d'Ayub Khan au Pakistan et de Ne Win en Birmanie. Il a autorisé trois partis à mener un jeu politique « simplifié » : **Golongan Karaya**, en abrégé **Golkar**, est une fédération de groupes dits fonctionnels, dirigés par des généraux triés sur le volet. Cette fédération prétend diriger le pays en se réclamant de la majorité qu'elle s'est assurée aux deux élections de 1971 et 1977, obtenant chaque fois les deux tiers des sièges à pourvoir. Les forces armées se sont ainsi vues légitimées et intégrées à la vie politique indonésienne. Suharto leur a attribué une double fonction, celle de gouverner et celle de défendre le pays contre toute menace intérieure ou extérieure. Dans le gouvernement de 24 membres que Suharto a reconstitué à l'occasion de son troisième mandat présidentiel, on trouve 14 civils, dont 10 sont titulaires de doctorats universitaires, ce qui indique une participation croissante des technocrates à la gestion d'une économie de plus en plus complexe.

Le régime militaire a procuré à l'Indonésie la stabilité politique sans le développement institutionnel. L'Indonésie est peut-être calme, mais loin d'être tranquille. La morosité règne sur les campus universitaires, quand ce n'est pas l'agitation ouverte. Il y a un an environ, les tanks et les blindés avaient encerclé ces lieux d'effervescence et les forces de sécurité avaient été déployées dans la ville de

Djakarta pour dissuader d'éventuels manifestants. Les énormes revenus pétroliers ont été dilapidés, mais le lieutenant général Sutowo, ancien président de la compagnie pétrolière nationale Pertamina, fut publiquement disculpé de l'accusation d'abus de pouvoir. Il avait pourtant mené le pays au bord de la faillite par des dettes extérieures qui étaient montées en flèche jusqu'au chiffre incroyable de 10,6 Milliards de dollars. Lui-même possède un restaurant de plusieurs millions de dollars à New York. Le propre fils de Suharto, Sijit, est impliqué dans une escroquerie, la signature du Président ayant été falsifiée pour tenter de vendre une quantité massive de pétrole brut (7).

Les résultats économiques du régime Suharto sont loin d'être satisfaisants. Plus significatif encore, le taux de croissance a diminué ces dernières années. Malgré une richesse pétrolière très enviable (le pétrole, à lui seul, a rapporté au pays plus de 7 Milliards de dollars en 1977, soit 10 % de plus que le total des exportations de l'Inde pour la même année), les 140 millions d'Indonésiens sont, à bien des égards, plus mal lotis que les 640 millions d'Indiens. Dilip Mukerjee, journaliste indien de renom, écrivait de Djakarta en avril 79 :

« Un bref coup d'œil aux indices de prospérité générale montre que l'Inde, malgré son omniprésente pauvreté, fournit à son peuple des vivres qualitativement meilleurs (en termes de protéines par habitant) et quantitativement semblables (en nombre de calories). Pour ce qui est du taux d'espérance de vie, de la mortalité infantile, de la proportion des inscriptions dans les écoles secondaires et de l'accès aux points d'eau potable, l'Inde a obtenu de meilleurs résultats en bientôt 30 ans de planification. L'Indonésie, cependant, dépasse l'Inde dans certains domaines tels que l'alphabétisation des adultes (60 %) ou la possibilité d'acquérir des tissus pour le vêtement (14 m par habitant contre 12,8 en Inde).

(7) Dilip Mukerjee. *The Times of India*. Avril 1979. cf infra.

« Ces comparaisons sont utiles car elles donnent une idée des tâches que doit affronter l'Indonésie au début de son troisième plan quinquennal. Celui-ci prévoit des dépenses totales de 35 Milliards de dollars, tandis que le sixième plan indien en prévoit 150. En fonction de sa population actuelle, l'Indonésie doit dépenser 250 dollars par habitant et l'Inde 235 durant la même période de 5 ans.

« Alors que l'Inde s'attend à un taux optimiste de croissance de 4,7 % pour 1978-1983, l'Indonésie a dû réviser ses prévisions en baisse à 6,5 %. Trois raisons à cela : les limites des ressources financières, les insuffisances de gestion et d'administration, un nouvel effort de justice sociale qui demande un développement plus décentralisé que par le passé ».

4) L'horizon africain.

18 des 35 pays indépendants de l'Afrique sub-saharienne sont gouvernés par des militaires. Plusieurs tentatives ont eu lieu pour revenir à un pouvoir civil ; toutes ont échoué, à l'exception d'une seule (8). En Sierra Leone, le gouvernement militaire en exercice pendant un an fut renversé en

(8) Depuis que cet article a été écrit, deux autres pays de l'Afrique sub-saharienne ont effectué ce passage d'un régime militaire à un gouvernement civil... ce qui ne veut pas nécessairement dire démocratique : le Ghana en juin 79 et le Nigéria en octobre de la même année. A propos du Ghana, voici ce qu'écrivit Jean-Pierre Langellier dans le « Bilan économique et social 1979 », publié par *Le Monde* en janvier 80 : « Beaucoup de Ghanéens estiment que le passage au pouvoir des officiers du Conseil révolutionnaire des forces armées a été trop éphémère — moins de quatre mois — pour permettre au gouvernement civil de M. Hilla Limann de réussir la relance de l'économie. En usant de la manière forte contre les spécialistes de l'accaparement et de la fraude en tous genres, les militaires ont obtenu quelques résultats ponctuels : baisse des prix des produits locaux et des loyers, amélioration de la collecte de l'impôt ; mais la contrebande et la corruption ont fait leur réapparition. L'inflation a dépassé 100 % en 1979, tandis que le déficit budgétaire atteignait 20 %. » (p. 88). Le même auteur écrit à propos du Nigéria : « Le gouvernement civil de M. Shehu Shagari, formé en octobre 79, a choisi de poursuivre, jusqu'à l'établissement du nouveau budget en mars 80, la politique d'austérité mise en œuvre par ses prédécesseurs militaires » (en place depuis 1966)... (p. 89) - Note de la rédaction.

avril 1968 et remplacé par un gouvernement civil que dirige le Président Saïka P. Stevens.

Un des plus grands pays africains à régime militaire est le Zaïre, vaste nation fluviale aux 22 millions d'âmes, riche en ressources minérales dont le cuivre et l'uranium. Le général Mobutu Sese Seko y gouverne depuis 1965 avec le soutien de l'armée, le parlement ayant été délibérément placé sur la touche. En février 1979, le **New York Times** écrivait que le régime de Mobutu avait réussi à transformer le plus riche pays africain non producteur de pétrole en l'une des plus pauvres régions du continent. L'économie est pratiquement en faillite. Les ressources provenant de l'importante aide extérieure ont été dilapidées en projets grandioses, mal conçus et mal gérés. Le gouvernement s'est mis en retard dans le paiement de ses dettes. Mobutu lui-même « est une figure isolée, impopulaire chez lui, ignoré par la plupart des autres pays africains, dénigré à l'Est et embarrassant pour l'Ouest. »

Le pays est au bord de la ruine. La province du Shaba, envahie en 1977 et à nouveau en mai 78 par des rebelles exilés en Angola, est toujours contrôlée par 2 500 soldats venus d'autres pays africains. La menace d'une invasion a reculé, mais on ne peut écarter le risque d'une insurrection locale.

Il y a des causes réelles de mécontentement partout dans le pays. Le niveau de vie n'a jamais été aussi bas. Les hommes d'affaires européens ont quitté le pays après que leurs exploitations et leurs entreprises eurent été nationalisées en 73 et 74 ; ils sont maintenant rappelés et invités à en reprendre possession. Le Fonds Monétaire International et les nations occidentales créditrices assument le contrôle des banques, des finances, des douanes et des transports. Le Zaïre a une dette de 3,5 Milliards de dollars qu'il ne pourra payer en temps voulu. Sans devises étrangères pour acheter des pièces détachées et des fournitures de base, les petites industries ferment et les grosses opèrent à 50 % de leur capacité. L'infrastructure s'écroule : les routes qui relient les capitales provinciales sont devenues impraticables, la moitié des locomotives sont immobilisées et la compagnie Air Zaïre annule plus de vols qu'elle n'en assure.

Les 60 000 hommes qui constituent l'armée et la gendarmerie paramilitaire vivent dans des conditions honteuses. Sous-alimentés et sous-payés, ils sont conduits à piller et à voler en toute impunité. Un diplomate a estimé que, lors de la dernière invasion du Shaba, 85 % du pillage de Kolwesi n'avait pas été le fait des rebelles, mais des soldats zaïrois qui avaient occupé la ville après l'intervention des Français et des Belges. Les observateurs sont d'accord pour dire que la corruption est endémique et qu'elle commence au plus haut de l'échelle : d'après des diplomates et des hommes d'affaires, le Président lui-même préleve 10 % sur la plupart des contrats internationaux de commerce. Cette corruption pénètre la société tout entière : les élèves des écoles primaires doivent payer 5 dollars pour passer dans la classe supérieure, l'ancien ministre de la culture a vendu les trésors du musée national, le ministre des postes détourne les mandats, les généraux vendent l'essence destinée aux camions militaires, les médecins vendent au marché noir les médicaments des hôpitaux...

5) L'expérience latino-américaine.

En Amérique du Sud aussi, le « modèle militaire » s'est affaibli considérablement depuis les années 70, bien que les militaires continuent de dominer la vie politique du sous-continent. Les forces armées sont solidement implantées en Argentine, au Chili, en Uruguay, au Paraguay et au Brésil, tandis que les nations Andines - Pérou, Equateur, Bolivie — semblent opérer une transition chaotique du pouvoir militaire au pouvoir civil. Cette transition, cependant, ne se fait nulle part en douceur. Les militaires eux-mêmes sont partagés sur la question de la restauration du pouvoir civil. Ceci confirme notre hypothèse que l'exercice prolongé d'un gouvernement militaire engendre une situation de guerre civile à l'intérieur même des forces armées, affaiblissant ainsi la capacité de défense de la nation contre une agression extérieure.

Selon le **New York Times**, cet affaiblissement du « modèle militaire » dans plusieurs pays latino-américains « est apparemment le résultat d'une opposition croissante de la population civile et d'un désenchantement des militaires eux-mêmes ». Après avoir renversé les gouvernements civils, accusés de corruption et d'incompétence, les régimes militaires ont promis des plans de développement nationaux, des réformes sociales et une administration efficace, mais ils ne sont pas parvenus à fournir assez d'emplois, à stopper l'inflation ou à répondre à d'autres nécessités. Ils ont au contraire gonflé la bureaucratie, créé des entreprises d'Etat inefficacement gérées par des officiers et accumulé d'énormes dettes pour les achats d'armements ». Ces régimes ont dû réprimer de plus en plus durement la montée du mécontentement populaire. « Les officiers reconnaissent que leur présence massive aux gouvernements les a rendus impopulaires et a contribué à affaiblir leur unité professionnelle ». Aussi, la tendance est-elle à l'élaboration d'une « formule pratique » leur permettant de participer indirectement aux décisions politiques sans en prendre directement la responsabilité.

6) Le bilan des régimes militaires.

Le processus de croissance et de développement, tant politique qu'économique, s'est révélé coûteux, long et brutal pour les pays qui sont maintenant considérés comme pleinement développés ; il en va de même pour les autres, atteints de plein fouet par le sous-développement dans la crise des dernières décennies de ce vingtième siècle. L'histoire politique des nations en voie de développement se caractérise par un haut degré de violence, conséquence de facteurs internes et externes fréquemment imbriqués les uns dans les autres. Toute intervention militaire est un cas de violence, qu'elle aboutisse ou non à la prise de pouvoir, qu'elle soit provoquée par l'ambition politique d'opportunistes locaux ou par des puissances étrangères. Au Moyen Orient, on dénombre 83 coups d'Etat ou tentatives de coups d'Etat militaires entre

1949 et 1972 ; 12 d'entre eux eurent lieu entre 1970 et 1972, et 4 furent réussis. L'Amérique latine a connu 81 putsch militaires en 27 ans, de 1945 à 1972 ; 15 d'entre eux eurent lieu dans la période 70-72 et 7 furent réussis. Dans l'Afrique sub-saharienne, on compte 78 interventions militaires entre 60 et 72 ; 22 entre 70 et 72, dont 7 réussies. En Asie, 41 coups d'Etat entre 1949 et 1972, dont 12 depuis 70 et 4 réussis (9). De telles statistiques ne confirment pas seulement la fréquence des interventions militaires dans les affaires politiques du tiers monde, elles montrent en outre que cette fréquence s'est accrue de façon alarmante pendant ces dix dernières années. Cela constitue sans aucun doute un signe du déclin des institutions politiques et des gouvernements du tiers monde, en même temps qu'un signe de la crise politico-économique générale qui a dominé le monde durant la même période.

Non seulement le pouvoir militaire n'a pas réussi à moderniser et à développer la plupart des nations du tiers monde, mais il n'a même pas su empêcher les guerres et les insurrections. Gavin Kennedy a montré que, jusqu'en 1971, environ un tiers de toutes ces nations fut impliqué dans des guerres et la moitié dans des insurrections. Grâce à un classement selon trois genres de systèmes politiques — de parti, monarchique, militaire — G. Kennedy a mis en évidence les phénomènes suivants : la plus grande fréquence insurrectionnelle apparaît dans les pays gouvernés par des militaires et la plus faible dans ceux qui ont un système de partis. En ce qui concerne la fréquence des guerres, les régimes militaires se rangent en seconde place, derrière les monarchies, mais loin devant les systèmes de partis. Ce même auteur nous met en garde contre la tentation de conclure hâtivement de ces données à une relation causale entre violence et gouvernement militaire. Il a cependant noté que « sur quinze pays qui ont consacré à leur défense une moyenne supérieure au cinquième du budget national pendant les années 60, dix d'entre eux

(9) Ces statistiques sont empruntées à Gavin Kennedy : « The Military in the Third World ». London.

ont connu un régime militaire pour tout ou partie de cette période... » (10). Pour ce qui est des années 70, pratiquement aucun pays du tiers monde gouverné par des soldats n'a consacré moins du cinquième de son budget à l'entretien de forces armées et aux achats d'armes.

Traduction ANV de l'article
« The modernising soldier: end of a myth »
paru dans le « Bulletin of Peace Proposals »
Vol. 10, n° 2, 1979. Oslo, Norvège (11).

Il est question, de plus en plus, d'un vaste consortium USA-Egypte-Israël de fabrication d'armements (EURABIA - Fév. 1980).

« Les trois partenaires de cet accord doivent avoir des rôles complémentaires. Celui des USA consiste à fournir à titre gouvernemental, ou par des entreprises privées, la définition des programmes et la technologie de base, ainsi que l'essentiel des capitaux requis ; les deux autres apportent le lieu d'implantation et la main-d'œuvre, qualifiée pour Israël, non qualifiée pour l'Egypte. Les armes et les dispositifs sophistiqués (engins de guidage de missiles) seraient fabriqués en Israël, tandis que les programmes réclamant une main-d'œuvre abondante (assemblage de véhicules, armes légères...) seraient réservés à l'Egypte. D'après l'ARAB PRESS SERVICE, les armements ainsi produits seraient destinés aux marchés d'Afrique et du Moyen-Orient. »

(10) Gavin Kennedy a découvert que les régimes militaires du Moyen Orient, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont consacré une moyenne de 20,5 % de leurs revenus annuels à la défense armée durant les années 60, tandis que pour les gouvernements non militaires, le chiffre correspondant est de 14,3 %. (Ibid.).

(11) Note de la rédaction : Les notes originales faisant uniquement référence à des ouvrages écrits en anglais n'ont pas été transcris. Seules ont été conservées celles qui apportaient au texte des précisions complémentaires. Les lecteurs qui désireraient connaître l'intégralité de ces notes bibliographiques peuvent s'adresser à Olivier Vial, BP. 44, 74300 Cluses.

Le régime du Shah : mort du surarmement ?

Toute l'idéologie de la défense armée repose sur la conviction que plus on est armé, plus on est fort. Ceux qui critiquent cette « évidence » passent pour de doux rêveurs... Or l'actualité récente vient de fournir un exemple qui mérite réflexion : la chute du régime du Shah. Car c'est trop peu de dire que le Shah a été renversé malgré son immense puissance militaire ; en fait, il a été renversé à cause des distorsions internes causées très largement par son intense effort de militarisation. C'est du moins la thèse soutenue par Michael T. Klare, de l'Institut d'Etudes Politiques de Washington, dans le numéro d'août de la revue *The Progressive* (1). Voici un résumé synthétique de son article.

C. M.

En décembre 1967, le gouvernement britannique annonça sa décision de mettre fin à sa présence militaire dans le Golfe Persique avant 1971. Consternation aux USA : il fallait d'urgence trouver un remplaçant pour contrôler cette région. Après avoir envisagé plusieurs hypothèses (notamment celle de remplacer eux-mêmes la Grande-Bretagne), les stratèges américains et l'administration Nixon décident, en 1969, de chercher sur place des « gendarmes ». Leur choix se porte sur l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Il devient assez vite évident que l'Arabie Saoudite n'est pas en mesure d'assurer ce rôle : son armée est petite ; ses dirigeants sont peu ouverts

sur le monde extérieur. L'Iran, au contraire, a une armée bien équipée, forte de 150 000 hommes ; le Shah a déjà exprimé la vocation naturelle de l'Iran à être le « gardien » du Golfe. Il est tout à fait disposé à revendiquer des responsabilités plus larges, des responsabilités « mondiales, comme gardien et protecteur de 60 % des réserves mondiales de pétrole », comme il le dit lui-même à *Newsweek* en 1973. Joignant le geste à la parole, cette même année 1973, il envoie les forces iraniennes à Oman pour aider à écraser un soulèvement gauchiste dans le Dhofar.

Les stratèges américains sont convaincus que le pouvoir du Shah est solide : l'argent du pétrole lui permet d'acheter le soutien des couches modernisées du pays (bureaucrates, entrepreneurs) ; et la SAVAK, avec l'aide de la CIA, est une garantie efficace contre toute subversion politique. C'est donc le partenaire idéal.

Le prix à payer, ce sera, bien évidemment, de fournir au Shah un arsenal ultra-moderne. Au début, cela n'ira pas sans certaines réticences au Pentagone : fournir à un régime étranger, fût-il le plus ami possible, les armes les plus modernes, n'est-ce pas risquer de voir des secrets de fabrication parvenir à une puissance ennemie ? Face à ces réticences, le Shah réagit par une sorte d'ultimatum : ou bien vous me donnez tout ce que je demande, ou bien je renonce au rôle de gendarme. En mai 1972, Washington cède sur toute la ligne : Nixon et Kissinger en personnes se rendent à Téhéran pour mettre au point l'accord secret qui autorise le Shah à acheter

sans limite tous les systèmes d'armes qu'il voudra. Le résultat est immédiat : de 500 millions de dollars en 1972, les achats d'armes US par l'Iran passent à 2 200 en 1973, 4 300 en 1974. Ce sont des avions de combat, des radars de surveillance, des hélicoptères, des missiles anti-tanks, etc... Entre 1972 et 1978, le Shah commandera pour plus de 20 000 millions de dollars d'armes aux USA, chiffre qui est égal au double de tout ce que les USA ont vendu comme armes entre 1945 et 1970 au monde entier ! Entre 1970 et 1978, 25 % des ventes d'armes USA dans le monde ont eu l'Iran pour client. Pour être précis, il faut dire qu'en raison du délai entre les commandes et les livraisons, seulement la moitié de ces commandes avaient été effectivement livrées au moment de la chute du Shah.

Cette situation suscita des critiques à l'intérieur même des USA. En 1976, un Comité d'enquête sénatorial déclara que « depuis 3 ans, les ventes d'armes US à l'Iran se faisaient sans contrôle ». En raison de l'accord secret de 1972, même les procédures officielles n'étaient pas respectées.

Toutes ces armes modernes exigent un important personnel d'assistance technique que l'Iran n'avait pas. Des « mercenaires à col blanc » furent donc envoyés des USA par milliers. De 3 600 en 1973, leur nombre devait dépasser 25 000 en 1980, si tout avait continué comme prévu. Ces techniciens devenaient si essentiels à l'armée iranienne que les USA pouvaient exercer un véritable « droit de véto » sur les activités militaires iraniennes par la seule menace de les rapatrier.

(1) *The Progressive*, August 79, 408, W. Gorham St. Madison, WI, USA.

Au début de 1974, le quadruplement subit des prix du pétrole déséquilibra la balance des paiements américaine. La Maison Blanche chercha tous les moyens possibles de récupérer des « pétro-dollars » : la vente d'armes aux pays producteurs de pétrole était évidemment un des moyens les plus simples. Et l'Iran ne demandait pas mieux que d'en acheter encore et encore. Un Assistant du Secrétaire à la Défense, P. Clements, déclara au Congrès que « tout ralentissement dans les exportations d'armes diminuerait la contribution que ces ventes peuvent apporter au renforcement de la sécurité du monde libre et à l'équilibre de la balance des paiements des USA. »

Le Shah, de son côté, avait de plus en plus d'argent pour acheter des armes et réaliser son rêve de « recréer le Grand Empire Perse du passé. » Et les USA ne firent rien pour décourager cette mégalo manie. D'autres facteurs personnels entraient en jeu : le Shah était un pilote lui-même, fin connaisseur en matière d'avions militaires; il essayait souvent en personne les avions qu'il voulait acheter. Il ne perdait pas une occasion de se vanter de ses connaissances techniques et pratiques en ce domaine.

Un des premiers effets internes de ces achats d'armes par le régime iranien fut le développement considérable de la **corruption** des fonctionnaires. Comme il y avait de nombreuses compagnies en compétition sur le marché d'armes iranien, c'est à qui offrait les plus gros pots de vin pour s'assurer les contrats. Certes, il y avait déjà de la corruption auparavant, mais elle atteignit des proportions inouïes : pour un marché de 2 000 millions de dollars, concernant des avions F-14, la firme Grumman versa pour 28 millions de pots de vin. Entre 1972 et 1975, c'est probablement plus de 200 millions de dollars qui furent ainsi distribués généreusement, sous la table, à quelques personnes haut placées

dans les ministères et dans l'armée d'Iran. Certains scandales devinrent publics : l'un d'eux concernait le propre beau-frère du shah ; un autre, le vice-ministre de la guerre. Le shah essaya de se dédouaner, en 1976, en faisant arrêter quelques sous-fifres. Mais il avait commencé à s'aliéner une partie de la classe commerçante et industrielle, jalouse ou indignée des priviléges accordés à certains.

Deuxième facteur de déstabilisation due aux achats d'armes : l'**inflation galopante**. En 1973-74, le Shah avait profité de sa richesse nouvelle en pétro-dollars comme si elle devait durer toujours. Mais, dès 1975, la crise économique mondiale avait réduit les achats de pétrole. Bien que ses recettes en pétrole aient diminué cette année-là de 12,5 % sur 1974, il augmenta ses dépenses de 26 % ! L'inflation prit des proportions inquiétantes, atteignant 30 % en 1977. Les salaires des fonctionnaires, travailleurs du pétrole, soldats, membres de la classe moyenne, étaient loin de suivre cette progression.

Le Shah réduisit alors légèrement ses achats d'armes et chercha à créer dans le pays même un complexe de production militaro-industriel moderne : usines d'hélicoptères, constructions aérospatiales, ateliers de montage et de réparation : tout cela était au stade des études ou des premiers travaux quand le régime s'effondra en 1979. Là encore, des désaccords internes s'exprimèrent, du côté des intellectuels et des économistes cette fois : ces industries de haute technologie, à forte concentration de capital pour peu de travail, ne leur semblaient pas le meilleur choix pour le développement du pays.

La présence massive de techniciens et de militaires américains (mais aussi anglais, français et ouest-allemands) allait être le troisième facteur de déstabilisation interne. Ces gens-là, très bien payés, étaient en compétition avec la classe moyenne iranienne pour

trouver des logements confortables dans Téhéran surpeuplé. Les locations d'appartements atteignaient des niveaux de prix inabordables pour bien des Iraniens. De plus, les mœurs de ces Occidentaux offensaient profondément les sentiments d'une population musulmane très conservatrice.

Au sein même de l'armée, les jeunes officiers, les techniciens se trouvaient sous la supervision des étrangers. Leur mécontentement prit parfois la forme du sabotage, notamment dans l'Armée de l'Air, où plusieurs avions F-5 furent sabotés par du personnel militaire en Décembre 78.

Tout ce mécontentement croissant mena aux premières manifestations publiques : étudiants, ouvriers, chefs religieux. L'armée fut alors appelée pour écraser dans l'œuf ces mouvements. Des milliers de civils furent tués ; plus encore blessés et emprisonnés. Le matériel militaire américain livré à l'Iran comprenait bien évidemment du matériel anti-émeute : gaz lacrymogènes, armes portatives, casques, matraques, etc... La livraison de ces matériels très spéciaux fut annoncée publiquement par l'administration Carter, au moment même où le Shah décrétait la loi martiale dans tout le pays ! Les pilotes iraniens tiraient dans les rues de Téhéran à partir d'hélicoptères US ; l'armée patrouillait dans les rues dans des tanks US : il n'est pas étonnant que le peuple iranien ait associé aussi étroitement les USA au régime du Shah dans sa haine et sa soif de vengeance...

Un membre du Congrès américain, parlant de la politique militaire du Shah, a dit un jour que « jamais dans l'histoire mondiale, on n'a vu une nation, en temps de paix, construire aussi rapidement une puissance militaire. » Ce jugement qui se voudrait admiratif sonne à nos oreilles, après coup, comme l'épitaphe d'un régime : mort étouffé sous le poids de ses armes.



Comment meurt l'autre moitié du Monde ?

En suivant le regard de Susan George... (1)
par Lucien Bigeault.

« Les bébés sous-alimentés, les mères minées par la faim et les cadavres émaciés d'Asie ne sont pas le fruit du hasard... Leur condition n'est pas inévitable ; elle est provoquée par des forces identifiables qu'il est possible de maîtriser. »

Cette phrase qui commence le livre de Susan George illustre bien la façon dont elle entend traiter le problème de la faim dans le monde. Elle s'adresse à nous, occidentaux sur-consommateurs, et nous demande de mettre nos sentiments de culpabilité de côté pour regarder la vérité en face. La faim n'est pas le résultat des caprices de la nature sur le « vaisseau spatial Terre », ni celui de la démographie galopante, ni encore celui de la paresse et de la passivité des paysans du tiers-monde. Si ce sont là parfois des facteurs aggravants dans des situations localement critiques, ce ne sont en aucun cas des causes premières comme on voudrait nous le faire croire. « La nourriture est devenue une source de profit, un outil de contrôle économique et politique, un moyen d'assurer une domination efficace sur l'ensemble du monde et particulièrement sur les *damnés de la terre*. »

Le but de ce livre lucide et courageux est de nous aider à identifier les forces qui contribuent à créer la faim

dans le monde et qui se cachent derrière le rideau de fumée des clichés officiels et des mythes populaires entretenus par les médias. Alors, quelles sont ces forces ? Ce sont « les multinationales agro-alimentaires, les gouvernements occidentaux avec leur politique d'aide alimentaire et les organisations d'aide au développement,

(1) Susan George est née aux USA et a fait ses études à Smith College et à la Sorbonne où elle a terminé une licence de philosophie en 1967. Elle a soutenu une thèse de doctorat de troisième cycle à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales au début de 1978. Militante active contre la guerre du Vietnam, elle a été nommée membre du Transnational Institute, affilié à l'Institute for Policy Studies à Washington qui regroupe des chercheurs de la « nouvelle gauche américaine ». Avec une équipe du Transnational Institute elle a participé à l'élaboration d'un « contre-rapport » pour la Conférence Mondiale de l'Alimentation tenue à Rome en novembre 1974. « Comment meurt l'autre moitié du monde », son premier livre a été publié en Angleterre en 1976, aux USA en 1977, en France en 1978, chez Robert Laffont (collection Réponses/Ecologie). Susan George est mariée et a trois enfants. En plus de ses nombreux voyages à l'étranger, elle accepte volontiers, quand elle le peut, d'animer des débats ou de faire des conférences pour les groupes « tiers-mondistes » français. Elle était présente à Strasbourg auprès de Marco Panella et de Roger Garaudy, lors du débat de l'Assemblée européenne sur l'aide au tiers monde, en décembre 1979.

supposées neutres, qui partagent la responsabilité de la crise alimentaire. Ces forces coopèrent avec les élites locales, elles-mêmes formées et protégées par les puissances du monde développé. La puissance des Etats-Unis prépare le terrain et impose progressivement son contrôle à toute la planète. Seuls ceux qui deviendront des consommateurs auront le droit de manger dans ce *meilleur des mondes* qui prend forme sous le contrôle des pays nantis. Les solutions libérales proposées par l'Occident pour nourrir le monde — contrôle des naissances, révolution verte — sont précisément celles dont les pauvres n'ont pas besoin. Seul le changement social, autrement dit la justice, permettrait de résoudre ces problèmes. »

La démonstration de Susan George est étayée par une documentation très abondante sur les problèmes de sur-population, l'agriculture des pays riches et des pays pauvres, les transferts de technologie, la révolution verte, les complexes agro-alimentaires, le système d'assistance des Nations Unies et de la Banque Mondiale. Elle bouscule les idées préconçues que nous pourrions avoir sur tous ces sujets et que les littératures et slogans officiels nous ont insidieusement forgées.

La révolution verte

La découverte de variétés de céréales à haut rendement qui a valu à son principal artisan, le généticien Norman Borlaug de la Fondation Rockefeller, le prix Nobel de la Paix 1970 — et non celui de Biologie ! — devait résoudre définitivement le problème de la faim dans le monde. Qu'en est-il en réalité, vingt ans après son lancement dans les pays du tiers-monde ?

C'est dans les années 50 que les variétés à haut rendement de blé et de maïs furent introduites au Mexique. Dix ans après ce pays triplait sa production céréalière, la Fondation Ford s'allia à la Fondation Rockefeller pour reprendre des expériences en Asie avec le riz, fondant en 1962 l'Institut International de Recherche sur le Riz à Manille, aux Philippines. Et la révolution verte déferla sur l'Asie : riz aux Philippines, en Indonésie, en Corée, à Taiwan, au Vietnam, au Bangladesh et en Inde, auquel s'ajouta le blé pour ce dernier pays. Ces céréales-miracles à cycle court qui permettent jusqu'à trois récoltes par an sont cependant totalement étrangères aux environnements locaux et ne peuvent remplir leurs promesses que dans un environnement totalement artificiel créé à grand renfort de pesticides, d'herbicides, d'engrais chimiques que les multinationales occidentales se font un plaisir de fournir au prix le plus rémunérateur. Certes, on multiplie les rendements par trois, mais à condition de faire de

très coûteux investissements en « intrants » chimiques, sans oublier une irrigation très abondante et régulière et un calendrier rigoureux d'interventions précises. La mise en service de tous ces produits est grandement facilitée par les machines que les sociétés agro-alimentaires s'empressent de fournir à ceux qui peuvent payer, c'est-à-dire aux gros propriétaires terriens. Les petits paysans, dans la plupart des cas, ont été piégés par les multinationales qui, par l'intermédiaire des grands organismes d'aide des Nations Unies et les pressions des gouvernements locaux, ont fourni à bas prix les semences à haut rendement et les produits chimiques nécessaires à leur culture pendant deux ou trois ans. Puis, les prix ont monté au niveau international suivant la courbe vertigineuse des augmentations du prix du pétrole. Les sols cultivés ainsi s'appauvrisent rapidement, et pour maintenir les hauts rendements il faut tous les ans augmenter les doses d'engrais, sans oublier d'augmenter aussi celles des pesticides, car les divers « parasites » s'habituent. Le petit paysan qui n'a pas les moyens d'investir, toujours plus, voit alors son rendement diminuer jusqu'à redescendre à celui des variétés traditionnelles mais qui, elles, ont un meilleur goût et une valeur plus forte en protéines. Les dégâts sur l'écosystème sont presque irréversibles, l'humus disparaît. Les variétés traditionnelles disparaissent aussi dans certaines régions, perte irremplaçable pour le patrimoine génétique de la planète.

Le petit paysan ne pouvant faire marche arrière s'endette toujours plus pour payer les « intrants » de sa prochaine récolte. N'ayant pas assez de terres pour garantir un emprunt auprès du Crédit Rural gouvernemental, il doit passer par les taux d'intérêt exorbitants des usuriers ou des gros propriétaires, et le plus souvent ne pouvant rembourser ses dettes il doit abandonner son dernier lopin de terre au gros propriétaire qui va ainsi pouvoir agrandir son domaine et tirer pour lui le meilleur profit de la révolution verte. Les propriétaires « absents » qui vivaient en ville et louaient leurs terres à des métayers, ont maintenant repris la culture de leurs terres car, avec le blé ou le riz à haut rendement, le crédit gouvernemental pour financer l'achat des machines et les prix subventionnés pour les engrains, la culture devient maintenant rentable. Les paysans qu'ils ont spolié de leurs terres, les métayers qu'ils ont jetés dehors iront grossir le nombre des sans-terre et sans-travail, qui auront le choix, soit de louer leurs bras pour des salaires de misère, soit d'aller grossir la foule des bidonvilles aux portes des grandes villes.

La révolution verte qui devait nourrir les affamés a fortement contribué à en créer beaucoup d'autres car, si l'Inde est devenue exportateur de céréales comme le Mexique, il y a toujours plus d'hommes, de femmes et

d'enfants mal nourris ou affamés dans ces deux pays, simplement parce qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire à l'achat de ces céréales miracles qui s'amoncellent dans les silos et qui seront exportées pour nourrir le bétail. Depuis une dizaine d'années, l'Inde n'a jamais connu autant de conflits violents entre petits paysans et propriétaires, ce qui a conduit le Gouvernement à augmenter les forces de police dans les campagnes pour y maintenir l'ordre des nantis.

Comme le dit Susan George « ce qui est certain, c'est qu'en dehors du profit réalisé par les multinationales, la révolution verte a été considérée par divers intérêts américains comme une alternative à la réforme agraire et aux changements sociaux que celle-ci nécessitait... Les intérêts occidentaux ont introduit la révolution verte pour vendre leur technologie mais aussi pour favoriser la stabilité sociale par le biais de l'accroissement de la production alimentaire et du renforcement d'une classe rurale bourgeoise dans les pays qu'ils considèrent menacés par le « communisme ». Aujourd'hui, il apparaît clairement que partout où la révolution verte a été adoptée, l'agriculture n'est plus pensée comme un moyen de nourrir le peuple mais comme un « investissement rentable », suscitant de profonds changements dans les rapports entre la terre, le travail et le capital, entre l'agriculture, le commerce et l'industrie et entre la ville et la campagne. »

Dans un système social différent impliquant un effort concerté pour rendre la nouvelle technologie accessible à tous, comme cela se passe au Nord-Vietnam, la révolution verte pourrait être ce qu'elle prétendait être : un moyen d'aboutir à l'autonomie des pays en voie de développement et à la solution du problème de la faim. Mais il faudrait ajouter quand même que la « faim » ne justifie pas les moyens et qu'en voulant résoudre le problème de la faim au plus vite par des moyens artificiels écologiquement dangereux, on en arrive à hypothéquer lourdement l'héritage biologique des générations à venir. Une agriculture respectueuse de l'écosystème, faisant appel à des techniques « naturelles » simples mais scientifiquement établies, recyclant les déchets végétaux comme engrais, utilisant des machines simples fabriquées sur place, pourrait seule permettre de donner du travail à tous et de préserver sinon d'enrichir les sols, garantie de la survie et du bien-être des enfants et des petits-enfants. Mais là encore, la solution passe par la réduction des extrêmes inégalités dans les pays en voie de développement, ce qui exige la mise en place de véritables réformes agraires, à moins qu'elles ne soient imposées par la violence des révolutions.

Le complexe agro-alimentaire

Le complexe agro-alimentaire se définit comme « l'ensemble de la production et de la distribution des fournitures pour l'agriculture, les opérations de production au niveau des exploitations ainsi que le stockage, la transformation et la distribution des produits agricoles et des aliments transformés ». Certaines compagnies agro-alimentaires utilisent donc la terre et la main-d'œuvre d'un pays sous-développé afin de produire de la nourriture pour exporter vers les marchés des pays développés qui paieront le maximum pour leurs produits. On peut les comparer à des entreprises d'exploitation minière car elles fonctionnent véritablement comme des « industries d'extraction ». Le tollé général soulevé par les implantations industrielles des multinationales dans le tiers-monde, quoique justifié, occulte les investissements agricoles des multinationales agro-alimentaires, les nouveaux prix alimentaires mondiaux rendant ces investissements particulièrement avantageux. Les implantations progressives et durables de ces multinationales dans l'agriculture du tiers-monde pourraient avoir des conséquences encore plus graves que celles de la Révolution Verte. En effet « si la Révolution Verte s'est révélée un désastre social, les effets que nous pouvons légitimement attendre de l'intrusion du complexe agro-alimentaire au sein des sociétés rurales traditionnelles risquent d'être catastrophiques. Bon nombre de preuves permettent déjà de penser que le complexe agro-alimentaire est capable de détruire tout ce qu'il touche : les structures locales de l'emploi, la production vivrière, les habitudes des consommateurs, voire les structures villageoises et familiales traditionnelles ».

En fait le complexe agro-alimentaire sévit à deux niveaux. Tout d'abord, comme au bon vieux temps de la colonisation mais avec encore plus d'efficacité, il réserve à son usage exclusif les meilleures terres arables des pays sous-développés pour produire des cultures dites « de rente », coton, café, cacao, arachide, primeurs, élevage, etc... Ensuite, le complexe agro-alimentaire cherche à vendre aux classes riches du tiers-monde, mais aussi à la grande masse des populations, des produits « superflus » fabriqués sur place ou ré-importés des pays occidentaux où les matières premières du tiers-monde ont été transformées (2). Il est bien évident que nous, consommateurs occidentaux, sommes la cible privilégiée des

(2) Voir le dossier publié sur ce sujet par « Le Monde diplomatique » du mois de mai 1980.



multinationales de l'alimentation dont les publicités agressives envahissent les pages de nos journaux et de nos magazines sans oublier nos écrans de TV. Plus les matières premières de base sont transformées, plus nous les payons chers et plus les profits sont grands pour ces multinationales. Heureusement les associations de consommateurs qui sont nées dans les pays occidentaux il y a une vingtaine d'années ont permis aux consommateurs d'y voir plus clair et de faire un choix, non plus sur la seule publicité des fabricants mais en fonction d'une analyse impartiale des produits. Dans les pays du tiers-monde, cependant, qui peut s'interposer entre le producteur et le consommateur ? Les médecins travaillant dans les villages mexicains rapportent que de « nombreuses familles vendent les quelques œufs et poulets qu'ils produisent afin d'acheter du coca-cola pour le père alors que les enfants manquent de protéines ». Les compagnies arrivent à convaincre ces consommateurs que leurs aliments traditionnels sont inférieurs aux aliments modernes, ce qui aboutit à une *malnutrition commerciogénique*, pour reprendre l'expression d'un nutritionniste. Les compagnies ne cherchent pas à savoir aux dépens de qui elles font leur profit. Si une personne déjà sous-alimentée et influencée par la publicité achète des aliments traités, ce n'est pas leur problème.

Susan George rapporte la déclaration du Président du conseil d'administration de International Flavors and Fragrances (I.F.F.) qui explique quels sont les meilleurs moyens de vendre dans les pays sous-développés. « Combien de fois avons-nous constaté dans les pays en voie de développement que, plus la condition économique était misérable, plus les gens avaient besoin d'un petit luxe, comme une boisson gazeuse ou une cigarette parfumée. N'en déplaise à de nombreux et prétendus humanistes, plus les sous-alimentés sont pauvres, plus ils ont tendance à dépenser une part disproportionnée de leurs maigres revenus pour des denrées de luxe plutôt que pour des aliments de première nécessité... »

Autre exemple : les campagnes publicitaires énormes faites par Nestlé (le deuxième groupe agro-alimentaire mondial après Unilever) pour l'alimentation des bébés au lait artificiel en poudre. Deux médecins spécialistes de la santé infantile ont été interviewés en 1973 par la revue « New Internationalist ». Ces médecins parlent spécifiquement de Nestlé comme d'une firme qui encourage les mères africaines à ne plus nourrir leurs bébés au sein et à adopter le lait en poudre. Le fait que le lait maternel constitue sans aucun doute la meilleure alimentation pour bébé — et qu'il permet de l'immuniser contre les maladies — n'est qu'un aspect du problème. Dans les pays occidentaux, les mères disposent d'eau pure, d'un maté-

riel de stérilisation et d'argent pour acheter le lait en poudre. Le plus souvent les mères africaines n'ont rien de tout cela. Mais, parce qu'elles sont persuadées par la publicité que Nestlé apporte la santé à leurs enfants, elles achètent du lait en poudre et elles le mélangent avec de l'eau non bouillie dans un biberon non stérilisé. L'un des médecins déclarait « un quart ou un tiers du salaire du père est dépensé pour nourrir ce seul bébé avec du lait artificiel. Etant donné que cela leur coûte trop cher, les familles n'achètent plus le lait en quantités suffisantes, le lait maternel s'étant entre-temps tari. Moins de 10 % des mères achètent suffisamment de lait pour nourrir correctement leurs enfants. » Nestlé et d'autres compagnies comme Unigate, utilisent des affiches, des annonces radiophoniques et des camionnettes avec haut-parleurs pour vanter leurs produits. Dans certains hôpitaux (comme en Europe), on distribue gratuitement à chaque mère une boîte de lait et un biberon avant qu'elle ne regagne sa maison avec son nouveau-né. Ces deux médecins considèrent que la malnutrition et ses conséquences s'accroissent en Afrique et bien qu'ils soient des scientifiques prudents, ils n'hésitent pas à affirmer que « sans aucun doute, l'accroissement de la malnutrition infantile et la mort de nombreux bébés ont un rapport certain avec l'utilisation croissante des aliments artificiels ». Un autre médecin, le Docteur H. Dupin, qui a passé la plus grande partie de sa carrière en Afrique, fut stupéfait de voir en 1970, les mères de Côte d'Ivoire donner du Nescafé à leurs enfants de 20 mois. Ses étudiants lui expliquèrent que la radio nationale diffusait trois fois par jour le message suivant : « Nescafé rend les hommes plus forts, les mères plus joyeuses et les enfants plus intelligents ». Les mères africaines mettaient simplement ce conseil en pratique. Le Dr Dupin pense qu'il mène une bataille perdue d'avance — **le budget publicitaire de Nestlé est beaucoup plus important que le budget annuel total de l'Organisation Mondiale de la Santé !**

En ce qui concerne l'accaparement des meilleures terres du tiers-monde par les multinationales agro-alimentaires et le fait que la situation alimentaire des gens de ces pays va en s'aggravant, Susan George donne quelques exemples édifiants... Aux Philippines, 55 % des terres cultivées sont consacrées aux cultures d'exportation, dont la plus grande partie est directement contrôlée par les intérêts étrangers en coopération avec une minuscule élite locale. D'après les enquêtes de la FAO, le Philippin moyen ne consomme que 100 calories de plus par jour que l'habitant moyen du Bangladesh. L'ensemble du complexe agro-alimentaire se fondant sur la rentabilité, il n'est pas surprenant de constater qu' « en Colombie, un hectare consacré à la culture des œillets rapporte 1 million de

pesos par an, alors qu'un hectare de blé ou de maïs n'en rapporte que 12 500. Par conséquent, La Colombie, comme la plupart des pays d'Amérique Latine, doit utiliser ses rares devises pour importer des denrées de base ». Dans les pays en voie de développement, de plus en plus de terres sont consacrées à la culture de produits alimentaires de luxe que de moins en moins de gens sont capables d'acheter. L'Afrique fournit aujourd'hui, non seulement ses huiles de palme, d'arachide et de copra traditionnelles mais aussi des fruits, des légumes et même du bœuf. Le bœuf est en grande partie exporté par les pays du Sahel. **Une quantité croissante de grain produit par les pays du tiers-monde est aujourd'hui dirigée rapidement vers les usines de transformation afin d'engranger les volailles et les animaux dont la viande est trop chère pour la plupart des consommateurs locaux.**

L'introduction de la culture du soja a eu, elle aussi, un impact négatif sur le niveau de vie des petits paysans brésiliens. Un rapport du Centre Français du Commerce Extérieur révèle que « depuis l'introduction du soja, le maïs destiné à nourrir les animaux est devenu rare et les prix de la viande et du poulet ont augmenté respectivement de 60 et 30 % entre 1970 et 1972 ». Comme l'Argentine, le Brésil était l'un des rares pays en développement où la viande était suffisamment bon marché pour fournir une denrée de base à une grande partie de la population. Les auteurs de ce rapport sont tout à fait convaincus que la culture du soja a réduit de façon dramatique le nombre d'hectares consacrés auparavant à une autre culture vivrière de base, le feijao ou haricot noir, dont le prix, en raison de la pénurie, a augmenté de 275 % entre la fin de 1972 et le mois d'août 1973. Le riz a également souffert de la concurrence du soja. Par conséquent, dit le rapport, non seulement est apparue une forte hausse des principaux produits alimentaires, mais il a été nécessaire d'importer de forts contingents de ces produits ; d'autre part, le prix des terres susceptibles d'accueillir le soja a connu une hausse spectaculaire. Les petits cultivateurs qui ne possèdent pas les machines agricoles nécessaires seront donc progressivement éliminés par les gros propriétaires et par les multinationales qui investissent massivement, aidées en cela par les prêts de la Banque Mondiale et l'intermédiaire du gouvernement brésilien. La récolte du soja brésilien, du fait de la situation géographique du Brésil, s'intercale entre les deux récoltes de soja nord-américain : voilà un excellent moyen pour le complexe agro-alimentaire multinational d'assurer une bonne continuité dans l'alimentation du bétail européen et japonais. Quant à la santé des hommes, c'est bien le dernier des soucis !

Le complexe agro-alimentaire pourrait-il quand même nourrir le monde ? Quelques exemples au Kenya, au Sou-

dan, au Vénézuela montrent que des multinationales suisses, suédoises et britanniques ont installé des unités de transformation, en étroite coopération avec la FAO, l'UNICEF et l'OMS. La formation de techniciens locaux y a été prioritaire et la transformation agro-alimentaire d'un intérêt réel pour les populations locales. Mais la meilleure réponse a été donnée par l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation, qui groupe 125 syndicats nationaux et compte deux millions d'adhérents, dans un document préparé pour la *Conférence Mondiale de l'Alimentation* : « Le complexe agro-alimentaire porte une lourde responsabilité dans la crise alimentaire actuelle. Alors que la pénurie alimentaire et la malnutrition se sont aggravées durant les dix dernières années, le taux de croissance accéléré et la prospérité des firmes multinationales durant la même période ont été inversement proportionnels à l'aggravation de la pénurie. Ce phénomène n'est paradoxal qu'en apparence ; le but du complexe agro-alimentaire n'est pas d'accroître les ressources alimentaires, ni de contribuer à leur répartition équitable, ni encore d'adapter la technologie existante aux conditions spécifiques de chaque pays. Son but est d'abord et avant tout d'accroître ses marchés et ses débouchés commerciaux, de réduire au maximum les coûts de production et d'augmenter ses profits. Cela semble une évidence ; mais les choses doivent être mises au point, tout particulièrement dans cette Conférence, où les multinationales développent leur propagande sur leur prétendue capacité à résoudre la crise alimentaire mondiale. « Les employés et ouvriers de l'alimentation qui travaillent dans les pays en voie de développement ont une longue et douloureuse expérience de cette prétendue capacité. Bas salaires, logements misérables, état de santé précaire et conditions de travail épouvantables, tel est le lot d'un grand nombre d'ouvriers du complexe agro-alimentaire pour lesquels la faim, la malnutrition et la sous-alimentation ne sont que des lieux communs. Si les multinationales ne sont même pas capables de nourrir décemment leurs ouvriers, comment imaginer un seul instant qu'elles pourraient nourrir le monde ? »

L'Aide alimentaire

« Supposons que l'IFOP vous demande votre avis sur l'aide alimentaire. Vous êtes pour, n'est-ce pas ? Seul un cynique prétendrait que l'aide ne sert à rien. Et pourtant sans prétendre que l'aide alimentaire n'a jamais rempli un ventre vide ni sauvé un enfant mourant, et sans être cynique, l'on peut avancer que dans le cas des USA du moins, cela a été fait incidemment. Ce chapitre concernera l'Amérique, étant donné que son programme

d'aide alimentaire a la plus longue histoire et que ce pays dispose des plus vastes réserves alimentaires du monde, réserves qu'il peut utiliser à sa guise. Mais au fur et à mesure que la capacité de production alimentaire de la CEE augmente, sa politique d'assistance devrait être l'objet de la plus extrême vigilance. Les Etats utilisent les moyens dont ils disposent pour accroître leurs avantages économiques et réaliser leurs objectifs politiques. » Susan George démonte implacablement, pièce par pièce, les mécaniques bien huilées mises en place par les pays riches pour mieux assurer leur domination, sous couvert de philanthropie ou d'aide alimentaire.

« ... Après la Seconde Guerre Mondiale, les USA écoulerent d'énormes surplus de céréales en Europe, mais, en 1954, la reconstruction du Vieux Monde était presque achevée et le Plan Marshall avait eu l'effet désiré : l'Europe était redevenue un partenaire commercial valable pour l'Amérique. Dès lors, le terrain du dumping des surplus agricoles devait être élargi. ... Les Américains eurent alors l'idée géniale de vendre leurs surplus alimentaires en échange de monnaie locale (au lieu de monnaies fortes ou de l'or) non convertible ; les montants des ventes seraient placés sur un compte américain dans la banque centrale du pays concerné et utilisés pour réaliser les objectifs politiques des USA dans ce pays. Ce fut l'origine de la *Public Law 480*, également appelée *loi des vivres pour la Paix*, votée par le Congrès américain en 1954, dont le but était d'accroître la consommation des produits agricoles américains dans les pays étrangers, d'améliorer les relations des USA avec l'étranger et de réaliser d'autres objectifs ». Le Congrès déclara plus tard que l'un des objectifs avoués de cette loi était « **de développer et d'accroître les marchés d'exportation pour les produits américains** ».

Il est intéressant de connaître les chapitres principaux ou titres de la Loi 480 : Le titre I concernait la vente des surplus agricoles aux *pays amis*, ceux-ci payant avec leur propre monnaie. Ces ventes étaient destinées à fournir des *fonds de contrepartie* utilisés par les USA ou par le pays lui-même avec l'autorisation américaine. Le titre II portait sur l'aide alimentaire urgente et les donations, toujours aux pays amis. En vingt ans ces donations n'ont représenté qu'un cinquième des aides alimentaires américaines ; en effet, contrairement à ce que pensent la plupart des gens, **l'aide alimentaire n'est pas gratuite**. Le titre III concernait l'échange de matières premières stratégiques contre de la nourriture. Les USA ont longtemps utilisé ce moyen pour constituer des stocks de minéraux, notamment ceux nécessaires à son programme d'énergie atomique. Les besoins américains ne sont plus aussi importants dans ce domaine et lorsqu'il est utilisé, le titre III concerne principalement les biens nécessaires aux agen-

ces américaines opérant à l'étranger : son usage a été restreint aux fournitures militaires des troupes combattant au Vietnam. Le titre IV fut ajouté à la Loi 480 en 1959. Il concernait les contrats d'approvisionnement alimentaire à long terme entre les USA et leurs partenaires ; aux termes de ce titre, la nourriture devait être payée en dollars ou en monnaie convertible sur une période allant jusqu'à 20 ans et avec intérêts. En 1966, la Loi 480 fut amendée pour remplacer progressivement toutes les ventes (en monnaie locale) désignées par le titre I, par des ventes en devises fortes ; ce changement de politique fut achevé en 1971, bien que le Sud-Vietnam fit exception à la règle. Le titre I concerne aujourd'hui les ventes en devises fortes car il n'y en a pas d'autres. Le titre IV a cessé d'exister. Cette exigence de paiement en dollars était nécessaire et logique, premièrement parce que la balance des paiements américains présentait un déficit dû à la guerre du Vietnam ; ensuite parce que la Loi 480 avait effectivement réussi à développer les marchés d'exportation — les surplus ne présentaient plus de problèmes puisque la nourriture était vendue. Au cours de la première décennie de l'application de cette Loi « tout se passait comme si les nations nécessiteuses nous rendaient service en nous laissant donner ou vendre à des conditions favorables nos surplus agricoles dont nous ne savions que faire » faisait remarquer le Sénateur McGovern. En effet, pendant cette période, un quart de toutes les exportations américaines agricoles fut écoulé par le biais de la Loi 480. Mais, progressivement et sans faire de bruit, ce programme était en train de réaliser l'un de ses objectifs majeurs — la création de marchés commerciaux. En 1975, dernière année pour laquelle le Rapport annuel sur la Loi 480 est disponible, le pourcentage de l'aide alimentaire par rapport à l'ensemble des exportations agricoles n'était plus que de 4 %.

« Charité bien ordonnée commence par soi-même. On estime que toute augmentation de 10 % dans le revenu moyen par habitant d'un pays recevant une aide alimentaire correspond à une augmentation de 21 % dans les ventes des produits américains... l'exemple du Japon est à couper le souffle. Au cours des toutes premières années du programme, à partir de 1954, le Japon recevait une aide alimentaire d'une valeur approximative de 400 millions de dollars mais, 20 ans plus tard, il avait acheté pour quelque 20 milliards de dollars de produits agricoles américains. Ses importations alimentaires rapportent aux USA aujourd'hui plus de 3 milliards de dollars par an ». Quelles sont les techniques employées par les USA pour développer les marchés commerciaux ? « Chaque fois que c'est possible, ils utilisent des programmes alimentaires de charité » ; les écoliers japonais qui ont appris à aimer le lait et le pain américain grâce aux pro-

grammes de repas pour les écoles, financés par la Loi 480, ont, depuis lors, contribué à faire du Japon le meilleur acheteur en dollars de nos produits agricoles », déclarait le sénateur McGovern en 1964 et celui-ci continuait en disant : « les grands marchés alimentaires de l'avenir se situent dans les zones mêmes où la majorité des gens apprend à consommer les produits américains par le biais du programme des vivres pour la Paix. **Ceux que nous aidons aujourd'hui deviendront nos clients demain...** ».

Un exemple : par le biais de la loi 480, le soja a été vendu à bas prix dans les années 1969-1970. De nombreux pays l'ont acheté comme aliment pour bétail dans des quantités telles qu'un état de dépendance totale s'est installé vis-à-vis des Etats-Unis. Ceux-ci ont pu alors augmenter progressivement les prix jusqu'à les multiplier par six, et finalement décider, en juin 1973, un embargo sur leurs exportations de soja, afin de créer une pénurie artificielle et de provoquer une nouvelle montée spectaculaire des prix. Les éleveurs européens, pris à la gorge, n'avaient plus d'autre choix que d'acheter aux conditions imposées ou d'abattre le bétail.

L'un des objectifs de la Loi 480 est de favoriser l'expansion du complexe agro-alimentaire. D'abord et contrairement à ce que l'on pourrait supposer, toutes les livraisons d'aide alimentaire passent par les entreprises privées et ce n'est pas le gouvernement américain qui signe le contrat avec le gouvernement du pays importateur. En d'autres termes, la Loi 480 finance directement les commandes obtenues par Gargill, Continental Grain et autres firmes pour leurs exportations des vivres pour la Paix. En outre la Loi 480 autorise l'octroi de prêts aux compagnies américaines qui veulent s'établir à l'étranger. Les fonds de contrepartie sont utilisés pour couvrir les frais locaux relatifs à l'achat des terres, à celui du matériel ou à l'embauche de la main d'œuvre nécessaire à la construction des usines. La Loi 480 a également favorisé le développement de la Révolution verte. Par exemple, les directives officielles stipulaient qu'en Indonésie « le gouvernement fera tous les efforts nécessaires... pour encourager les cultivateurs à utiliser des quantités optimales d'engrais, de pesticides et de variétés à haut rendement. En échange le prix de leur riz sera garanti ». Il a été démontré par des nutritionnistes que l'application de ces mesures avait bouleversé les habitudes alimentaires des Javanais qui ont atteint « un nouveau record mondial en matière de déficience protéique ».

L'arme alimentaire.

L'utilisation la plus surprenante des fonds de contrepartie est peut-être la « défense commune », euphémisme désignant les dépenses militaires dans les pays recevant une aide alimentaire. Jusqu'en 1973, 2,2 milliards de dollars en monnaie locale avaient été consacrés à l'armée et à la police. Les fonds de contrepartie dépensés pour la défense commune indiquent parfaitement quels sont les choix prioritaires de la politique américaine. En 1966, la Corée arrivait au premier rang, mais le Vietnam était déjà second, suivi de Taiwan, de la Turquie et du Pakistan. En 1970, le Vietnam arrivait en tête bientôt rejoint par le Cambodge. De 1954 à 1974, le Vietnam et la Corée réunis ont représenté plus des trois quarts des dépenses militaires de la Loi des vivres pour la Paix soit plus de deux milliards de dollars. Ce qu'il importe de comprendre c'est que les fonds de contrepartie en monnaie locale accumulés par les USA dans presque tous les pays « assistés » dépassent de loin le budget mis à la disposition du Ministère de l'Agriculture dans chacun de ces pays. Par exemple, qu'il s'agisse de ventes ou de dons, l'Inde a reçu la plus grande partie de l'aide américaine. Elle a également « bénéficié » de la moitié du total des prêts au secteur privé. Il n'est donc pas étonnant que la politique agricole indienne ait été largement déterminée par les fondations, les Universités, les multinationales et le gouvernement américains. Mais ce qu'un chercheur Indien affirme, preuves à l'appui, c'est que les exportations réalisées dans le cadre de la Loi 480 ont été directement responsables de la hausse des prix alimentaires en Inde et il ajoute : « il est pour le moins regrettable que cette hausse des prix se soit produite sous les auspices bienveillants du programme des vivres pour la paix... l'inflation engendrée par la Loi 480... a vidé les poches (et les estomacs) des pauvres pour remplir celles (et ceux) des riches ». Le Pr Shenoy considère que cette inflation est à l'origine d'un grand nombre de violents conflits urbains et ruraux et conclut : « continuer à financer l'inflation provoquée par la Loi 480, alors que la situation est explosive, équivaudrait à alimenter les forces d'instabilité politique et sociale ». Il soutient que cette aide américaine a défavorisé la production locale et retardé l'indépendance alimentaire de l'Inde.

Le titre II de la Loi 480 concernant les donations illustre également les objectifs majeurs de la politique étrangère américaine. Cette aide est dispensée de trois manières : par le biais d'agences charitables comme CARE ou d'organismes de secours catholiques et protestants, par des donations de gouvernement à gouvernement et par l'intermédiaire du Programme Alimentaire Mondial de

la FAO. Plus de 60 % des dons passent par des œuvres de charité privées, environ 20 % font l'objet d'un contrat avec un gouvernement étranger et environ 20 % passent par la FAO. Les denrées distribuées par le Programme Alimentaire Mondial ne semblent pas liées à des préférences politiques particulières, quant aux agences charitables elles suivent de près les options politiques du gouvernement américain.

Les officiels américains ne cachent même pas leur jeu. Earl Butz, un des mieux placés pour parler de l'aide alimentaire a déclaré brutalement un jour « **la nourriture est une arme. C'est aujourd'hui l'un des principaux outils de notre diplomatie** ». La stratégie utilisée est celle du triage, utilisée par les médecins français pendant la première guerre mondiale : on ne soigne que ceux qui ont une chance de survivre. Cette même stratégie est aujourd'hui applicable aux pays où les gens meurent de faim. On élimine ceux qui sont trop gravement atteints et on réserve l'aide à ceux qui ont encore une chance de s'en sortir. Le Dr G. Hardin de l'Université de Californie a cherché à répandre aux USA la doctrine du « canot de sauvetage » — certains doivent être jetés par-dessus bord sinon tout le monde coulera. Le Dr W. Paddock dans le même état d'esprit déclare : « nous devons laisser les gens mourir de faim dans les pays qui n'ont pas réussi à réduire leur taux de natalité », ajoutant : « il n'y a pas de solutions agréables ». Le Dr J. Forrester de l'Institut de Technologie du Massachusetts a également repris l'étendard de cette même croisade en déclarant : « l'aide alimentaire devrait être accordée aux pays ayant les plus grandes chances de survie, les autres devraient être abandonnés à la famine ». Le Dr Fletcher, théologien, a apporté un soutien d'ordre « moral » à ces intellectuels en déclarant que toute action même « criminelle » peut devenir juste selon la situation, qu'il déteste cette idée, mais qu'il ne peut résister à la logique du « canot de sauvetage ».

La CIA, dans un rapport secret publié pour la Conférence Mondiale de l'Alimentation, concluait que la pénurie de céréales augmentera dans un proche avenir et que cette circonstance « pourrait donner aux USA une puissance qu'ils n'ont jamais connu auparavant, une domination politique et économique plus grande que lors des années qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Dans les années de mauvaises récoltes, les USA pourraient disposer d'un virtuel pouvoir de vie et de mort sur le sort des masses nécessiteuses du monde entier ». A un degré plus ou moins grand, les politiciens sont favorables à l'utilisation de l'**arme alimentaire**, bien que la plupart d'entre eux semblent avoir le bon sens de ne pas prendre publiquement fait et cause pour la *politique du triage*.

L'histoire du *programme des vivres pour la Paix* démontre que l'Amérique est prête à utiliser sa puissance agricole partout où elle le peut.

Ainsi, l'aide alimentaire des riches entraîne la dépendance économique et politique des pauvres. Cette dépendance entretient les inégalités les plus extrêmes entre les vitrines d'un pseudo-développement dans les grandes villes et la misère grandissante parmi la masse des petits paysans déracinés et affamés. Pareille situation ne peut que provoquer désordres et conflits sociaux, un résultat apparemment illogique et en contradiction avec les intentions officiellement annoncées des *vivres pour la paix*. Mais la logique du système est là pour rectifier ces effets pervers : il faut que tout se passe dans l'ordre et **l'aide alimentaire devient une arme alimentaire**. L'assistance ne camoufle plus l'exploitation, elle conditionne au contraire la docilité idéologique des pays « amis », elle donne le pouvoir aux entreprises transnationales et aux forces de répression. **Le contrôle alimentaire se double du contrôle militaire** : il faut contenir les désordres et les conflits par des armées bien équipées et bien entraînées. D'où ce florissant marché des ventes d'armes qui, durant la seule année 1978, s'est révélé 200 fois supérieur aux investissements sociaux. Dans ces conditions, comment oser encore parler de désarmement, alors que la logique même du système engendre le surarmement ? Une simple réduction de 10 % des dépenses annuelles en armements des grandes puissances permettrait certes de débloquer suffisamment de fonds pour résoudre le problème de la faim. Mais, constater cela n'est finalement d'aucune efficacité tant que, comme le rappelle Susan George, les pauvres ne produisent pas eux-mêmes leur nourriture et que l'aide nécessaire n'est pas rendue indépendante de toute attache politique.

La réforme agraire

La faim dans le monde n'est due à aucun hasard, à aucune malédiction de la nature ; elle n'est que le résultat d'une recherche frénétique du profit et de la domination par les gouvernements des pays riches et par leurs groupes financiers et commerciaux... Que faire pour que cela change ? Si Susan George pouvait s'adresser aux puissants de l'Occident, elle leur dirait :

« Pour que cela change, ne faites rien, fichez la paix au tiers-monde, cessez de leur envoyer vos experts qui ne proposent que des solutions à l'occidentale, n'essayez plus de leur imposer votre technologie inadaptée et le plus souvent inadaptable à des sociétés radicalement dif-

férentes, cessez de faire croire aux autres que votre système est la seule voie vers le progrès, cessez d'adapter leur environnement à vos besoins, cessez d'apporter une aide qui vous profite cent fois plus qu'elle ne bénéficie aux pauvres, cessez de soutenir politiquement et matériellement les élites locales répressives qui ne font rien pour améliorer le sort de leurs peuples, donnez leur chance à ces peuples et mettez en laisse vos compagnies, vos fondations, vos universités, vos bureaucraties et vos banques ! Mais hélas, les Etats qui pratiquent la Realpolitik et les multinationales n'ont que faire de l'Utopie. Si leurs méthodes peuvent changer, leurs objectifs fondamentaux restent les mêmes. Les nouvelles méthodes de domination choisies rendront la tâche des observateurs politiques plus difficile, ce qui ne voudra pas dire que la domination ne s'exercera plus. Ceux qui entravent cette domination ne seront plus bombardés au napalm, mais il se peut qu'on les laisse mourir de faim, l'arme alimentaire comme les autres sera utilisée sans scrupules. »

En fait, les Grands proposent deux sortes de solutions. L'une technologique, concerne les sources de protéines alternatives, l'autre, économique, la constitution de stocks de nourriture selon la recommandation de la Conférence Mondiale de l'Alimentation. Au sujet de la première solution, il n'y a aucune illusion à se faire car les méthodes industrielles étant aux mains des multinationales, ces nouvelles technologies, qui permettraient de fabriquer des denrées alimentaires à partir de déchets végétaux ou d'autres sous-produits inutilisables dans les pays riches, risquent de ne profiter qu'aux pays riches et de compléter la panoplie des armes alimentaires. En ce qui concerne la deuxième solution, plusieurs recommandations ont été faites à la Conférence Mondiale de l'Alimentation. La constitution, par exemple, de stocks alimentaires nationaux qui seraient coordonnés par une instance internationale. Cela exigerait de remonter le niveau des stocks actuels, de les financer, de les surveiller et de fixer des prix plafond/plancher pour déclencher la mise en jeu automatique de ces stocks. Mais les USA se sont opposés à tout système de cette nature, car ils préfèrent que ce soit le jeu du marché qui fixe le prix des céréales. On comprend pourquoi, lorsqu'on sait qu'ils dominent complètement le marché des grains ! Il a été aussi question d'un système mondial d'informations alimentaires par satellites, qui permettrait de faire des prévisions suffisamment à l'avance sur l'état des récoltes mondiales. Arme à double tranchant quand on sait que les multinationales agro-alimentaires utilisent déjà ce système afin de connaître les états de pénurie ou de retard dans les récoltes, et vendre leurs stocks au moment le plus profitable ! Il a encore été question d'un Fonds International pour le Développement Rural (FIDA), en grande partie financé par

les pays de l'OPEP. Mais, là encore, la technologie sera occidentale, et ce seront les mêmes qui en tireront le plus de profit !

La solution du problème de la faim peut-elle venir des pays dominés ? Susan George pense que ce serait possible si les responsables politiques des pays du tiers monde pouvaient suivre ses recommandations « utopiques » : « ... Cessez de consacrer la plus grande partie de vos terres aux cultures de rapport, d'importer des technologies coûteuses et souvent inefficaces, d'éduquer vos élites dans les universités occidentales, d'emprunter massivement à des taux d'intérêt exorbitants, d'accueillir les multinationales sur votre sol ; en un mot, mettez fin à votre dépendance ! »

Pour essayer de réduire cette dépendance, certains pays pauvres commencent à prendre des décisions énergiques et courageuses qui auraient été impensables il y a seulement cinq ans en partie grâce à l'exemple de l'OPEP, et certainement à cause de la misère croissante de leurs propres peuples. La confrontation avec les pays riches aux Nations Unies et la coopération internationale par le biais d'accords de commerce comme celui de Lomé ne sont pas suffisants. Les gouvernements des pays industrialisés ont amplement démontré à la Conférence Mondiale de l'Alimentation, à la CNUCED et en d'autres occasions, leur refus d'accorder des termes d'échanges équitables aux pays producteurs de matières premières agricoles. En dépit des embûches et des obstacles existants, ces pays devraient former des cartels fondés sur le modèle de l'OPEP (3). De toutes façons les pays pauvres n'ont rien à perdre en adoptant une stratégie unitaire. Les consommateurs des pays riches pourront payer le thé, le café ou le cacao un peu plus cher, mais après tout, c'est à eux de combattre sur place les grands monopoles aux marges abusives. Le livre de Susan George tente de montrer la responsabilité des pays riches, mais il aura échoué dans son but si les lecteurs ne comprennent pas également la nécessité d'un changement de structure à l'intérieur même des pays du tiers-monde. « Tant que la majorité de la population n'aura pas droit à une nourriture décente parce qu'elle est maintenue dans une pauvreté abjecte — non par le climat ou d'autres mystérieuses forces naturelles, mais par l'action concertée des classes dominantes et de leurs alliés — les hommes seront affamés et il en sera de même pour leurs enfants ».

(3) Voir l'article de Samir Amin dans ce numéro, « Vers un nouvel ordre économique mondial », et la note 2 qui y mentionne les principaux groupements de producteurs du tiers monde.

Toute action dans ce sens passe par un préalable, la **réforme agraire**. Seul l'accès à la terre, individuel ou collectif, peut apporter un changement dans les conditions de vie des centaines de millions de petits métayers et de paysans sans-terre. Les sociétés qui ont réalisé les progrès les plus importants dans le domaine de la production alimentaire et de sa répartition égalitaire sont celles qui ont tenu compte du désir premier des paysans, le droit à la terre : la Chine de Mao, le Vietnam, on pourrait ajouter Cuba et la Tanzanie. Mais le droit à la terre ne saurait seul suffire car une véritable réforme agraire doit comporter également l'accès aux moyens de production, un système de crédit à des taux très bas, sans oublier un marché à des prix équitables. Bien des pays du tiers-monde ont mis en place de pseudo-réformes agraires, limitant les surfaces des propriétés foncières, mais ne changeant rien aux autres structures de domination rurale. Le système coopératif mis en place est alors récupéré par les familles des grands propriétaires qui se partagent les grands domaines, se constituent en coopératives et bénéficient des crédits et autres aides du gouvernement, alors que les paysans pauvres en sont pour toujours exclus. Bien des pays produisent plus de nourriture aujourd'hui grâce aux progrès technologiques et pourtant leurs habitants vivent encore plus mal qu'il y a dix ans, car les réformes agraires n'ont bénéficié qu'aux riches. La Chine peut-être considérée comme exemplaire, la faim y a été éliminée grâce au mot d'ordre « compter sur ses propres forces », plutôt que sur l'aide occidentale. Les autres pays en voie de développement doivent choisir entre l'autonomie et la dépendance. Malheureusement, « des élites locales préfèrent souvent perdre toute dignité et du même coup l'indépendance nationale, plutôt que leur puissance et leur train de vie ; mais d'autres ont compris que l'austérité n'est pas un déshonneur, que la charité ne remplace pas la justice, et que rien n'égale la force du peuple quand ses dirigeants ont le courage de dire à ceux qui voudraient les asservir, un seul mot : NON ! »

Pour que cela change !

« Mais, que puis-je faire, moi, pour que cela change ? » En ancienne militante non-violente contre la guerre au Viet-Nam, Susan George ne veut pas laisser le lecteur écrasé, désespéré, après qu'il ait découvert POURQUOI et « comment meurt l'autre moitié du monde ». C'est là un côté inattendu et attachant de ce livre que de donner au lecteur des pistes sérieuses pour l'action, même si le dernier chapitre, avant tout destiné aux anglo-saxons, n'est pas totalement adaptable au contexte français. Ce

livre a été écrit pour être « piraté », nous dit l'auteur, « exploitez-le, servez-vous des informations qu'il apporte, reproduisez des chapitres dans vos journaux locaux, en un mot, faites de l'information ou plutôt de la contre-information, car il faut que le grand public des pays occidentaux sache la vérité. La faim causée par l'injustice et l'exploitation des pauvres du tiers-monde ne saurait s'effacer en versant une obole dans un tronc. » Pour identifier les forces d'exploitation embusquées derrière les raisons sociales apparemment anodines des entreprises multinationales, mieux vaut porter nos efforts contre les riches et les puissants plutôt que sur les pauvres et les défavorisés qui ne font que subir les contre-coups du système et de l'information. Lancer un comité de jumelage ou de soutien à un projet dans le tiers-monde ne s'improvise pas, surtout si l'on veut être sûr que ce soit véritablement les plus pauvres qui en bénéficient, et non pas, encore une fois, les élites locales qui sont toujours les mieux placées pour en profiter. On sait que l'aide des grands organismes atteint rarement ceux auxquels elle est destinée ; alors, la plus grande prudence est nécessaire aux petits groupes d'action, pour ne pas retomber dans les mêmes erreurs et reproduire le même gâchis ni renforcer, sans le vouloir, les structures d'exploitation en place.

Mouvements et associations de femmes et de consommateurs devraient encourager les gens à démasquer les campagnes des multinationales qui font monter les prix, trafiquent les aliments, exploitent les travailleurs du tiers-monde et licencient ceux des pays riches. Il est possible de s'attaquer à ces groupes puissants, car ils craignent la contre-publicité. Ainsi, pour avoir publié un article dans la presse sous le titre « Nestlé tue les bébés » et dénoncé les campagnes publicitaires faites en Afrique pour le lait en poudre, un mouvement d'action helvétique s'est vu attaqué en justice. Les principaux chefs d'accusation furent retirés par Nestlé avant le procès, ne retenant que la diffamation. Si, effectivement, l'article fut condamné pour diffamation, le jugement final de la Cour de Berne mit clairement en cause certains des agissements de la multinationale. Nestlé fut prié de modifier ses méthodes de publicité pour éviter à l'avenir le reproche d'une « conduite immorale ». Au cours de toute campagne de « charité », une question fondamentale doit être posée : l'aide pour qui ? Et, si le projet ne bénéficie pas **directement** aux opprimés, il faut oser refuser toute participation. Cette question, doivent aussi se la poser ceux qui veulent agir directement en allant travailler dans le tiers-monde et partager la vie des plus défavorisés.

Susan George termine son livre par cette phrase solennelle qui a clos la Conférence Mondiale de l'Alimen-

tation : « Dans une décennie, aucun enfant ne connaîtra plus la faim, aucune famille ne craindra plus le pain du lendemain, aucun être humain ne sera plus diminué par la malnutrition... » mais elle pense qu'au-delà des grandes déclarations, ce qui importe c'est ce que nous pouvons tous faire, de préférence ensemble, pour que de telles déclarations deviennent inutiles, et elle aimerait connaître ce que chacun d'entre nous aura fait dans son pays, dans sa ville ou son village, pour atteindre ce but.

Pour ceux qui n'auraient pas le temps de lancer un nouveau groupe ou mouvement, voici quelques adresses d'organismes français qui essaient d'agir en France et dans le Tiers-Monde pour que cela change...

— Financement de micro-projets

CCFD, 47, quai des Grands-Augustins, Paris 75008.

Amis d'un Coin de l'Inde et du Monde (ACIM), Croizet-sur-Gand - 42590 Neulise

Union des Comités pour le Développement des Peuples
UCODEP, 15, avenue Trudaine, Paris 75009

Comité de Soutien au Centre de Santé Populaire de Savar-Bangladesh, 9, av. de Stalingrad, Bagneux 92220.

Frères des Hommes, 20, rue du Refuge, 78000 Versailles.

Terre des Hommes-France, 11, bd Biron, 93400 St-Ouen

Mouvement 1 % Tiers-Monde pour un impôt mondial de solidarité, 14, rue de Riaval, 35100 Rennes.

— Achats de productions artisanales ou de produits de consommation en dehors des circuits commerciaux (café ou thé de Tanzanie par exemple).

Artisans du Monde, 20, rue Rochechouart, Paris 75009
(une dizaine de boutiques tiers-monde en province)

— Soutien des réfugiés politiques et immigrés chez nous,
FASTI, 4, square Vitruve, Paris 75020

CIMADE, 176, rue de Grenelle, Paris 75007

— Soutien des hommes dans le monde victimes de la violation des Droits de l'Homme.

Amnesty International, 18, rue de Varenne, Paris 75007

— Information sur le Tiers-Monde

Centre de Documentation et d'Animation, 20, rue Rochechouart, Paris 75009.

Vers un nouvel ordre économique mondial

par Samir Amin (1)

Si nous examinons les étapes du combat pour un autre ordre économique, à la fois national et international, nous nous rendons compte que ce combat n'est pas une chose tout à fait nouvelle, qu'il y a maintenant au moins vingt ans qu'il a été engagé par les pays du tiers monde ; néanmoins, il faut le reconnaître, c'est seulement au cours des dernières années que le thème même du nouvel ordre économique international a pris l'ampleur que nous lui connaissons et est presque devenu à la mode.

Les pays du tiers monde, particulièrement ceux d'Asie et d'Afrique, ont d'abord lutté pour leur indépendance politique. Après la deuxième Guerre mondiale, les vieilles formes de dépendance politique coloniale n'ont pas été liquidées sans une longue série de luttes politiques, et souvent une lutte

armée. Pendant une vingtaine d'années, par conséquent, les pays d'Asie et d'Afrique ont été principalement occupés, par ce combat pour l'indépendance politique et par les actions à mener solidairement pour aider ceux d'entre eux qui ne l'avaient pas encore obtenue.

Le mouvement des Non-alignés créé à la suite de la grande Conférence historique de Bandoung, au milieu des années 50, s'est préoccupé exclusivement pendant une dizaine d'années des grandes questions de l'indépendance politique des pays du tiers monde, des questions du Sud-Est asiatique, de la guerre du Viêt-Nam, des questions de la Palestine, de l'apartheid, de la guerre coloniale portugaise, de l'isolement dans lequel certaines puissances voulaient placer Cuba. Tel a été le thème quasi exclusif des préoccupations des Etats qui

constituaient la collectivité du tiers monde.

Sur le plan économique, les mouvements de libération nationale, et par conséquent les Gouvernements issus des indépendances, n'avaient pas une vision novatrice des choses. Ils estimaient que les stratégies de développement qui avaient été déployées à

(1) Samir Amin, économiste égyptien de réputation internationale, dirige l'Institut africain de développement économique et de planification à Dakar (Sénégal). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les problèmes économiques du tiers monde. Lors d'une table ronde organisée par l'UNESCO en juin 1976 sur la coopération culturelle et intellectuelle et le nouvel ordre économique international, Samir Amin a fait une communication dont l'essentiel a été publié par « Le Courrier de l'UNESCO » dans son numéro d'octobre 1976. Nous reproduisons ici le texte du « Courrier de l'UNESCO ».

l'époque coloniale pouvaient être plus ou moins poursuivies moyennant quelques ajustements mineurs, que l'intégration des nouveaux Etats dans la division internationale du travail et dans l'économie mondiale présentait en soi tellement d'avantages qu'il ne pouvait pas être question de la remettre en cause.

Ils pensaient que l'indépendance nationale permettrait, entraînerait presque automatiquement, une indépendance politico-économique, qui était la condition d'une véritable interdépendance, même s'il ne s'agissait que d'une interdépendance entre inégaux. A l'intérieur de l'Europe il y a des pays inégaux, non seulement par leur niveau de développement, mais aussi par leur taille, mais l'on peut tout de même parler d'interdépendance à leur sujet.

On ne saurait pas en dire autant au niveau mondial. On ne peut guère parler d'interdépendance quand les relations sont aussi asymétriques qu'elles le sont et, dans ce cas, il est préférable de parler de dépendance.

C'est seulement dans une deuxième phase que, progressivement, les Etats du tiers monde ont compris que l'indépendance politique était finalement d'un contenu très pauvre si elle n'aboutissait pas à une indépendance économique qui restait à conquérir, tout autant que l'indépendance politique avait été conquise. Elle ne viendrait pas d'elle-même, ne proviendrait pas d'une stratégie de développement fondée exclusivement ou quasi exclusivement sur la division internationale du travail où la croissance et le développement internes qui sont des sous-produits du développement du système mondial et, par conséquent, des sous-produits du développement des centres les plus développés, avec seulement quelques interventions par-ci par-là pour des ajustements mineurs.

Or, si je ne me trompe, c'est à partir du Sommet des Non-alignés de Lous-

saka en 1970, certainement à partir du Sommet des Non-alignés d'Alger en 1973, que l'idée qu'une bataille devait être livrée, pour conquérir l'indépendance économique comme une bataille avait été livrée pour obtenir l'indépendance politique, est devenue le thème des Non-alignés et par là même des soixante-dix-sept pays en voie de développement.

L'ordre économique international nouveau qui commençait à devenir l'objet des revendications du tiers monde comportait essentiellement deux idées.

L'une était que les producteurs de matières premières devaient s'organiser. Il fallait créer des associations de producteurs en prenant en considération les situations diverses dans lesquelles ceux-ci se trouvaient et la position particulière de chacune des matières premières dans le marché mondial.

Ces associations pourraient être plus ou moins fortes et imposeraient une révision des termes de l'échange, ainsi qu'un relèvement réel et substantiel des prix des matières premières, à partir de quoi les conditions seraient créées pour une politique de stabilisation qui ne soit pas la stabilisation de la misère et de l'exploitation, pour un dialogue qui ne soit pas une farce mais un dialogue véritable, c'est-à-dire un dialogue entre partenaires ayant des intérêts divergents mais qui savent qu'ils peuvent rechercher un compromis véritable au lieu de vouloir imposer un point de vue exclusif.

La deuxième idée que les Non-alignés ont mis en avant, dès cette époque, était celle que, pour engager cette bataille et obtenir des résultats, la solidarité entre pays du tiers monde était nécessaire. L'idée de créer un fonds de solidarité permettant aux associations de producteurs d'engager la bataille et réduire les pressions extérieures des pays déve-

loppés sur les pays sous-développés qui seraient plus avancés dans cette voie, est née de cette constatation.

Chacun sait maintenant que l'une de ces associations, l'OPEC (Organisation des pays exportateurs de pétrole) existait depuis le début des années 60, mais ce n'est qu'en 1970 et plus encore en 1973 qu'elle a été à même d'utiliser à la fois une conjoncture économique et politique favorable pour imposer un relèvement du prix de l'énergie (2).

Jusque-là on n'avait pas compris en Occident, dans les pays développés, que les objectifs de bataille pour l'indépendance économique dépassaient les vœux pieux, les conférences, les chartes vagues et les bonnes intentions.

Néanmoins tout a été mis en œuvre par le système mondial et par les pays

(2) Outre l'OPEC, voici quels sont les principaux groupements de producteurs du tiers monde :

— CIPEC (Conseil international des pays exportateurs de cuivre), fondé en 1967 ; quatre pays membres (Chili, Pérou, Zaïre et Zambie), contrôle 56 % des exportations mondiales et plus de 80 % des réserves destinées à l'exportation. A ralenti la production de 10 % en 1974 et encore de 5 % en 1975 pour faire monter les prix.

— IBA (Association internationale de la Bauxite), fondée en 1974 ; onze pays membres dont la Guyane, le Surinam, la Jamaïque, Haïti, Saint-Domingue, le Sénégal, la Guinée, le Ghana, la Yougoslavie et l'Australie. Contrôle plus de 80 % des exportations mondiales ; a obtenu la multiplication par huit des taxes et royalties en 1974.

— ITC (Conseil international de l'étain), association réunissant consommateurs et producteurs dont le Nigéria, le Zaïre, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie et l'Australie. Contrôle 85 % des exportations mondiales ; veut appliquer une augmentation de 42 % pour garantir le prix de base.

— UPEB (Union des pays exportateurs de bananes), fondée en 1974 ; sept pays en sont membres, essentiellement d'Amérique centrale ; contrôle 92 % de l'exportation mondiale, mais est affaiblie par l'absence du Brésil, l'un des principaux pays producteurs.

— Café mondial, fondé en 1973 ; quatre

développés pour désamorcer le danger d'une véritable lutte pour l'indépendance économique. A l'idée de cette organisation des pays du tiers monde et de la création de fonds de solidarité pour soutenir les batailles, on a progressivement substitué de belles idées tout à fait anodines, de nature à ne rien changer dans l'ordre économique, mais au contraire à renforcer le statu quo et à placer moralement les pays victimes de ce statu quo dans la position curieuse d'agresseurs s'ils venaient à remettre en cause, unilatéralement, quelques éléments.

On a donc remplacé progressivement l'idée d'un relèvement unilatéral des prix et de négociations qui seraient menées par ces associations de producteurs à partir de positions renforcées par celle d'un dialogue continu entre producteurs et consom-

pays membres (Brésil, Colombie, Angola et Côte-d'Ivoire) qui contrôlent 95 % des exportations.

— **COPAL** (Alliance des producteurs de cacao), fondée en 1962 ; contrôle virtuellement 100 % des exportations (Brésil, pays africains du golfe de Guinée) ; entend stabiliser les prix et mettre en place des quotas d'exportation et des stocks régulateurs.

— **ANRPC** (Association des pays producteurs de caoutchouc), fondée en 1970 ; six pays membres, tous d'Asie, contrôlent 98 % des exportations mondiales ; a diminué la production en 1975 pour maintenir les prix face à la concurrence du caoutchouc synthétique.

— **AIOEC** (Association des pays exportateurs de minerai de fer), fondée en 1975 ; les pays en développement contrôlent seulement 35 % des exportations mondiales.

— **Producteurs de phosphates**. Quoiqu'il n'y ait pas d'organisation formelle, les six principaux producteurs (Maroc, Sahara Occidental, Tunisie, Egypte, Algérie et Pérou) contrôlent près de 60 % des exportations mondiales. Les prix ont triplé en 1973 et de nouveau augmenté de 50 % en 1974.

— **Producteurs de mercure**. Sous l'impulsion du Nigéria, du Mexique, du Canada et de l'Algérie, ils ont formé un cartel en 1974 et augmenté les prix d'un sixième.

(Sources : Le grand Atlas de l'histoire mondiale. Edit. Albin Michel ; Encyclopædia Universalis, 1979.)

mateurs, de fonds de stabilisation, etc. Et pourtant, dans ce projet de résolution si édulcoré de la Conférence des Non-alignés tenue à Dakar en février 1975, comme lors de la Conférence de Manille qui a précédé de peu la session, à Nairobi, de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, aucune des propositions du tiers monde n'a été retenue. C'est tout de même curieux !

Car d'un autre côté, dans les pays développés eux-mêmes, on parle de plus en plus des méfaits et des dangers de l'énorme gaspillage de matières premières qui est commis à l'échelle planétaire, d'une prise de conscience du prix de la croissance économique telle qu'elle a été envisagée jusqu'à présent, du prix qu'elle représente non seulement pour les peuples des pays développés eux-mêmes (en termes de qualité de la vie, de dégradation, de pollution, etc.), mais également pour les victimes de ce même développement, les peuples des pays sous-développés qui, depuis trois siècles subissent la hausse des prix qui leur est imposée, entre autres, par l'obligation où ils sont de donner gratuitement, ou presque, les richesses de la planète, sans que l'on se préoccupe de leur avenir, ni même, évidemment, de l'avenir de l'humanité en général.

Doit-on en conclure que ce discours sur les craintes inspirées par le gaspillage des richesses de la planète est un discours sans importance, simplement démagogique, et que les institutions, les gouvernements, les forces en place dans les pays développés, lorsque les pays du tiers monde les invitent à accepter des changements qui, normalement vont dans le sens d'une meilleure utilisation des ressources de la planète, ne sont pas capables d'envisager la moindre concession ?

Je crois qu'une chose comme le relèvement du prix du pétrole aurait dû

être saluée par l'ensemble des pays développés s'ils étaient logiques avec eux-mêmes et s'ils voulaient vraiment préserver les ressources de la planète ; qu'elle aurait dû être soutenue et approuvée par les pays développés. Jusqu'à présent, je crois qu'elle l'est fort peu et toutes les possibilités existantes de briser l'association des producteurs de pétrole sont exploitées et continueront de l'être, ce qui nous montre bien qu'il s'agit effectivement d'une bataille.

Mais au fur et à mesure que l'on s'est aperçu que la bataille engagée ne donnait à peu près aucun résultat, sauf là où un groupe de pays en voie de développement parvenait unilatéralement à faire valoir ses vues, et que la lutte pour la transformation de l'ordre économique international révélait toutes les faiblesses du système et l'impossibilité d'obtenir une modification tant soit peu substantielle des termes de l'organisation internationale par le dialogue et la négociation, une autre idée progressait : l'idée que le tiers monde devait compter davantage et de plus en plus sur ses propres forces et, par conséquent, il fallait envisager une voie de développement qui s'inscrive dans un retrait plus ou moins marqué, ou tout au moins progressif, de la division internationale du travail si celle-ci devait continuer à être inégale, et donc si elle devait continuer à être le support d'une polarisation à l'échelle mondiale et d'une exploitation.

On peut se demander, effectivement, si l'intégration dans l'économie mondiale est vraiment nécessaire, en tous cas pour les peuples des pays du tiers monde, étant donné qu'elle repose sur une division du travail qui est responsable de la distribution inégale du revenu et par conséquent du renforcement des distorsions (en termes de modèle de consommation) qui constituent des entraves au véritable développement, et si cette intégration doit

donc continuer à être considérée comme condition du développement.

On en arrive donc à se demander si, pour reconstruire le système mondial — car un jour ou l'autre je crois qu'il faudra le reconstruire — il ne faut pas d'abord le détruire, c'est-à-dire en sortir, et si ce n'est pas précisément par le retrait de la division internationale du travail que l'on créera les conditions objectives de la reconstruction éventuelle d'une meilleure division internationale du travail qui mette en valeur les potentialités effectives des peuples. Le fait est que les ressources de la planète ne sont pas distribuées d'une manière absolument homogène et que, par conséquent, il y aura intérêt à édifier un nouveau système mondial.

Mais cette sortie éventuelle du système mondial n'est qu'une contrainte, un pis aller, une triste obligation. Est-elle motivée par un nationalisme culturel quelconque, et sa justification doit-elle être recherchée en termes de modèles spécifiques de développement, de préservation et de développement d'une culture nationale avec ses particularités... ?

Les circonstances sont telles que généralement, lorsqu'une stratégie de développement est adoptée sur le plan économique, elle s'accompagne d'un discours idéologique et politique, qui n'est pas en contradiction avec elle. C'est pour cela que je ne suis pas choqué, personnellement, de voir qu'un certain nationalisme accompagne cette stratégie de retrait du système mondial.

Il y a différents modèles de développement et tous les modèles ont une vocation universelle : que ce soit le modèle capitaliste, celui dans lequel la plupart de nos pays vivent effectivement et qui s'est constitué et s'est imposé dans l'ensemble de la planète à travers un processus historique assez long, puisqu'il a commencé il y a

trois siècles pour beaucoup de peuples, mais qui s'est renforcé considérablement aux XIX^e et XX^e siècles, que ce soit le modèle tiré de l'expérience de l'Europe orientale, notamment de l'Union Soviétique, ou encore celui tiré de l'expérience actuelle de l'Asie orientale, de la Chine, du Viet Nam, du Cambodge — tous ont une certaine vocation universelle.

Le capitalisme a créé un système mondial, et l'on peut envisager de le prolonger, de se développer dans sa ligne et dans la logique même de son développement, ou de s'en écarter. On ne peut pas effacer l'histoire.

On ne peut donc pas ignorer aujourd'hui que tout modèle d'organisation d'une société quel que soit son niveau de développement, présuppose, à court ou à long terme, des objectifs de développement technique, de production de consommation, de mise à la disposition de l'humanité de biens matériels possibles et d'organisation sociale, qui ont nécessairement une vocation universelle.

Les idéologies qui accompagnent ces modèles de vocation sont universalistes. Elles ont sans doute des points de convergence, ne serait-ce que parce que cette histoire existe et qu'à un certain niveau de développement des forces productives existent. Mais elles ont aussi beaucoup de points de divergence, encore plus marqués sans doute. Si la science est universelle, la technique, qui est seulement une mise en œuvre de la science dans un cadre social, est probablement moins universelle qu'elle n'apparaît.

Le tiers monde, je veux dire par là l'ensemble de nos pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine, à l'exception des pays communistes, n'a pas produit de modèle particulier et je ne crois pas qu'il soit capable dans ce sens d'en produire un, parce qu'il est encore soumis, économiquement, aux

lois du système de développement du système capitaliste mondial, même s'il les remet partiellement en question à travers l'ordre économique international. Je crois donc qu'il est inutile de nous demander si nous devons laisser ou non aux peuples la liberté de forger des modèles qui leur soient propres, car je pense que les peuples la prendront, cette liberté, s'ils le veulent, ou ne la prendront pas.

La véritable question que nous devons nous poser est celle de savoir si, dans les modèles à vocation universelle qui nous sont proposés, il y en a qui sont de nature à respecter davantage la diversité dans un développement global. Car je crois que la diversité présente beaucoup d'avantages et que ces avantages ne sont pas seulement culturels, mais également économiques.

Y a-t-il, par conséquent, et dans quelles conditions, des modèles, des idéologies qui doivent nécessairement être présentés comme ce qu'ils sont, c'est-à-dire comme ayant une vocation universelle, qui soient plus que d'autres de nature à préserver la diversité, et non à considérer celle-ci comme un obstacle au développement ?

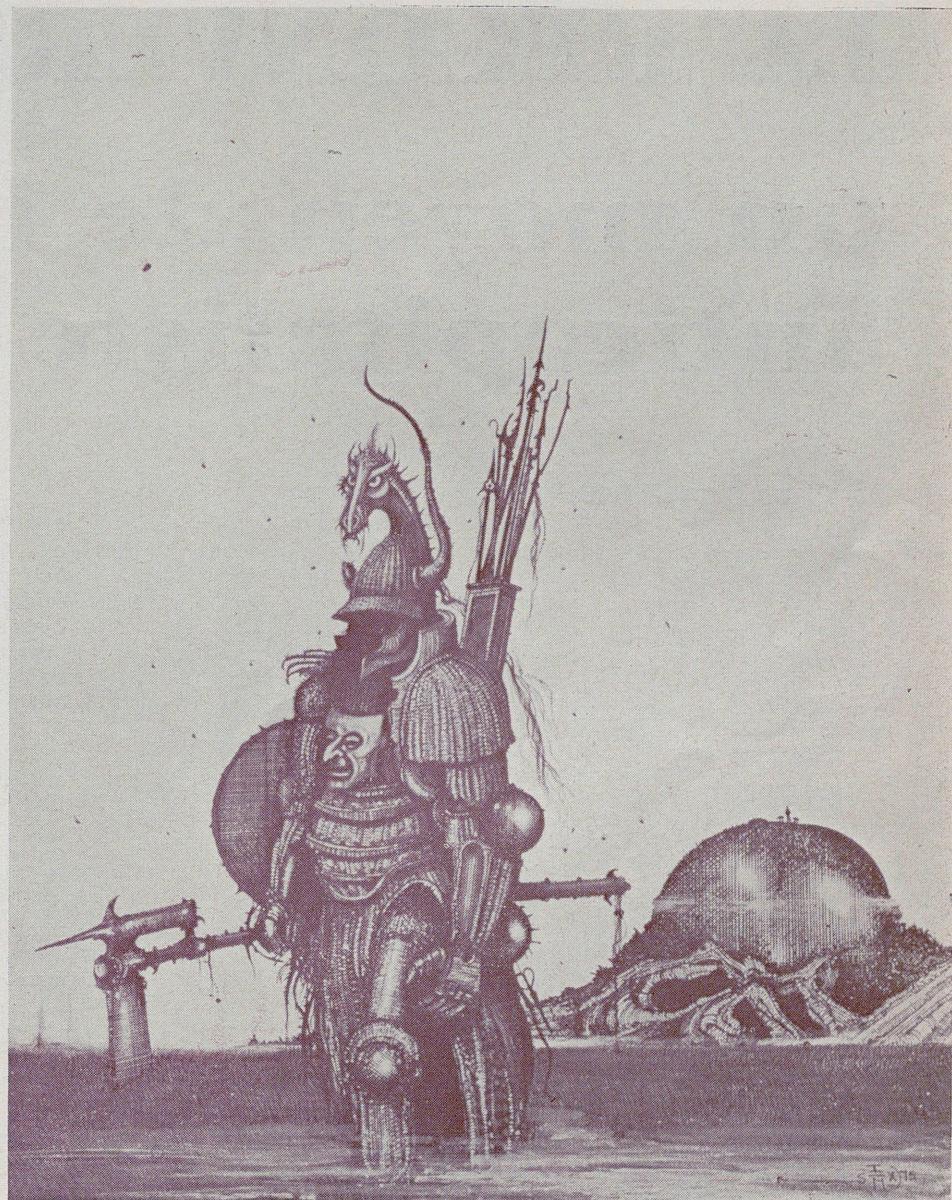
Je crois que le système capitaliste, jusqu'à présent, a été extrêmement destructif et n'a pas vu dans la diversité un atout. Bien sûr qu'il a créé ! Il a créé d'immenses choses, il a créé un niveau de développement des forces productrices sans lequel, sans doute, rien d'autre ne serait pensable. Et il faut se demander si ce n'était pas là une étape de l'histoire, s'il n'a pas simplement créé des conditions pour faire autre chose et mieux et si, par conséquent, cette destruction des cultures qu'il opère n'est pas propre à ses lois les plus fondamentales.

Je ne crois pas que ce soit la machine en soi qu'il faille mettre en cause, mais bien les rapports sociaux qui, à travers certaines formes d'orga-

nisation sociale, de division du travail, etc., dictent un certain usage et une certaine soumission à la machine : ce n'est pas la technique en elle-même, ce sont les rapports sociaux au sein desquels les techniques sont appliquées, qu'il faut remettre en question.

Je ne peux m'empêcher de penser que tout discours sur la diversité culturelle est toujours très ambigu. Je me demande s'il est très positif comme cri de protestation contre la machine destructrice des cultures qu'a été et continue à être le système capitaliste et s'il n'est pas tout à fait insuffisant.

A mon avis, le système capitaliste ne peut être combattu réellement qu'en opposant à cette machine un modèle qui, tout en ayant une vocation universelle, soit effectivement de nature à respecter la diversité et à en faire un atout pour l'enrichissement des peuples. Alors, sans doute, les conditions seront créées pour une coopération culturelle et intellectuelle qui, en elle-même, ne peut être considérée que comme positive.



LA RECONVERSION, un moyen de lutte anticapitaliste ⁽¹⁾

par Pierre Arcq (MIR-IRG)

« Politiquement, le socialisme ne peut être que le pouvoir de la classe des travailleurs ; économiquement, il ne peut être que la propriété collective des moyens de production, c'est-à-dire la fin de l'exploitation. Mais il est plus que cela : il est aussi un nouveau type de relation des hommes entre eux, un nouvel ordre des priorités, un nouveau modèle de vie et de culture. S'il n'est pas tout cela aussi, il perd son sens. Ce sens, pour le définir en une phrase, c'est : la subordination de la production aux besoins, tant pour CE QUI est produit que pour LA MANIERE de le produire. Etant entendu que les besoins, dans une société développée, ne sont pas seulement quantitatifs (besoins des biens consommables) mais aussi qualitatifs : besoins d'un développement libre et multilatéral des facultés humaines ; besoins d'information, de communication, de fraternité ; besoins d'être libéré non seulement de l'exploitation, mais aussi de l'oppression et de l'aliénation dans le travail et les loisirs. »

(1) Ce texte est basé sur un document préparatoire écrit en vue de la Triennale de la « War Resister's International » (WRI) de Sonderborg en 1979, et sur l'exposé d'une série de conférences en Suisse en novembre 1979.

André GORZ (in « Stratégie Ouvrière et Néocapitalisme »)

Depuis quelques années, l'importance de la problématique de la reconversion des potentiels militaires vers des finalités civiles s'est imposée à travers nos mouvements et certains courants politiques.

La reconversion est devenue pour nous un moyen de lutte contre le militarisme et pour plus de justice sociale (2).

Malheureusement, peu d'entre nous voient autre chose dans la reconversion qu'une simple transformation de la production. Certains parlent même de « reconversion industrielle ». La reconversion pourrait alors n'être considérée que comme une proposition d'aménagement du capitalisme, et, effectivement, tout un courant de pensée va donc dans ce sens (voir plus bas). Cette brève étude tentera de démontrer que la reconversion des entreprises militaires est beaucoup plus qu'une « simple » transformation de la production, et qu'en remettant en cause la structure du pouvoir et la finalité de la production, c'est fondamentalement une arme anticapitaliste.

Un obstacle à notre compréhension est notre propre langue : les Anglo-Saxons emploient trois termes, « reconversion », « economic conversion » et « peace conversion », chacun correspondant à une notion bien précise ; en français, nous n'avons que le terme « reconversion » et le sens qu'en donnent les dictionnaires : « action de transformer une chose qui a déjà été transformée » ou « adaptation d'une production de guerre à une production de paix », ne recouvre que très partiellement ce que nous sous-entendons dans « reconversion ». Le sens exact de ce terme, ainsi que toutes ses implications, apparaît mieux dans la description politico-historique de son évolution.

La première partie de cette étude se concentrera sur les notions de « reconversion », d'« economic reconversion » et de « peace conversion », en les situant dans leur contexte économique. Dans une seconde partie, nous montrerons les enjeux politiques et syndicaux de la reconversion, en tant que moyen de lutte contre le capitalisme et pour le contrôle ouvrier et l'autogestion.

(2) Voir le texte de Bruce Birchard, « Qu'est-ce que la reconversion », in « Le Droit au travail utile », MIR-IRG, Bruxelles, 1979.

I. Evolution de la notion.

1) La « reconversion » (terme anglais)

C'est seulement après la seconde guerre mondiale qu'apparaît cette notion. On a appelé « reconversion » l'énorme et complexe réorientation de l'activité économique de certains pays à la fin de la seconde guerre mondiale. Après cinq années d'efforts de guerre, les industries, qui s'étaient converties à la fabrication d'armes, se sont reconvertis dans une production civile. L'exemple le plus connu est certainement celui de l'industrie automobile américaine, qui a produit des blindés en grand nombre à partir de 1941 et qui, en 1945, s'est remise à fabriquer des voitures. Cette réorganisation ne se limitait d'ailleurs pas à trouver une nouvelle production : il fallait aussi reclasser les millions de militaires démobilisés et remettre sur pied toute l'économie.

On ne peut que difficilement se représenter à l'heure actuelle ce que fut cette entreprise gigantesque — mais réussie — de reconversion de l'industrie de guerre et de réorganisation de l'économie de plusieurs pays.

En juin 1945, il y avait dans les Forces Armées Britanniques 5,1 millions de soldats, et 3,9 millions de personnes se trouvaient engagées dans la production militaire, soit 9 millions de personnes engagées dans l'effort de guerre. Il était prévu pour décembre 1945 une diminution de 1,5 millions de militaires et de 1,4 millions de travailleurs dans l'armement, soit une diminution de 3 740 000 personnes en tenant compte de celles qui avaient quitté l'industrie de leur plein gré, et ce en 6 mois. En décembre 1946, la démobilisation était achevée : 4 290 000 soldats étaient revenus à la vie civile, et les travailleurs dans l'armement avaient été réduits de 3 500 000, soit une diminution de 7 790 000 personnes engagées dans l'effort de guerre en 18 mois. Tous ces hommes et femmes, littéralement propulsés sur le marché de l'emploi, retrouvèrent du travail très vite, comme le prouve le taux de chômage relativement bas des années 1946 et 1947 (3).

« Du point de vue de l'emploi et de la production, le programme de désarmement à la fin de la guerre 1939-1945 s'accomplit avec un minimum de frictions et de désorganisation. De plus, cette transition vers une économie principalement pacifique s'est réalisée sans que le gouvernement ne doive prendre des mesures pour faciliter ce transfert ni pour soutenir la demande. Les taxes sur le revenu furent réduites, des remboursements de taxes excessives eurent lieu, des versements extraordinaires et substantiels furent réalisés sous la forme de compensations pour dommages de guerre et une politique de monnaie bon marché fut adoptée mais, dans une large mesure, le gouvernement utilisa son pouvoir — considérable à cette période — à canaliser la demande dans des secteurs particuliers. De nombreuses difficultés furent évidemment rencontrées durant cette période, mais elles n'incombaient qu'indirectement au programme de démobilisation. » (4).

Aux Etats-Unis, la situation fut comparable ; il y eut 9 millions de démobilisés, et pourtant le taux de chômage ne dépassa pas les 4 %. On a constaté que, de 1945 à 1946, la dépense globale du pays a diminué de beaucoup moins que les seules dépenses militaires. La dépense globale diminuait de 49 milliards de dollars, alors que les dépenses militaires baissaient de 117 milliards de dollars, ce qui veut dire qu'il y eut une augmentation des dépenses privées et des dépenses non-militaires de l'Etat.

Cinq facteurs conditionnèrent la réussite de ces opérations :

- l'accumulation de la demande durant les années de guerre,
- l'accumulation de ressources en liquide durant la guerre ; de l'argent fut donc disponible rapidement pour pouvoir acheter ou investir,
- la nécessité de reconstruire ce qui avait été détruit (principalement en Europe et au Japon),

(3) Données extraites de « The Economic Effects of Disarmament », Economic Intelligence Unit, Londres, 1963, p. 117.

(4) Ibid., p. 119 et 121.

— certains travailleurs dans l'armement pendant la guerre se retirèrent spontanément du marché du travail lors de la cessation des hostilités ; il s'agit essentiellement de femmes, de travailleurs plus âgés ou de jeunes travailleurs en âge de poursuivre leurs études,

— l'esprit d'optimisme qui régnait après la guerre.

Aucun de ces facteurs ne se retrouve actuellement, mais il en est d'autres. Des reconversions eurent lieu en Allemagne et au Japon après la guerre de 1939-45, ce qui leur a permis de devenir les grandes puissances industrielles qu'elles sont à l'heure actuelle, et aux USA après la guerre de Corée en 1953-54.

La reconversion est aussi à la base du boom économique des années 50 et 60. Les leçons de ces reconversions sont importantes pour l'avenir, car elles prouvent qu'elles sont **techniquement possibles**.

2) *L'« economic conversion »* (conversion économique).

Forts de ce que la reconversion était techniquement possible, et conscients des graves problèmes sociaux qui existaient déjà à cette époque, des économistes de renom, dont Seymour Melman (professeur à la « Columbia University » de New York et auteur de plusieurs livres de référence sur le sujet), ont conçu la notion d'« economic reconversion » dans les années 1960 (5).

(5) Seymour Melman a écrit les ouvrages suivants, jamais publiés en français et malheureusement épuisés en anglais :

— « The Permanent War Economy », 1974, qui est certainement son ouvrage le plus important,
— « The War Economy of the United States », 1971 ;
— « Our Depleted Society », 1965 ;
— « The Defense Economy », 1970 ; cet ouvrage fait partie d'une série de six dont il est l'éditeur ; les autres ouvrages sont :
— « Military Research and Development to Civilian Uses », M. Berkowitz ;
— « Nuclear Facilities from Military to Civilian Uses », A. Christodoulou,
— « Civilian Markets for Military Electronics Industry », J. Ullman ;
— « Shipbuilding from Military to Civilian Markets », Mack-Forst et Newman ;
— « Local Economic Development after Military Base Closures », J.-E. Lynch.

Pour Melman, nous vivons dans une « économie de guerre permanente » (« Permanent War Economy »). « Dans une économie de guerre, la production militaire est une activité continue et importante, et les produits militaires sont considérés comme tout autre produit à finalité économique ordinaire. Donc, les produits à caractère militaire ont une valeur commerciale et rentrent dans la composition du Produit National Brut (PNB), au

même titre que n'importe quel autre produit, en dépit du fait que ces produits à caractère militaire sont uniques du point de vue économique. Les biens et services à caractère militaire sont non-productifs, économiquement parlant. Ils ne contribuent pas à l'amélioration du niveau de vie ; ils ne peuvent non plus servir à produire quoi que ce soit malgré l'utilité politique et militaire qu'on leur attribue. Ils n'ont pas d'utilité économique ordinaire, c'est-à-dire

Parallèlement aux projets de reconversion développés aux Etats-Unis par des gens concernés et des travailleurs, il existe d'autres actions, gouvernementales celles-là.

L' « Office of Economic Adjustment » (OEA - Bureau d'Adaptation Economique) a été créé en 1961 en vue d'aider les communautés affectées par un réalignement de la politique de défense américaine, ce qui se traduit dans les faits par un accroissement du chômage résultant d'annulation de contrats de défense, ou par la fermeture de bases et d'entreprises militaires. L'OEA dépend directement du Département de la Défense ; il a contribué, avec succès, à la conversion de plus de 300 bases militaires et zones dépendant fortement des contrats de défense.

Son principe de base est le suivant : « Les désastres que l'on pourrait craindre de la fermeture d'une base militaire peuvent en fait devenir une source de progrès inattendus pour la communauté ». Malheureusement, il ne peut agir qu'après l'annulation d'un contrat de défense ou la fermeture d'une base militaire.

En mars 1970 était établi l' « Economic Adjustment Committee » (EAC - Comité d'Adaptation Economique), en vue de réduire l'impact économique

et social des réalignements de la politique de défense. C'est un comité interdépartemental : y siègent normalement les Secrétaires à la Défense, à l'Agriculture, au Commerce, à l'Énergie, à la Santé, au Logement, à l'Intérieur, au Travail, à la Justice et aux Transports. Le président de l'EAC est le secrétaire à la Défense, et l'OEA en est l'organe permanent. En mars 1978, le président Carter signait un décret visant à renforcer le rôle de ce comité, notamment en établissant à l'avance des plans de conversion de bases ou de régions.

Plusieurs propositions de lois relatives à la reconversion ont aussi vu le jour. Elles ont toutes été conçues non dans un but de changement social, mais uniquement en vue de faire face aux changements dans la politique de défense américaine.

La première fut déposée en 1969 par Walter Reuther, alors président du puissant syndicat de l'automobile « United Automobile and Aerospace Workers » (UAW). Cette proposition est décrite longuement dans un ouvrage intitulé « Swords into Plowshares » : Reuther proposait que soit instituée une taxe de 25 % sur les profits des entreprises travaillant pour la défense, taxe qui servirait à alimenter un « Fonds de Reconversion » dont bénéficieraient les entreprises désirant se

reconvertir. Pour ne plus payer cette taxe, toute entreprise se verrait ainsi obligée de se reconvertis !

La seconde — et la plus importante — est celle du sénateur George Mc Govern, qui a été discutée au Sénat le 26 avril 1979. Cette loi a été conçue en vue d'aider les travailleurs, les régions et les industries affectés par une réduction ou une suspension des contrats de défense. Elle oblige toute industrie militaire à préparer, à l'avance, des plans de reconversion au cas où elle devrait faire face à de telles éventualités. La loi prévoit aussi la création d'un Fonds de Reconversion, alimenté par les sommes provenant d'une taxe de 1/2 % sur les contrats de défense.

Une semblable proposition de loi a été introduite à la Chambre des Représentants par le député Christopher Dodd. Elle a été discutée le 10 avril 1979.

Une dernière proposition de loi intéressante est celle du député Mc Kinney, visant à soustraire l'OEA du Département de la Défense, et à imposer à ce dernier d'informer avec un an de préavis le Comité d'Adaptation Economique de tout projet d'annulation de contrat ou de fermeture de base (proposition discutée à la Chambre des Représentants le 22 mars 1979).

qu'ils ne rentrent pas dans le circuit de consommation et qu'ils ne servent à aucune production ultérieure » (6).

Cette économie de guerre a eu des conséquences désastreuses pour l'économie, notamment en provoquant une inflation et un chômage excessifs.

Comment provoque-t-elle une inflation ? Melman relève plusieurs effets :

1) Les prix sont généralement établis en fonction des coûts. Une fois ceux-ci déterminés, ils servent de base pour établir les prix. Il est évident que la loi de l'offre et de la demande agit aussi à ce niveau, mais les coûts (particulièrement ceux de production) servent de point de départ.

Les prix n'ayant pas une grande influence dans la production militaire (une des raisons en étant que c'est l'Etat qui achète les armes), les entreprises militaires ont tendance à maximaliser leurs coûts ; en d'autres termes, elles introduisent des schémas internes de gestion et de fabrication qui poussent à accroître ces coûts. Melman cite même un exemple révélateur : dans les entreprises américaines, en 1972, il y avait en moyenne 42 employés pour 100 ouvriers. Dans les principales firmes travaillant pour la défense, il y en avait 69 pour 100 ouvriers. Cette maximalisation des coûts se répercute donc sur les prix, et dès lors contribue à accélérer l'inflation.

2) Ce processus affecte l'économie civile. Peu d'entreprises étant à vocation strictement militaire, la pratique de la maximalisation des coûts affecte les divisions civiles de ces entreprises, et devient un modèle pour le calcul des coûts et des prix dans les opérations civiles.

D'autre part, lorsque des personnes se déplacent d'une entreprise militaire vers une entreprise civile, elles emportent avec elles les pratiques en

(6) Seymour Melman, « Inflation and Unemployment, products of a War Economy », 1976, p. 2.

vigueur dans leur ancienne occupation ; ces deux phénomènes se répercutent sur l'inflation.

3) Les travailleurs du secteur de l'armement produisent des biens ou des services ; ils sont payés en argent, qu'ils utilisent pour acheter d'autres biens. C'est le processus « classique » de l'inflation : il y a apport sur le marché de grandes sommes d'argent, sans apport de biens ou de services, car la production militaire n'est pas régie par les lois du marché traditionnelles (l'Etat est le seul acheteur).

L'économie de guerre provoque aussi du chômage. Il est maintenant prouvé qu'une somme investie dans la production militaire crée moins d'emplois que dans la production civile (7). Une ré-orientation des ressources gaspillées dans la production militaire vers des secteurs « à forte valeur ajoutée », tels que les transports en commun, le développement des énergies alternatives, la rénovation de l'habitat, etc..., permettrait de diminuer le chômage.

Pour Melman et son « école », cette sorte de militarisme est malsaine pour le système capitaliste, car elle dédaigne des domaines économiques entiers (par exemple : les machines-outils, la marine marchande), en partie à cause du détournement de la recherche au profit du secteur militaire.

Dès lors, ils considèrent que la conversion économique est l'alternative au militarisme, et qu'elle peut mettre en échec le complexe militaro-industriel. Elle permettrait alors au capitalisme de devenir un système économique valable qui subviendrait entièrement aux besoins de la population. Melman insiste surtout sur les bénéfices **économiques** qui découleraient d'une telle conversion, et qui provoquerait bien sûr des bénéfices sociaux.

(7) Voir le chapitre « L'économie des armements » in « Le Droit au travail utile », op. cit., ainsi que, par exemple, « The Empty Pork Barrel », Marion Anderson, 1978, et « The Impact of Military Spendings on the Machinists Association », Marion Anderson, 1979. La traduction de ces deux textes, accompagnée d'une étude sur les conséquences économiques et sociales des dépenses militaires en Belgique, fera l'objet d'un prochain dossier du MIR-IRG (parution juin 1980).

On le voit, pour Melman, il s'agit surtout « d'adapter » un certain capitalisme, de le libérer du militarisme ; cette notion ne pouvait donc pas satisfaire les forces progressistes.

Néanmoins, nous ne devons pas récuser tout l'apport de Melman et de son « école » ; leurs recherches sur les incidences sociales et économiques des dépenses militaires sont et resteront capitales. En outre, plusieurs pas importants ont été réalisés aux USA, qui n'auraient pu l'être sans ces théories. Citons notamment la création de l'« Office of Economic Adjustment », puis de l'« Economic Adjustment Committee » ; les propositions de loi du sénateur Mc Govern en faveur de la reconversion ; diverses prises de position des syndicats américains, dont les puissants « United Automobile and Aerospace Workers - UAW » et « International Association of Machinists - IAM » (Pour plus de détail, voir encadré).

3) La « peace conversion » (conversion à but pacifique).

Cette notion est la plus achevée. La « peace conversion » est en quelque sorte une extension radicale du concept d'« economic conversion ». En effet, dès l'apparition des théories de Melman, certains en ont de suite senti les limites : le système capitaliste n'accepterait jamais une transformation aussi radicale, parce que la production militaire lui est inhérente et qu'il ne peut survivre sans elle (8). La production militaire est source de profits extraordinairement élevés, elle est nécessaire pour défendre le capitalisme (par exemple pour protéger ses sources d'approvisionnement en matières premières), elle permet à l'Etat capitaliste d'influer sur l'économie en accélérant ou en ralentissant la production.

La « peace conversion » a pour base, elle aussi, le fait qu'il est nécessaire de réorienter l'« écono-

(8) Il faut avoir lu, pour s'en convaincre, l'édifiant livre présenté par J.K. Galbraith, « La paix indésirable, Rapport sur l'utilité des guerres », Calman-Lévy, 1968.

mie de guerre » actuelle vers une économie de paix et de satisfaire les besoins humains non satisfaits par le bénéfice que l'on tirerait de cette conversion, mais là s'arrête la comparaison avec l'« economic conversion ». En effet, la « peace conversion » implique en plus un **transfert de pouvoir** de l'élite dirigeante vers les travailleurs et la communauté en général. Cette idée apparut vers les années 1970 et fut développée par Paula Geise, une militante du « New American Movement ». Cette idée du transfert de pouvoir fut étayée par les recherches théoriques du marxiste français André Gorz. Ses idées furent déterminantes dans l'élaboration du concept de « peace conversion » : il souligne l'importance du transfert du pouvoir, mais insiste surtout sur les **finalités** de la production. C'est chez lui que l'on trouve aussi l'idée de plans développés par les travailleurs eux-mêmes au sein de leur entreprise. « Lutter contre l'exploitation du travail, c'est nécessairement lutter aussi contre les fins en vue desquelles le travail est exploité ». « De plus, lutter contre l'exploitation et pour les revendications de consommation, sans mettre en question les finalités de l'exploitation (c'est-à-dire l'accumulation) et le modèle et la hiérarchie des consommations dans la société capitaliste, c'est placer la classe ouvrière en position subalterne par rapport aux choix fondamentaux, aux valeurs, à l'idéologie de cette société, et renforcer celle-ci jusque par les succès de détail que les syndicats peuvent obtenir. » (9) Pour Gorz, la finalité du travail du point de vue du travailleur, c'est « produire, à travers sa prise sur la matière, des richesses ayant une valeur pour les hommes ». Cette finalité est en contradiction flagrante et perpétuelle avec celle du capital, qui est « produire de la plus-value à l'occasion de la production de n'importe quoi », y compris des armements. C'est ainsi que « la lutte contre la Force de Frappe (française) restera du domaine de l'agitation et de la propagande abstraite tant que le mouvement ouvrier n'aura pas élaboré, usine par usine, branche par branche et au niveau du Plan,

(9) André Gorz, « Stratégie ouvrière et néocapitalisme », Seuil, 1964, p. 120 et 121. Cet ouvrage a été réédité dans la collection Points/Politique sous le titre « Réforme et Révolution ».

un programme de reconversion et de réorientation des industries travaillant pour l'armement. A défaut de ce programme, non seulement les travailleurs seront en droit de craindre pour leur emploi en cas de victoire de la gauche ; mais encore celle-ci, une fois au pouvoir, sera soit incapable de supprimer le programme « force de frappe » pour ne pas mettre des milliers de travailleurs au chômage, soit déchirée par la volonté politique d'abandonner ce programme et la pression de la base syndicale des usines pour laquelle ce programme existant se confond avec la défense de l'emploi » (10).

Tous les grands projets de reconversion actuels peuvent se réclamer de la « Peace Conversion », consciemment ou non. Citons entre autres les projets américains « Mid-Peninsula Conversion Project », « University of California Nuclear Weapons Labs Conversion Project », les plans-cadres de Lucas Aerospace et de Vickers, etc.

L'expérience de Lucas Aerospace est intéressante à plus d'un titre, car, non seulement c'est un des plus beaux exemples de plan directement réalisé par les travailleurs eux-mêmes, mais elle ajoute une nouvelle idée au concept : celle de « produit socialement utile ». « Un produit socialement utile ne sera conçu pour tuer, mutiler ou causer un préjudice physique quelconque à un homme ; il ne sera pas conçu de façon à gaspiller des matières de base ni d'autres ressources naturelles ; il ne doit ni déshumaniser ni rendre les gens plus apathiques. Par conséquent un produit socialement utile ne se servira pas de technologie de guerre ; il ne nécessitera pas de matériaux qu'il gaspillera ; il ne déshumanisera pas » (11). Ce n'est qu'un essai de définition, car il est plus facile de dire ce qui n'est pas socialement utile que de préciser ce qui l'est.

(10) Ibid., p. 124 et 125.

(11) Mike George, « What are socially useful and relevant technologies and products », *Caits Paper*, 1978, p. 2.

EN RESUME :

Nous avons vu le cheminement de l'idée de reconversion, depuis les expériences réussies de « reconversion » après la seconde guerre mondiale, en passant par l' « economic conversion » pour en arriver à la « peace conversion ». A chaque stade de la réflexion viennent s'ajouter des idées pour en arriver au stade actuel de « peace conversion ». Il est aussi à noter que, bien que la notion de « peace conversion » soit postérieure à celle d' « economic conversion », celles-ci se sont développées conjointement jusqu'à aujourd'hui.

La « peace conversion » implique la **conversion** des entreprises et structures militaires vers une production de biens et de services civils, **socialement utiles**, s'accomplissant avec et par un **transfert de pouvoir** vers les travailleurs des entreprises concernées et la communauté qui les entoure, et accompagnée d'une réflexion sur les **finalités de la production**.

II. Un nouveau moyen de lutte syndicale ?

Comment concevoir la reconversion ?

Serait-ce uniquement une nouvelle façon de concevoir la « participation », l'intégration de la classe ouvrière dans le processus de décision, par le biais des plans alternatifs de reconversion, dans le but d'assurer un consensus entre les travailleurs et l'idéologie en place ?

Est-ce un processus réformiste ? un « aménagement du capitalisme » ?

Toutes ces questions valent que l'on s'y attarde ; il faut d'autre part avoir bien en tête les dangers de récupération que peut présenter un projet de reconversion.

La seule lecture des définitions de l' « economic conversion » et de la « peace conversion » devrait dissiper nos doutes. L' « economic conversion » visant seulement à des changements économiques au sein du système actuel, peut être considérée

comme réformiste, tandis que la « peace conversion », impliquant un transfert de pouvoir de l'élite dirigeante vers les travailleurs, une réflexion sur les finalités de la production, soutenue par des plans (« Corporate Plan », « Worker's Plan ») réalisés par les travailleurs à l'intérieur de leur entreprise, ne peut être qu'une proposition offensive, « révolutionnaire ».

Il est certain qu'à l'heure actuelle, en grande partie à cause de la crise, la gauche et le mouvement ouvrier sont à la recherche d'un nouveau souffle. La lutte des travailleurs et de leurs organisations en vue d'imposer une production alternative, **socialement utile**, en réalisant des plans de reconversion, peut représenter les nouvelles stratégies et tactiques qui leur permettraient de relever le défi et de retrouver un nouveau dynamisme. (Il est à noter ici qu'un plan de reconversion peut se développer aussi dans une entreprise civile ; c'est ainsi que ce sont développés en Grande-Bretagne des plans chez Chrysler et British Leyland. Cette lutte prend alors une dimension tout autre dans une perspective de restructuration globale de la société).

Les plans alternatifs de reconversion pourraient être réalisés en vue de trouver une position **offensive** face au patronat, et qui soit difficilement récupérable par lui. Il est totalement hors de question qu'ils soient « simplement » un amalgame de propositions ou de suggestions faites par les travailleurs et destinées à la direction de l'entreprise et à mettre en production les fabrications les plus directement rentables. Les travailleurs de Lucas se sont trouvés dans cette situation, et ils ont contourné le problème en ne soumettant à la direction de l'entreprise qu'une partie de leur plan. Ils ont ainsi réussi à empêcher que leur plan ne soit récupéré.

Les plans de reconversion ne peuvent être une suggestion faite au patronat, même si c'est en vue de sauvegarder l'emploi ou de fabriquer des biens socialement utiles. Tout comme ils ne peuvent être seulement un moyen d'accroître le contrôle ouvrier ou de préconiser une « démocratie industrielle », via les corps constitués par exemple.

Ils doivent combiner ces deux aspects :

- en leur donnant une dimension combative,
- en insistant sur les finalités de la production et sur l'intérêt social du produit,
- en unissant les travailleurs entre eux, l'entreprise à la communauté qui l'entoure (c'est-à-dire impliquer la communauté dans le projet de reconversion et lui montrer les bénéfices qu'elle pourrait en retirer, et la collectivité des travailleurs aux établissements d'éducation locaux).

L'exemple du CAITS (Centre for Alternative and Industrial Technology Systems) est édifiant : afin de développer les plans et les prototypes des projets contenus dans leur plan-cadre, les travailleurs de Lucas ont créé, avec une école polytechnique de Londres, un centre de recherche pluridisciplinaire. Ce Centre a conçu des prototypes de véhicules rail/route, de moteurs hybrides, de pompes à chaleur, de reins artificiels et les a testés. Si les travailleurs parvenaient à imposer leur plan, il ne resterait qu'à entamer la phase de production (12) !

De plus, ces plans pourraient reposer sur une organisation libre, extrasyndicale et extragouvernementale, plus combative, telle que les « Combine Committee », (comité de concertation) en Angleterre ou les « Peace Conversion Project » (projet de reconversion) aux USA.

La question devient alors : comment peuvent intervenir ces plans de reconversion dans la lutte pour le contrôle ouvrier, pour l'autogestion, ou, à plus court terme, pour « socialiser » et humaniser la technologie ?

Le **DROIT AU TRAVAIL UTILE** peut dès lors devenir une des plus importantes revendications du mouvement ouvrier. Et c'est l'insistance sur les **finalités** de la production qui donne tout son sens à cette revendication. Cette finalité, c'est — reprendons André Gorz — « produire des richesses ayant une valeur **pour l'homme** », et non produire de la plus-value venant renforcer le capital.

(12) Le « Centre for Alternative Industrial and Technological Products » (CAITS) est présenté en détail dans « Nonviolence et Société », n° 1, janvier 1979.

L'analyse ci-dessous en examinera trois aspects.

a) Reconversion et plans alternatifs.

Les projets de reconversion qui se développent à l'heure actuelle ont une caractéristique commune : ils s'appuient sur des plans réalisés par les travailleurs ou par un groupe comprenant des gens concernés et des travailleurs. Ils font donc appel à une certaine planification ; non une planification du type de celle utilisée largement dans l'économie ou l'industrie capitaliste, mais une **planification qui tient de la stratégie ouvrière et syndicale**. Ceci est capital : c'est seulement si elle est intégrée, si elle fait partie de la stratégie ouvrière que ce type de planification permettra aux travailleurs de prendre l'initiative et de concrétiser leurs revendications.

Mais il peut y avoir des inconvénients : si préparer un plan de reconversion peut donner l'illusion d'un certain radicalisme, il serait dangereux que les auteurs du plan soient coupés — d'une façon ou d'une autre — de la réalité ouvrière de l'entreprise. C'est ce qui se passe notamment aux Etats-Unis, où certains projets de reconversion — bien que mis au point dans tous leurs détails — ne parviennent pas à s'imposer ni à être mis en application, car ils ont été conçus par des gens qui sont bien loin de l'entreprise et des travailleurs. Le choix des collaborateurs et des organismes avec lesquels on compte travailler doit être effectué avec soin.

De plus, le processus de planification est loin d'être neutre : « la planification n'est pas neutre, bien qu'elle soit largement utilisée même par des gestionnaires progressistes ou par des entreprises fonctionnant en autoproduction. Elle repose sur deux principes : le « rationalisme » et le « consensus », et se fonde sur l'idée qu'il existe une façon rationnelle d'atteindre certains buts bien définis ou de résoudre un problème. Souvent, la définition du problème ou de la fin est considérée comme faisant partie du processus de planification. Or ce problème ou cette fin sont souvent politiques. »

« Donc des ressources peuvent être allouées rationnellement en vue d'atteindre une fin qui est loin d'être rationnelle, le processus de planification

reconnaisant un processus politique de définition du problème ou de la fin. Et dans une société capitaliste, ce processus politique reflète les structures de pouvoir existant » (13). Cette réflexion de Mike Georges, coordinateur du CAITS, montre bien l'extrême attention à apporter à ce processus de planification si l'on veut lui conserver son caractère offensif.

En conclusion, inclure le processus de reconversion dans la stratégie ouvrière et syndicale nous paraît indispensable pour lui conserver son caractère novateur et promoteur d'alternatives.

b) Reconversion et emploi.

Devant l'échec d'une de ses revendications primordiales — le droit au travail — le mouvement ouvrier peut et **doit** développer de nouvelles initiatives, dans une perspective **offensive**.

Dans ce cadre, vouloir conserver et développer l'emploi en réalisant un plan de reconversion **ne peut être considéré que comme un pas positif**. Développer de tels plans — qui, répétons-le, peuvent et doivent être développés pour d'autres entreprises que les fabriques d'armement — en vue de les discuter et de les imposer dans les conventions collectives de travail, démontrerait qu'il est possible pour le mouvement ouvrier de ne pas constamment rester sur la défensive, mais au contraire de développer une position « agressive ».

C'est ainsi que, depuis cinq ans, même si leur plan n'a pas encore reçu la moindre application dans leur entreprise, les travailleurs de Lucas ont pu stopper tout licenciement et toute fermeture d'usine.

Des études récentes prouvent qu'une reconversion du militaire vers le civil développerait l'emploi. Une étude — non encore publiée — du MIR-IRG prouve qu'en Belgique aussi, cela se vérifie. Une

(13) Mike George, « The Pros and Cons of Worker's Alternative Plan », Institute for Worker's Control Bulletin, no 4, 1979.

réaffectation des crédits militaires dans la réhabilitation des logements anciens par exemple, créerait de 2 à 5 fois plus d'emplois que s'ils étaient utilisés par la Défense Nationale.

Toutes ces indications, bien que nécessitant encore une plus ample recherche, sont favorables. Mais beaucoup plus important est le fait que des travailleurs — ceux de Lucas, de Vickers, de BAC, de Rolls-Royce, de Parsons, entre autres — aient réussi à développer une **stratégie offensive** face au capitalisme.

c) *Reconversion et production socialement utile.*

Le simple fait de réclamer une **production socialement utile** distingue une reconversion d'une proposition de diversification de la production, qui pourrait n'être qu'une proposition faite au patronat par les travailleurs en vue de lui permettre de sortir de la crise, de résoudre un problème d'emploi, de rationaliser la production et, en fin de compte, de lui permettre de réaliser plus de profit encore.

Les travailleurs de Lucas prétendent que « des produits non rentables commercialement, peuvent devenir rentables en termes économiques conventionnels, si la seule alternative est un **effet négatif** tel que le chômage ».

La notion de « produit socialement utile » a été définie plus haut : un produit socialement utile est un produit qui répond à un besoin ressenti par une catégorie de population, besoin qui n'a pas été satisfait jusqu'ici par manque de subsides ou de volonté politique.

D'après Mike George toujours, « à la place de l'**effet négatif** qu'est le chômage, les travailleurs de Lucas auraient pu travailler, par exemple en réalisant des reins artificiels **non rentables** dans le sens capitaliste du terme. L'argent de la collectivité aurait pu servir à acheter de telles machines, mais il sert à l'heure actuelle à acheter des équipements militaires. Le fait qu'un moteur à réaction soit rentable

et qu'un rein artificiel ne le soit pas reflète bien les priorités du Gouvernement » (14).

Les travailleurs doivent donc proposer sérieusement une production socialement utile, profitant à la collectivité, comme alternative au gaspillage et à la déqualification de l'emploi. Ceci doit les amener à remettre en cause les priorités imposées par le patronat et le système, ainsi que la répartition actuelle des ressources, notamment financières.

La reconversion, en luttant contre le complexe militaro-industriel, la course aux armements et le militarisme, doit promouvoir des alternatives qui visent à :

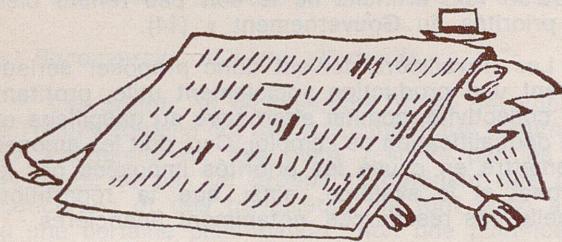
- transformer les institutions économiques et lutter contre l'inflation et le chômage,
- promouvoir le contrôle ouvrier, la démocratie industrielle et la justice,
- mettre en valeur et insister sur les finalités de la production,
- amener une réflexion sur la défense.

On pourrait lui assigner deux rôles :

— l'un **défensif** (ou de contestation) : consistant pour l'emploi, tant au point de vue qualitatif que quantitatif, contre l'inflation, contre le militarisme, à dénoncer un système économique basé sur l'exploitation des travailleurs et du tiers-monde, amoral, militarisé et militariste ;

— l'autre **offensif** (ou de proposition) : proposant des alternatives concrètes et insistant sur les finalités et l'utilité sociale de la production.

(14) Ibid.



nous avons lu...

DEPENSES MILITAIRES ET SOCIALES MONDIALES,

par Ruth Leger SIVARD

Traduction de l'anglais (1) par le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté (MDPL). N° 67-68 d'Alerte Atomique : 8 F (60 F les 10). B.P. 2135, 34026 Montpellier, CCP 22 72 22 L Paris.

La Part des investissements militaires dans l'économie mondiale fait, depuis un certain temps, l'objet d'études et de publications régulières. Parmi ces travaux, dont malheureusement l'édition en français est quasi inexistante, certains sont devenus des ouvrages de référence pour experts, chercheurs et militants de tous les pays. Tel est assurément le cas de l'annuaire du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) sur « les armements mondiaux et le désarmement », traduit une fois seulement en français par Yves Le Henaff et publié par La Gueule Ouverte -

Combat non-violent en 1977 (2). Tel est aussi le cas de l'édition annuelle de « World military and social expenditures » dont l'auteur est une américaine, Ruth Leger SIVARD. Celle-ci a le mérite d'allier la rigueur d'une information objective à la souplesse d'une présentation pédagogique accessible au public le plus large. La traduction française par le MDPL des éditions de 1978 et 1979 met ainsi à notre portée un précieux outil d'analyse grâce auquel les chiffres n'apparaissent plus seulement dans leur effroyable nudité, mais font apparaître la scandaleuse disproportion qui ne cesse de s'affirmer entre le prix de la mort et le prix de la vie : « A l'échelle de la planète, les forces militaires nationales coûtent annuellement 400 F par personne ; les Nations Unies, avec tous leurs programmes d'alimentation, de santé, de travail, etc... coûtent 57 centimes par an ; les

opérations internationales de maintien de la paix, 5 centimes par an ». (p. 30). Après de telles comparaisons — ce sont elles qui constituent la principale originalité de l'ouvrage — comment pourrait-on croire que les forces armées constituent les seuls moyens efficaces de défense, alors que les forces de paix n'ont pas même été expérimentées « en vraie grandeur » ? Qu'y a-t-il d'ailleurs à défendre par les armes quand « les femmes, dans les zones rurales d'Asie ou d'Afrique, doivent encore marcher plusieurs heures par jour pour se procurer l'eau nécessaire à leur famille », alors que « la technologie moderne a rendu possible d'envoyer une bombe à l'autre bout du monde en quelques minutes » ? (p. 5).

La réponse émerge entre les lignes : « Malgré l'importance cruciale de l'énergie pour la sécurité mondiale... il a été dépensé près de 5 fois plus d'argent public pour la recherche sur les armes que pour celle sur les économies d'énergie et les sources nouvelles d'énergie » (p. 31). « Malgré les chiffres énormes de personnes qui ne bénéficient pas du droit humain à une alimentation suffisante pour survivre, la situation mondiale de la production alimentaire ne serait pas aujourd'hui sérieusement en déficit.

(1) « World military and social expenditures. » On peut se procurer les éditions complètes originales ainsi que les éditions 1974, 1975, 1976, 1977, 1978 et 1979 à l'adresse suivante : World Priorities, Inc., Box 1003, Leesburg, Virginia 22075, Etats Unis. 5 dollars - port compris - pour l'éditions 79. 4 dollars pour les éditions précédentes.

Depuis la crise agricole de 1974, cette production mondiale alimentaire s'est améliorée et, dans les pays exportateurs, les stocks d'aliments de base sont généralement à de hauts niveaux. Néanmoins, ce serait un bien maigre réconfort, pour les centaines de millions de gens qui se couchent en ayant faim, que d'apprendre que le problème de la malnutrition aujourd'hui n'est pas celui de l'insuffisance d'aliments dans le monde, mais celui de leur distribution inefficace et inégale » (36). Le monde à l'envers ! La réponse suggérée est simple, remettre le monde à l'endroit.

On devrait faire ici à l'ouvrage de R.L. Sivard une critique semblable à celle que méritent trop souvent les publications de l'ONU et de l'UNESCO. A force de dénoncer le scandale, de démontrer le gaspillage comme on démontre la logique d'une opération mathématique, à force de démasquer le danger sans jamais analyser de front les raisons politiques qui ont voulu et continuent de vouloir ce système économique mondial, ne risquent-on pas d'entretenir dans l'opinion publique des sentiments de panique et d'impuissance dont le système a précisément besoin pour tourner ? Les statistiques comparées des dépenses militaires et des dépenses sociales contribuent certes à une meilleure connaissance, mais également à une plus grande accoutumance. Convertir le prix d'un char d'assaut en équivalents-tracteurs permet peut-être d'imaginer un monde différent, mais n'explique pas pourquoi cette conversion est interdite. Si l'examen des effets peut décrire le phénomène, seule l'analyse des causes peut en changer le cours. S'il est difficilement pardonnable à l'ONU, qui rassemble les gouvernements du monde, de s'en tenir aux effets, reconnaissons du moins à R.L. Sivard l'intention déclarée de limiter son travail à la création, au fil des ans, d'un instrument descriptif

aussi exact que possible pour mesurer l'indice du surarmement mondial.

L'ouvrage se termine sur un constat d'une salutaire dureté : « Ce dont la sécurité militaire a besoin doit être accordé... Ce dont l'humanité a besoin... doit (peut) être discuté. » (p. 45). Autrement dit, l'un des fondements essentiels du mécanisme économique mondial est « l'accord » tacite des populations en ce qui concerne « leur » sécurité militaire ; l'autre fondement est « la discussion » sur ce qui touche aux besoins vitaux... une discussion, faut-il le préciser, qui relève plutôt de la criée des marchands que du débat démocratique. Par simple inversion des termes, ce constat induit une manière d'agir : discuter de la sécurité militaire, c'est-à-dire « remettre en cause les aspects militaires de la sécurité », et « accorder les biens essentiels à la sécurité que les armes ne peuvent pas fournir », c'est-à-dire rétablir l'ordre des priorités. Faire cela, rien que cela, c'est oser déjà désobéir aux lois du silence et du marché.

Olivier Vial.

ANNUAIRE DU TIERS MONDE 1978

Berger-Levrault, 1979.

Cet ouvrage volumineux (six cent cinquante pages) est divisé en cinq parties dont on ne saurait dire laquelle se révélera la plus précieuse à tous ceux qui sont engagés dans une réflexion sur le tiers monde.

Plus de cinquante universitaires et journalistes y ont apporté leur contribution, par des études ou une documentation qui donnent une profonde unité scientifique à l'ensemble de ce livre, même si les avis divergent.

L'apport théorique et politique major qu'a réussi à rassembler P.-F. Gondrecourt se situe dans la première partie intitulée : « Armées, armements et pouvoir dans le tiers monde. » On connaît l'importance des forces armées dans les processus politiques qui gouvernent les pays du tiers monde. Malgré cela, trop rares sont les ouvrages de recherches qui établissent un lien entre les différents aspects que revêt la « militarisation » (coups d'Etat militaires, gouvernements issus d'une guerre de libération et contrôlés par la fraction armée du front, accroissement des achats d'armes, idéologie de la sécurité nationale, marxisme et forces militaires, etc.).

Il est impossible de donner ici un aperçu de la réflexion contenue dans ces deux cents premières pages. On retiendra globalement que les auteurs, par des études minutieuses des coups d'Etat (E. Jouvel) ou des formulations plus théoriques (N. Guez, P. Dabézies, M. Benchenane) ou encore l'analyse des rapports entre le militaire et certains domaines institutionnels (A. Patrzalek), apportent de nombreux éléments de réflexion qui ne se limitent pas aux forces armées de l'Amérique latine, comme cela a trop souvent été le cas dans les études de ce genre. L'Afrique, avec ses soubresauts mili-

taro-politiques, est au cœur de la réflexion.

Y a-t-il un isomorphisme entre la société civile et la société militaire ? La démonstration de J. Oberg à ce sujet est porteuse de nombreuses discussions. Quelle est la nature politique qui différencie les groupes militaires marxistes, issus des armées traditionnelles, des forces armées des mouvements de libération de l'Afrique lusophone ? Si la question de P. Dabbez sur la différenciation entre les forces révolutionnaires armées qui se politisent ou les forces politiques qui se militarisent est incomplète d'un point de vue politique et théorique, elle est à l'origine d'une kyrielle d'études plus ou moins empiriques sur la domination de l'appareil militaire dans les Etats du tiers monde.

P.-F. Gonidec et J.-P. Colin écrivent ainsi dans leur introduction, à propos des contributions de N. Guez et M. Benchenane : « Les coups d'Etat militaires apparaissent comme l'expression des contradictions d'une formation sociale en transition. » Les questions soulevées rejoignent alors les réflexions gramsciennes sur l'existence d'une classe hégémonique, compte tenu de la faiblesse et de la spécificité des classes bourgeois dans de nombreux pays du tiers monde.

Cependant, tout en regrettant le manque d'articulation avec les déterminants économiques, la réflexion suscitée par la lecture de ces études est très féconde. Les contradictions relevées sont nombreuses... et profondément unies ! La contribution de M. Schooyans sur la doctrine de la sécurité nationale et ses origines brésiliennes vient nous le rappeler, en en soulignant le « nationalisme dépendant » (« entreguista »). La comparaison entre le Pérou et l'Algérie (Abdi) donne lieu à d'intéressants développements... sujets à bien des controverses !

Signalons enfin le très intéressant tryptique sur le commerce des armes (J. Klein, P. Lock et J. Oberg), sujet rarement abordé avec une telle fertilité théorique et critique.

Cette « militarisation, fruit de la dépendance », est le lieu d'un débat empirique et théorique, où marxistes et libéraux offrent ce que l'on peut attendre d'une recherche sur un tel thème : un point de départ pour une réflexion, trop souvent occultée, sur la « chose militaire ».

Mais cet annuaire comprend aussi une chronique sur les « problèmes intérieurs » (Constitutions, administrations, partis, etc) et une autre sur les problèmes internationaux (conférences, Europe, droit international, etc). Le lecteur et en particulier le chercheur y trouveront tous les grands événements (et beaucoup de petits) qui ont marqué le tiers monde durant l'année écoulée.

Enfin deux bibliographies (de cent cinquante pages) donnent les références des documents officiels et de nombreux ouvrages thématiques. Trois index (noms patronymiques, géographiques et par thème) font de cet annuaire un véritable outil de travail.

On le consultera en bibliothèque car son prix est totalement prohibitif pour ceux qui n'en liront que les deux cents premières pages, le reste n'étant réellement utile que pour un travail de recherche.

Pierre FABRE.

CONSTRUIRE UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

(guide de réflexion et d'action)

Editions Economie et humanisme
Les Editions ouvrières (1976)

Ce petit ouvrage de 100 pages, sorti en librairie au moment des grands débats concernant le Nouvel Ordre Economique International en 1976, peut être utile à ceux qui souhaitent avoir quelques idées claires sur ce sujet et aux groupes qui engagent un travail de recherche dans ce domaine. A la suite d'échanges entre des hommes d'horizons divers, tous professionnellement concernés par le sous-développement, une étude est parue dans le n° 228 de la revue « Economie et humanisme » et a été reprise ici.

Ce livre présente deux documents et un instrument de travail :

- un « Manifeste pour une humanité libérée » signé par 70 personnes,
- une étude intitulée « Nouvel ordre économique international et sociétés industrielles »,
- l'instrument de travail est un questionnaire élaboré autour de huit thèmes fondamentaux inspirés des textes précédents et qu'accompagnent quelques citations significatives et des tableaux statistiques. Voici l'énoncé des huit thèmes : regroupés autour de deux axes : ce qui est dénoncé, ce qui est proposé.

« Ce que nous dénonçons :

1. Un ordre mondial générateur d'injustice entre les peuples, car il entretient entre eux d'énormes écarts d'inégalité qu'une démographie galopante ne cesse d'approfondir.
2. Un type de croissance axé sur la prolifération des biens matériels qui est à la fois facteur de sous-développement et destructeur des ressources mondiales.

3. Des modes de rationalité et de pouvoir qui étouffent la capacité d'auto-développement des hommes et des peuples.

Ce que nous proposons :

4. Une attitude : reconnaître les droits des nouveaux partenaires de l'économie mondiale et les aspirations des peuples.
5. Une visée directrice : promouvoir entre nations de nouvelles formes d'interdépendance et de solidarité.
6. Un objectif : privilégier un autre développement visant à une réelle satisfaction des besoins humains et restituant aux groupes et aux peuples la maîtrise de leur destin.
7. Un combat : lutter contre toutes les causes qui créent et entretiennent des situations de domination et d'infériorité.
8. Une stratégie : favoriser la créativité et le dynamisme des travailleurs, des consommateurs et en général des citoyens pour développer des forces antagonistes nécessaires à la démocratisation des pouvoirs et au contrôle des bureaucraties. »

« Le but de ces pages n'est pas d'abord de transmettre une information, ni même de susciter une réflexion sur l'impasse où s'engage l'humanité. Elles veulent, pour leur part, contribuer à transformer cette situation. Elles visent pour cela à susciter de nouvelles pratiques sociales qui soient à la fois l'affirmation publique d'un refus et l'amorce d'un changement. » (p. 93) N.B. - Signalons un autre ouvrage qui a été conçu avec un souci pédagogique et pratique semblable : **Pourquoi sont-ils si pauvre ?** de Rudolph H. Strahm. A la Baconnière 1978.

LE NOUVEL ORDRE DE LA FAIM
- REVOLUTIONS PAYSANNES -
par Albert Provent et François de Ravignan. Aux éditions du Seuil. 1977.

Enraciné dans le présent, ce livre est pour l'avenir. Aussi, les auteurs nous invitent-ils à continuer et à élargir le débat au-delà de la lecture pour entrevoir plus concrètement les révolutions paysannes indispensables à l'établissement d'un nouvel ordre économique. Analytant les relations entre pays nantis et pays pauvres, ces deux auteurs, « tiers-mondistes » qui n'ont pas peur de la politique, montrent les impasses dans lesquelles le monde entier s'engage. Famine croissante et démographie galopante imposent une nécessité vitale : l'avènement d'une réelle redistribution des cartes, pour le tiers monde comme pour les pays riches. Le développement anarchique rend le futur impossible, même si, pour l'heure, l'occident possède tous les atouts. La réalité confirme cruellement le schéma d'une complicité des « centres » capitalistes dans l'exploitation des régions « périphériques ». Balayant même les espérances entretenues par l'aide publique apportée aux pays sous-développés, les auteurs démontrent que, dans les meilleurs des cas, la grosse majorité de la population rurale du tiers monde sera toujours tenue à l'écart d'un éventuel développement.

Face à l'inadéquation coupable de ce que nous proposons au tiers monde, François de Ravignan et Albert Provent n'entrevoient pas d'autres solutions que des révolutions paysannes. Faire confiance aux paysans c'est rompre fondamentalement avec les schémas historiques traditionnels de développement et de changement social. Ce livre est un enthousiasmant témoignage de confiance dans la possibilité des révolutions culturelles en pays pauvres. Ce livre insiste sur ce que « chaque peuple doit à partir de son patrimoine propre, inventer la dy-

namique de son développement... par tous et pour tous. » Ainsi, « le travail aura priorité sur le capital, la nécessité de se nourrir aura la priorité sur l'industrialisation ». Ces révolutions paysannes changeront notre propre paysage économique, nous irons vers plus de sagesse, moins de gaspillage et plus d'imagination. Montrer la solidarité entre les paysans du tiers monde et ceux qui luttent ici pour une autre société n'est pas le moindre mérite de ce livre : « les problèmes du tiers monde conditionnent aujourd'hui la survie des hommes des pays riches, et travailler à la solution des déséquilibres de ce monde, principalement la croissance de la famine, est donc vital pour tous ».

A. Provent et F. de Ravignan tirent leur réalisme de leurs expériences sur le terrain mais ils ont foi dans un changement qu'ils nous engagent à prendre en charge : « c'est à nous d'imaginer cet ordre économique nouveau, cette nouvelle façon de vivre dans nos régions ».

Un livre à lire... pour s'engager.

Bruno Gauthier.

Programme des sessions au Larzac

Été 1980

Sessions d'initiation

POUR FUTURS OBJECTEURS

22-28 juin et 1^{er}-6 septembre

Comment demander le statut ? Pourquoi et à quoi être objecteur ? Quel service civil possible ? Présentation de la défense dite « nationale ». Quelle défense pour quelle société ?
Avec l'intervention des CLO et de la Fédé.

INITIATION A LA NON-VIOLENCE

20-26 juillet

Exemples de luttes non-violentes, présentation et étude de celle du Larzac. Désobéissance civile. Défense populaire non-violente. Qu'est-ce que la violence ?

DE L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE A L'AUTOGESTION DISTRIBUTIVE

10-13 juillet

Initiation à une mutation globale de la société par une révolution non-violente, éclatée, non hiérarchisée, pluridisciplinaire et hors des systèmes politiques des partis. Approche théorique des problèmes, applications pratiques, mise en œuvre d'un processus en escalade programmée.

Par le Mouvement autogestion distributive.

Sessions de Formation

THEATRE : LA VIOLENCE ET LE SACRE

29 juin - 9 juillet

Recherches à partir de la pensée de R. Girard sur la violence, le sacré, la non-violence. L'improvisation et le jeu dramatique devront nous permettre de mieux entrevoir la violence qui nous divise et nous unit, celle-la même qui se joue dans la représentation théâtrale.

Avec l'Atelier du Possible.

L'AUDIOVISUEL, UN LANGAGE A APPRENDRE ET A UTILISER

13-19 juillet

Analyse et fonction de l'image. La séquence : importance et construction d'une suite d'images. Comment faire parler l'image et faire voir un discours et/ou de la musique ? Principes et réalisations d'un montage audiovisuel. Réflexion sur les impacts de l'image.

Avec des professionnels de l'audiovisuel.

TRANSARMEMENT ET RECONVERSION

13-19 juillet

Eléments pour une défense populaire non-violente : études sur les fondements, les possibilités et les exemples de reconversions industrielles des industries d'armement. Comment passer de la dissuasion nucléaire à la dissuasion populaire ?

Avec le Mouvement pour une Alternative Non-violente.

LA DEFENSE DE L'EUROPE ET LES PACTES MILITAIRES

20-26 juillet

Quelle est la réalité de l'intégration des systèmes de défense européens entre eux et au sein de l'OTAN ? Réalités et mensonges sur les pactes militaires de l'OTAN et de Varsovie. Quelle est leur fonction globale ?

Avec les interventions de MM. A. Sanginetti et C. Bourdet.

NUCLEAIRE : DE LA TECHNIQUE AUX CHOIX DE SOCIETE

27 juillet-2 août

Elaboration de fiches techniques en français courant sur les divers aspects de l'énergie nucléaire. Etude d'alternatives énergétiques sur le Larzac et dans les environs. Choix énergétiques - choix de société...

Avec les interventions de B. Lalonde et d'ingénieurs E.D.F.-C.F.D.T. et GS/EN

LUTTES SYNDICALES POUR L'AUTOGESTION

* 3-9 août

Histoire de la classe ouvrière et de son organisation face à l'exploitation patronale et étatique. La grève et ses dérivés comme exemples types de la non-collaboration au système d'oppression. En quoi l'action dite « non-violente » renforce-t-elle la transformation de la condition ouvrière dans le sens du socialisme autogestionnaire ?

Avec des permanents C.F.D.T.

LA DESOBEISSANCE CIVILE AU SERVICE DE LA JUSTICE ET DE LA LIBERTE

* 10-16 août

Analyse des structures et fonctions de l'obéissance civile. Place de la loi et du juridique au sein de l'Etat. Histoire des mouvements de désobéissance civile et étude de leur caractère trop souvent minoritaire : quelles en sont les causes psychologiques ? Quelles en sont les implications politiques ?

Avec le Mouvement pour une Alternative Non-violente et l'intervention de magistrats et d'avocats.

LUTTES POUR LA QUALITE DE LA VIE ET DEMARCHE AUTOGESTIONNAIRE

17-23 août

Etude des techniques de non-collaboration : la grève, le boycott, l'autoréduction, la désobéissance civile et leurs applications. Défendre le cadre de vie et renforcer le pouvoir des usagers dans leurs luttes quotidiennes : habitat, environnement, scolarité, santé, niveau de vie, dans une perspective autogestionnaire.

Avec la Confédération Syndicale du Cadre de Vie.

MUSIQUE POPULAIRE ET MUSIQUE MILITAIRE

17-23 août

Comment est structurée la musique militaire et pourquoi fait-elle marcher ? Etude de sa fonction idéologique et de ses applications dans la musique militante. Redécouverte du son et de la phrase musicale. A quels critères devrait répondre une musique populaire, c'est-à-dire une musique de tous pour tous ?

Avec le Mouvement d'Action Musicale.

LES GRANDES RELIGIONS ET LA NON-VIOLENCE

24-30 août

Etude critique de la pensée de R. Girard : comment les grandes religions du monde traitent-elles le sacrificiel ? Ont-elles un message spécifiquement non-violent ? Comment d'une lecture non sacrificielle peut-on déboucher sur une non-violence comme pratique politique ?

Avec le Mouvement International de la Réconciliation.

ANALYSE DE L'OPPRESSION EXERCÉE SUR LES FEMMES

31 août - 6 septembre

Comment est née cette oppression ? S'est-elle développée conjointement ou indépendamment de la lutte des classes ? Y a-t-il eu un « âge d'or de la femme » (une société où les valeurs féminines étaient reconnues et respectées) ? De quelle façon les femmes ont-elles collaboré à cette oppression ? Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Perspectives pour une transformation des rapports sociaux et des mentalités.

Avec l'intervention de G. Charzat.

Sessions de recherche

VERS DE NOUVELLES ORGANISATIONS POLITIQUES ?

3-9 août

Les partis traditionnels sont parfaitement intégrés au sein du système de l'Etat. Ont-ils encore une quelconque efficacité et laquelle ? Quelle pourrait être une nouvelle forme d'organisation au service du combat politique qui ne soit pas en contradiction avec les principes fondamentaux de l'autogestion, pour lesquels la fin ne justifie pas les moyens ?

DEFENDRE QUOI, CONTRE QUOI, ET COMMENT ?

24-30 août

Défense de l'identité humaine et de ce qui la conditionne. Comment percevons-nous les menaces actuelles et quelle est leur réalité ? Quelle importance faut-il attribuer aux menaces de type technologique ? Quelles formes de défense mettre alors en œuvre ?

Avec le général Bécam.

Renseignements et Inscriptions

Pour toute information, écrire à :
Le Cun, 12100 Millau

Au sommaire de nos derniers numéros, toujours disponibles :

N° 28 NOUVEAUX VISAGE DES IMPERIALISMES

6 F

De Yalta à Salt 2 (Dominique Thévenon).
Pour suivre la course... (Christian Mellon).
Entretien avec Pierre Naville.
Défense populaire et luttes écologiques (Paul Virilio).
La stratégie « trilatérale » (R. Granjon et A. Magnon-Pujo).
Sortir de l'alliance atlantique (Claude Bourdet).
Sous-développement et Tiers Monde (Olivier Gouédard-Comte).
A propos du livre « Pour une nouvelle culture politique » (F. Verschave).
Irlande : la paix par les femmes ? (C. Richard-Molard).
Italie : Terrorisme et stratégie non-violente (A. Panebianco).

N° 33 DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE.

6 F

La résistance non-violente du peuple tchécoslovaque (C. Brunier).
Les accords de Moscou : comment fut brisée la résistance (J.M. Muller).
Le projet hollandais de recherche sur la défense civile (H. Tromp).
Non-violence et fascisme : le sinarchisme mexicain (C. Delorme).



N° 35 LA POLITIQUE DE LA PEUR

10 F

La peur ambiguë (Olivier Vial)
La Politique de la Peur (Jacques Semelin)
L'Administration de la Peur (Paul Virilio)
Entretien avec Grégory Berglund.
Les ressorts de la machinerie de la peur
La peur du « petit homme » (Thérèse Vial-Mannessier)
Les femmes et la peur et la peur des femmes (Anne-Marie de Vilaine)
Sortir de la peur des loubards
Le sacrifice des enfants perdus (Patrick Giros)
Peurs d'hier, peurs d'aujourd'hui (interview de Jean Delumeau)
De la Défense (Roger Garaudy)

N° 36 CHRISTIANISME ET VIOLENCE

10 F

Les trois logique politiques du Christianisme (Jacques Semelin)
Il faut faire les frais temporels (Jean-Marie Muller).
L'évêque qui fait des sit-in (Entretien avec Mgr Luigi Bettazzi).
La doctrine de la guerre juste (Christian Delorme)
Daniel Berrigan, prêtre et militant non-violent
Violence moderne et symbolique chrétienne, (Pierre Vallin)
Vivre la désobéissance civile à l'intérieur de l'Eglise (Jacques-Yves Bellay)
Les Eglises orthodoxes et la violence (Georges Roditis)
Qui est René Girard ? - (Jacques Semelin)
D'où vient la violence ?
Table ronde entre René Girard, Christian Mellon, Jean-Marie Muller, Hervé Ott et Jacques Semelin.
Post-scriptum au débat avec René Girard (François-Xavier Verschave)
René Girard ou le défi de la non-violence (Jean-Marie Muller)

En raison des difficultés dues à la mise en place du nouveau comité de rédaction, nous prions nos lecteurs de nous excuser pour le retard pris dans la publication des deux derniers numéros. Nous rappelons en tout état de cause que l'abonnement est valable pour quatre numéros et non pour une période d'un an.

Directeur de publication : Ch. DELORME.

Dépôt légal: 1^{er} trimestre 1980

Commission Paritaire n° 54826

Imp. Reynaud, 10, rue du Soleil, Saint-Etienne.

numéro en projet

N° 38 : VIOLENCES BANALES.

POUR NOUS AIDER

- Réabonnez-vous sans attendre le deuxième rappel.
- Envoyez-nous des listes de personnes qui pourraient s'abonner à ANV.
- N'oubliez pas que le tarif normal (40 F) ne couvre pas entièrement les dépenses d'ANV : nous ne pouvons subsister que si vous êtes nombreux à payer votre abonnement au tarif de « soutien ».
- Pour les changements d'adresse : toujours joindre la dernière bande d'expédition ou la dernière carte de rappel. Ajoutez, si possible, au moins 2 F en timbres.



bulletin d'abonnement :

à renvoyer à A.N.V., 3, rue Dumenge, 69004 Lyon.

Je désire m'abonner pour un an (quatre numéros) à partir du numéro

NOM :

Prénom :

ADRESSE :

Je désire également recevoir ces anciens numéros :

Ci-joint le règlement par CCP (2915-21 U Lyon), chèque, timbres.

Abonnement : 40 F

Etranger : 45 F

Soutien : à partir de 70 F

alternatives non violentes

3, rue Dumenge
69004 LYON

COMITE D'ORIENTATION

Jacques-Yves BELLAY
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jacques MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUININGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINNE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Béatrice ARNOULD
Lydie BONNET
Christian DELORME
Jacques DELORME
Thérèse VIAL-MANNESSIER
Olivier VIAL
Jacques SEMELIN

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Christian DELORME

REDACTEURS EN CHEF

Olivier VIAL,
BP 44 - 74300 CLUSES
Jacques SEMELIN,
15, rue du Commerce, 75015 PARIS

sommaire



Editorial : DES OMBRES SUR LA TERRE - Olivier VIAL	1
LES CONSEQUENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET DES DEPENSES MILITAIRES Thérèse et Olivier VIAL - MANNESSIER	4
DES ARMES CONTRE L'AFRIQUE - Pierre FABRE	21
LE COMMERCE MONDIAL DES ARMES ET SON IMPACT SUR LE DEVELOPPEMENT - S. LANDGREN-BACKSTROM ..	25
LA COURSE EST RELANCEE - Pierre FABRE	30
LA GRANDE PERCEE BRESILINNE - Pierre FABRE	34
VIOLENCE DES BOMBES ET VIOLENCE DES STRUCTURES Christian MELON	37
LE SOLDAT COMME AGENT DE DEVELOPPEMENT : LA FIN D'UN MYTHE - B. SEN GUPTA	49
LE REGIME DU SHAH, MORT DE SURARMEMENT ? d'après M.T. KLARE	57
« COMMENT MEURT L'AUTRE MOITIE DU MONDE » Lucien BIGEAULT, d'après Susan GEORGE	59
VERS UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL - Samir AMIN	71
LA RECONVERSION, UN MOYEN DE LUTTE ANTICAPITALISTE ? Pierre ARCQ	76

HISTOIRE FANTASTIQUE DES MACHINES DE GUERRE :
Illustrations de Ian Miller, extraites de l'album « Green Dog Trumpet and other stories » publié par Dragon's Dream (Londres 1978), et reproduites avec l'autorisation de l'éditeur.

Numéro 37
Printemps 1980